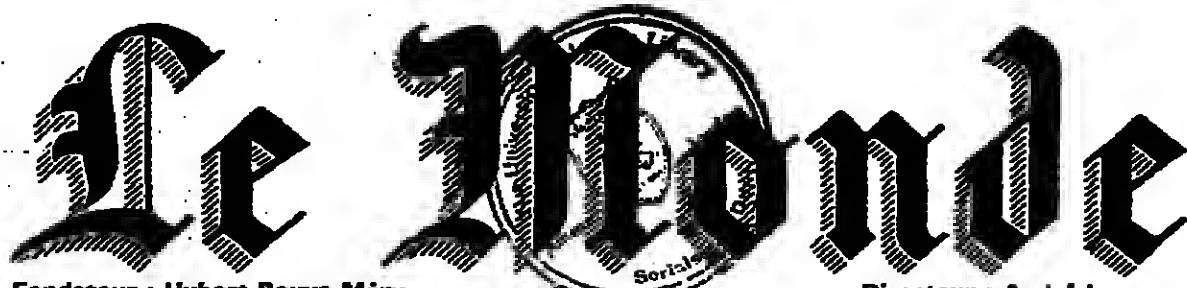


L'auteur de l'attentat d'Orly est arrêté

L'auteur de l'attentat d'Orly, M. Varadjan Garibadjian, né en 1954 en Syrie, animateur militaire de l'ASALA en France, a reconnu mercredi matin 20 juillet, être l'auteur de l'attentat commis le vendredi 15 juillet à Orly, a annoncé M. Max Gallo au terme du conseil des ministres.



Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,20 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 66 c. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 300 ¥ ; Liban, 3.300 L. ; Luxembourg, 27 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Royaume-Uni, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 15

5, RUE DES ITALIENS
75437 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 468572 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. 246-72-23

M. Marchais confirme son désaccord avec M. Mitterrand sur les euromissiles

Décompter ou non ?

La dernière ligne droite de la course aux euromissiles, qui s'engage avant l'installation des Pershing en R.F.A., à la fin de l'année, apporte un nouveau paradoxe dans la longue bataille ouverte par la « double décision » de l'OTAN, il y a bientôt quatre ans : le pays qui, au départ, était le moins concerné par cette décision, la France, se trouve placé en première ligne ; sa force nucléaire, qui se voulait et se veut toujours totalement indépendante de celle des deux Grands, constitue aujourd'hui le principal obstacle à un éventuel accord des mêmes à Genève.

Les entretiens de M. Kohl à Moscou, ceux que le chancelier vient d'avoir avec M. Mitterrand, enfin les polémiques relancées par la déclaration Marchais-Andropov, l'ont confirmé. Entre Paris et Bonn, l'accord est total sur la non-prise en compte de la force française — et de la britannique — dans les négociations. Moscou, au contraire, appuyé par M. Marchais, insiste tellement sur cette prise en compte que l'on peut considérer du même coup comme peu prometteuses les rumeurs de relance du compromis « de la promenade en forêt », lequel semble diviser le cabinet de Bonn. La principale caractéristique de ce compromis est en effet de prescrire en compte les seules forces américaines et soviétiques, et c'est assez pour qu'on puisse douter que Moscou l'accepte jamais.

Par son discours de mardi, M. Marchais a aggravé ce qui reste la plus sérieuse entorse qu'il ait apportée depuis deux ans à la solidarité gouvernementale. Il s'y estime autorisé par le bon sens. Quoi de plus naturel, en effet, selon lui, de compter « tout ce qui existe » dans les deux systèmes d'alliance ? L'inconvénient est qu'il s'agit en l'occurrence de mettre en balance la force nucléaire stratégique (F.N.S.), cœur de la défense française, avec une partie seulement d'un arsenal soviétique surabondant et de confronter les SS-20, armement terrestre, avec un arsenal franco-britannique essentiellement sous-marin, alors que 950 engins sous-marins soviétiques menacent par ailleurs tout autant l'Europe que le reste du monde ; de comparer une dissuasion purement nationale avec une force de frappe dirigée contre bien d'autres pays auxquels Paris ne saurait offrir aujourd'hui sa garantie nucléaire.

Ajoutons que Moscou a présenté pendant des années ses SS-20 comme une « réponse » non pas à l'armement français, mais aux « systèmes avancés » américains. Ce n'est pas parce que M. Andropov a décidé de changer d'argumentation qu'on se doit de le suivre.

Le vrai compromis consisterait à inclure la F.N.S. dans un décompte « global », c'est-à-dire à l'échelle mondiale, comme M. Marchais semblait le penser encore au printemps. Le gouvernement français s'est dit prêt à participer à une négociation sur ces bases, sous réserve d'un changement « de nature » dans les proportions des arsenaux des deux Grands, d'une limitation des systèmes défensifs (un progrès de ces défenses limiterait la crédibilité de l'arsenal français) et d'une réduction des « déséquilibres conventionnels » en Europe, c'est-à-dire en clair d'une stricte réduction du nombre des chars soviétiques.

Il va de soi que ce programme ne résout pas le problème immédiat de M. Andropov : c'est là toute la différence entre M. Mitterrand et M. Marchais.

Le secrétaire général du P.C. rejette le rappel à l'ordre du chef de l'Etat mais renouvelle l'engagement de son parti au gouvernement

Le rendez-vous des responsables communistes chargés de la diffusion de la vignette donnant droit à l'entrée à la prochaine fête de l'humanité (125 521 vignettes vendues dans la région parisienne, 1 566 en province) a été l'occasion, mardi 19 juillet, pour M. Georges Marchais de s'expliquer sur son voyage à Moscou, avec une délégation du P.C.F., du 11 au 13 juillet dernier, et sur la déclaration commune qu'il y avait signée avec M. Youri Andropov.

Le secrétaire général du P.C.F. a tenu, en premier lieu, à situer ce voyage dans le cadre de l'action de son parti pour la paix et le désarmement, et dans celui des relations franco-soviétiques. Se référant, implicitement, à la politique du général de Gaulle, M. Marchais a souligné que ces relations doivent être fondées sur la « confiance », et la « coopération », et que c'est là un élément décisif pour la liberté d'action de la France en Europe. Le P.C.F. est, en cela, fidèle aux orientations qu'il s'est données : à appuyer la politique extérieure gaullienne, mais il peut se réclamer, aussi, des propos que le président de la République avait tenus le 14 juillet. Soulignant que la France a, avec la Russie, une longue histoire de

relations, qui ont marqué « une solidarité », M. François Mitterrand avait déclaré : « J'attends de l'Union soviétique — et j'y mettrai tout ce qu'il faut pour cela — des relations plus amicales ».

Le chef de l'Etat attribuait, ainsi, à l'Union soviétique la responsabilité de la dégradation du climat entre les deux pays, tandis que M. Marchais a tenté, mardi, de présenter comme un signe de bonne volonté le fait que le P.C. soviétique « ne demande pas la réduction de la force de dissuasion française ». Cet argument relevait plutôt du plaidoyer, puisque le problème posé n'est pas celui de la réduction de la force française, mais bien celui de sa prise en compte dans l'arsenal de l'OTAN.

Le secrétaire général s'est employé à répondre au « reproche » qui lui avait été adressé, sur ce point, c'est-à-dire, en fait, au rappel par M. Mitterrand, lors du conseil des ministres du 13 juillet, que « la France a une force de dissuasion autonome et ne peut évidemment pas accepter (...) l'ajout de la force de dissuasion soviétique ».

Patrick JARREAU
(Lire la suite page 6.)

Le colonel Kadhafi accuse la France d'entretenir la guerre civile au Tchad

Dans une déclaration au « Monde », le chef de l'Etat libyen affirme que Paris soutient un « usurpateur » Il se dit prêt à conclure un traité d'amitié avec Moscou au moment où Washington décide d'aider Hissène Habré

De notre envoyé spécial

Tripoli. — « J'ai invité le président Mitterrand à venir en Libye, et je suis disposé à me rendre en France, non seulement pour éliminer les malentendus et les problèmes qui ont ensablé nos relations bilatérales, mais aussi pour approfondir et étendre celles-ci à tous les domaines ; nous attendons la réponse de Paris à notre proposition... »

Tout à tour conciliant et intransigent, ironique ou faussement ingénue, le colonel Kadhafi s'exprime avec un calme olympien. Fidèle à ses goûts bédouins, il reçoit ses visiteurs sous une vaste tente dressée sur... la pelouse qui entoure le palais présidentiel. Vêtu d'un treillis de bronze, qu'il s'ingère dans les affaires intérieures du Tchad, notamment en fournissant un soutien militaire à l'une des deux parties en conflit.

— Vous en faites autant en armant et en équipant la partie adverse... — C'est faux !

Réagissant à notre moule plus que sceptique, le colonel Kadhafi quitte le ton de la dédication pour changer son fusil d'épaule : « Bon, supposons que le livre des armes aux forces du GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition) que préside M. Goukouni Oueddei. J'aurais dans ce cas servi la cause du gouvernement légitime du Tchad, une

coalition de onze tendances, politiques, ethniques, tribales et religieuses, qui recouvre la quasi-totalité du territoire, le nord musulman, tout autant que le sud chrétien, l'ouest comme l'est. Le GUNT a été constitué démocratiquement sous l'égide de l'O.U.A., après l'aboutissement de la réconciliation nationale, et il a été reconnu par la communauté mondiale, y compris par la France. Il est établi sur le territoire national et son armée contrôle la moitié du pays. Cette dernière se bat contre un officier félon Hissène Habré, négrier ministre de la défense de ce même gouvernement, et qui a occupé N'Djamena, la capitale, par la force des armes. Et c'est cet usurpateur que la France soutient tandis que la presse mondiale se déchaîne contre nous, des Africains, voisins et frères des Tchadiens, parce que nous avons en l'audace de proclamer que Goukouni Oueddei demeure le président légitime du Tchad. C'est la France qui entretient les flammes de la guerre civile, qui fait obstacle au rétablissement de la paix, de l'unité du pays. Voilà le crime ! »

Propos recueillis par ENIC ROULEAU.

(Lire la suite page 3.)

Guerres et destructions mentales

La psychiatrie s'intéresse aux traumatismes provoqués par les conflits militaires. Certains « pèsent » plus lourd que d'autres

par CLAIRE BRISET

La médecine militaire s'est, de longue date, préoccupée des aspects psychiatriques de la pathologie de guerre, des paniques, des émotions collectives, capables aussi sûrement qu'un bombardement de désorganiser une armée, de freiner sa progression ou d'accélérer sa déroute. Dès les débuts du dix-neuvième siècle avaient été décrits les « états nostalgiques » du soldat, puis, pendant la première guerre mondiale, le « syndrome du vent du boulet », l'hystérie du combattant, les traumatismes, les commotions.

Le VII^e congrès mondial de psychiatrie qui vient de s'achever à Vienne (le 20 du 21 juillet) aura permis de comprendre, mieux que jamais, ce qu'est réellement une névrose de guerre, ce qu'engendrent aussi, sur le plan psychologique, les formes modernes des conflits, dans les armées elles-mêmes et parmi les

populations civiles qu'elles n'épargnent pas.

C'est au cours de la première guerre mondiale, surtout, qu'est apparu avec clarté aux médecins militaires le poids de ce que peuvent faire supporter à une armée combattante les troubles mentaux dus au conflit. En Allemagne, en Autriche, comme en France, la violence des combats sur les divers fronts avait provoqué l'apparition de paralysies des membres que n'expliquait aucune blessure, de cécatés, de surdités d'origine mystérieuse que, faute d'autres hypothèses, les médecins attribuaient aux « commotions », à l'épuisement, à l'« émotion-choc ».

L'hypothèse de l'hystérie s'était alors rapidement imposée, notam-

ment à Paris, à l'hôpital de la Salpêtrière. En Europe centrale, à la même époque, Sigmund Freud et les premiers psychanalystes tentaient de décoder le phénomène et d'en fournir une interprétation dynamique.

Le second conflit mondial devait apporter à la fois une certaine transformation de la pathologie mentale due au conflit et de nouveaux éléments de compréhension. En deux décennies, la culture des sociétés occidentales était devenue de plus en plus intolérante aux manifestations spectaculaires de l'hystérie. Paralysies, surdités, cécatés hystériques ne se virent plus guère de 1940 à 1945.

En revanche, les effets émotionnels provoqués par le conflit donnèrent lieu à de véritables flambées de maladies psychosomatiques. C'est ainsi que l'armée américaine constata dans ses rangs des « épidermes » d'hypertension artérielle, de pathologie digestive, notamment ulcéreuse, qui furent constatées également lors du siège de Leningrad ou d'autres combats prolongés de ce type.

Ensuite, après la guerre, apparurent les séquelles lointaines des traumatismes, le « syndrome de la déportation », les véritables « névroses de guerre », mieux analysables qu'à la suite de la guerre de 1914.

Depuis 1945, les conflits n'ont pas manqué qui ont permis de préciser davantage ce qui entre en jeu dans la pathologie mentale au combat et dans ses manifestations tardives. Dès la guerre de Corée, l'armée américaine avait organisé une « psychiatrie du front » destinée à apaiser les manifestations psychopathologiques les plus immédiates. Les deux conflits d'Indochine, la guerre d'Algérie, les combats du Proche-Orient, ont permis de comprendre la pathologie spécifique des climats de guérilla, d'insécurité permanente dans laquelle vivent les armées elles-mêmes et la population civile exposée aux conflits.

(Lire la suite page 7.)

Elf-Aquitaine réorganise sa chimie

Avec Ato, Chloé et la majeure partie des actifs de P.C.U.K., le nouveau groupe devient le premier de France dans ce secteur

La refonte de la chimie d'Elf-Aquitaine, promise à devenir la première de France, avec un chiffre d'affaires voisin de 41 milliards de francs, est en route. Le coup d'envoi vient d'être donné avec la décision, remise à diverses reprises à cause du différend Elf-TOTAL, de réunir enfin ATO-Chimie et CHLOE-Chimie (pétrochimie de Rhône-Poulenc rachetée par Elf en 1980) et cette fois avec les actifs de P.C.U.K. (deux tiers de l'ancienne chimie de PUK) dévolus à la compagnie pétrolière de la rue Nélaton. Ce rapprochement sera effectué dès que l'inventaire social de cette entreprise sera terminé.

CHLOE, c'est fini, P.C.U.K. aussi. Courant septembre, un nouveau groupe sera créé, ATO-CHEM, avec M. Jacques Puechal comme P.D.G. Il accueillera le 1^{er} octobre les chimistes du chlore et du fluor de P.C.U.K.

Fini ? Juridiquement, du moins, car il n'y aura pas d'opération chirurgicale pour restructurer la chimie d'Elf-Aquitaine. M. René Sautier, patron de toute la chimie du groupe pétrolier, s'y refuse.

ANDRÉ DESSOT.

(Lire la suite page 21.)

La pharmacie n'est plus ce qu'elle était

1. — La cage dorée du libéralisme

par JOSÉE DOYÈRE

« La pharmacie d'officine est victime d'un assassinat... » A la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, la plus importante des associations professionnelles, on ne pratique guère la litote. En attendant septembre et un éventuel rassemblement de protestation à Paris, on en est parvenu à la grève des gardes de nuit et du dimanche. La grève est en fait temporelle par les réquisitions préfectorales (qui suivent dans bien des cas les tours de garde prévus par la profession), décidées en application du code de la santé. Mécontents, les pharmaciens le sont, c'est indéniable. Mais on doit à la vérité de dire qu'ils sont mécontents depuis vingt ans.

Fiers de leur doctorat et de leurs années d'études, ils savent cependant, qu'ils bénéficient de la confiance de la grande masse de leurs citoyens. Ils se veulent des notables, mais refusent de passer pour des privilégiés et se croient volontiers les bons émissaires des pouvoirs publics en général, et du ministère de l'économie et des finances en particulier. Membres par vocation de la grande famille des professions libérales, à l'instar des avocats, des médecins, des notaires, ils se retrouvent salariés ou commerçants.

(Lire la suite page 22.)

VUES ET REVUES par YVES FLORENNE

Les peuples fidèles

Parler français

Les peuples meurent de leur langue, rappelle Yves Florenne, qui s'inquiète de voir les Français se soucier si peu du déclin du français. La presse y est pour quelque chose, et même à l'occasion du monde, comme l'écrit gentiment Yves Michelet. Reste la francophonie, réalité vivante à laquelle est consacré un livre de Xavier Deniau, dont parle Jean-Pierre Péroncel-Hugoz. Enfin, Alexandra Chapman répond à Dominique Halévy, qui préconisait une solution « hongroise » pour la traduction des livres français (« Pour la circulation des textes », le Monde, page Idées, du 28 juin) en disant que l'essentiel, pour être traduit, c'est d'abord de faire des livres intéressants...

LES peuples meurent de la mort de leur langue. Et, si une langue est morte, c'est que son peuple l'a abandonnée, s'abandonnant lui-même à sa propre mort. On se demande si, les Français, attachés jusqu'à ce jour à ce qu'ils appellent leur niveau de vie, lequel quand il atteint sa cote d'alerte devient le minimum vital, on se demande si au nombre de leurs biens véritablement vitaux, ils comptent le français.

Pour se dispenser de le faire entrer dans leurs comptes, ils préfèrent croire que, dans qu'ils s'en mêlent, le français comme la France est immortel : on le leur a assez dit, de préférence dans les décrets. Il est encore plus commode de n'y pas penser du tout, et par la même occasion de parler de moins en moins sa langue. C'est-à-dire non seulement de la francophonie, mais de laisser tomber de plus en plus de ses mots ; et de ne conserver qu'une syllabe ou deux de ceux qui en comportent davantage : tout en faisant pourtant le remarquable effort de prononcer *olé* le vieux *d'ac* depuis longtemps hors d'usage. Bref, de tendre vers la simplicité efficace, économique, détendue et vraiment moderne d'un *basique* tant lexical que syllabaire, ou réduit à des sigles. Je généralise plus que je n'anticipe. On est toujours surpris quand on entend, hors de nos frontières, parler le français *entier*, celui qu'on disait châtivé mais qui n'était pas châtivé.

On le parlera de moins en moins si nous ne nous employons pas résolument pour lui. Pourquoi cette désaffection ? Parce que nous avons perdu en substance et en puissance ce que d'autres ont gagné ? Sans doute. Mais ce n'est pas une explication suffisante ni une excuse. Le déclin politique de l'Espagne appela, certes, en Amérique l'intervention justicière de la grande république du Nord. Elle libéra les dernières colonies espagnoles : en les annexant. Cinquante ans plus tôt, elle avait pareillement libéré, en l'allégeant d'une partie de lui-même, le Mexique indépendant. Or ce déclin physique n'entraîne nullement celui de l'esprit, de la culture, de la création, de la langue. Car cette langue est celle d'une autre Amérique, et la

démographie compense bien des faiblesses.

Aujourd'hui, espagnol et portugais l'emportent de loin sur l'anglais qui n'a aucune chance de conquête à terme, en dépit des formes nouvelles de colonisation. Même les Espagnols du Nouveau-Mexique résistent à toutes les pressions linguistiques et forment dans le « *melting-pot* » un bloc imperméable à la langue anglo-saxonne (1). Or, si la francophonie ne compte pas les quelque deux cent cinquante millions de « sujets » de l'hispanophonie, le français demeure la troisième langue du monde à être parlée en tant que langue « maternelle », ou officielle, en dehors de la France.

Reste que son déclin comme langue étrangère va depuis quelques années s'accroissant. Nous l'avons saisi sur le vif dans une université américaine spécialiste de l'enseignement des langues : le français demeure en tête mais régresse, salonné par l'allemand. L'Allemagne est riche, active et ne lésine pas sur les moyens. Nos faibles budgets de la culture ont connu récemment des réductions substantielles, mais la part concernant la langue aurait été réduite. Pourtant, en dehors des institutions et organismes qui l'ont en charge et du ministère de la culture, quel ministère n'est concerné, à commencer par ceux des relations extérieures et du commerce extérieur ?

Nos de France

La francophonie comprend principalement des peuples constitués, à l'intérieur de frontières nationales. Plus troublants, étonnants, témoins d'une fidélité étrangement tenace, ces foyers de français épars dans des océans étrangers, cernés, assaillis, infiltrés, non submergés, où des communautés maintiennent leur langue, leur identité, que fait-on pour les aider ? Le professeur Louis Porcher et son équipe vont vers les meilleurs guides pour ce voyage sans devises vers une « francophonie vivante et dynamique » (2) : celle des « Petits Canadas » et des « Franco-Américains » essayés dans les six Etats de la Nouvelle-Angleterre.

Une démolition accélérée

M. Yves Michelet, de Paris, nous écrit :

Le Monde, journal dans l'ensemble fort estimable puisqu'il a l'honneur de me compter parmi ses abonnés, fait heureusement partie des rares publications qui s'efforcent d'être en bon français. Vous évitez par exemple d'écrire « après qu'il ait... » et vous n'êtes pas un cas désespéré. Toutefois, comme presque tous vos confrères et autres collègues, vous participez, hélas ! à la démolition accélérée du français à laquelle on assiste depuis une vingtaine d'années, et particulièrement depuis trois ou quatre ans.

Je citerai quelques-uns des cas les plus graves et les plus fréquents : l'emploi à tort et à travers de mots comme *technologie* au lieu de *technique*, *sophistication* au lieu de *sophistication*, *ultramoderne*, etc., d'évoquer au lieu d'étudier, examiner, discuter de (*longue* *époque*) : une absurdité commise cent fois par jour, de *référence* au lieu de *référence*, *réserve*, *hésitation*. Tout cela se fait en raison, certes, de l'influence de l'anglais, mais surtout de la nullité de la grande majorité des journalistes, ou plutôt des soi-disant « journalistes » sans qualification, et qui ne savent même pas leur propre langue, ce qui ne les empêche pas de débiter leurs monstruosités au « bénéfice » de 98 % de la population, à la radio et à la télévision. Ceux du Monde n'en sont pas à ce degré de nullité, heureusement !

Un mauvais usage de l'alternative

Il y a trois ans, je croyais sincèrement que les mots *alternative*, *alternatif*, étaient à l'abri de cette contagion, car leur sens est parfaitement clair dans notre langue. C'était compter sans l'influence désastreuse des anglicismes bilingues et anglo-mannes dont j'ai déjà parlé (moins les gens savent l'anglais, plus ils s'imaginent avoir l'air instruit en le singlant ; moi qui suis traducteur et in-

terprète professionnel, notamment pour l'anglais, je ne crois pas nécessaire de « démontrer » mes connaissances en truant ma conversation de termes empruntés à cette langue ou lui ressemblant).

En français donc, une alternative est le choix entre deux choses, ou solutions, qui s'excluent l'une l'autre, et non pas « autre chose », « une autre politique », « une politique de remplacement », etc. Valence ou mourir, c'est une alternative.

Nous utilisons tous, tous les jours, le courant alternatif qui nous fournit nos prises de courant. Il est alternatif parce que son intensité est tantôt positive, tantôt négative, donc alternativement positive et négative. On trouve parfois le mot *fatal* (e) dans un emploi idiot quoique fréquent. Ce qui est fatal, c'est mortel. Les médecins parlent d'*issue fatale* d'une maladie. *Fatal* n'est nullement synonyme d'*inévitabilité*, automatique, inéluctable, « n'en déplaise aux scribouillards amateurs sans qualification et aux divers esprits incapables de précision dans leur pensée ni dans son expression ».

Croyez-moi, il y a vraiment péril en la demeure (que fait l'Académie ? Elle ferme sa porte à Charles Trenet, qui emploie pourtant notre langue à la perfection : « *Longtemps, longtemps, longtemps, après que les poètes ont disparu. Leurs chansons courent encore dans les rues...* »). Vous qui collaborez à un journal digne de ce nom, défendez notre langue. Par exemple, vous avez depuis très longtemps une rubrique hebdomadaire intitulée « Sciences et techniques », ce qui est parfait. Mais sous le titre, il n'est plus question que de prétendre (et non pas de « soi-disant », comme on l'entend à la radio française) « technologie ». Un peu de sérieux. Parlez de technique, et de technologie seulement quand il s'agit bien d'elle (étude, notamment, des éléments constitutifs des machines et des appareils et de leur fonctionnement). Autrement, c'est de l'anglais (*technology*, qui signifie technique), même si vous n'en êtes pas conscients.

Au cimetière champêtre de la petite ville où se situe l'université dont nous parlions, on lit sur les stèles des noms tels que Larocque, Gagnon (celui de la mère de Stendhal), et le plus beau : Laventure. Et plus encore, les parlers vendéens d'Acadie ; enfin, émetteurs, pulvérisés, pourtant subsistant, des vestiges, des traces : chez les Franco-Canadiens du Midwest, les émigrés français d'Amérique du Sud ; et jusqu'aux reliques retrouvées aux rives extrêmes de l'Inde (3) dans ce qui fut Chandernagor : comptoir, sans doute, mais, le sait-on, refuge de tous les révolutionnaires indiens dans leur lutte contre le double occupant, l'Anglais et l'Anglais. Ce ne sont là que quelques points sur la carte, entre cent qui constituent cette francophonie dispersée, mal connue, peu explorée. La vraie question est justement : pourquoi, comment, cette fidélité qui tout aurait dû détruire ?

Elle est évidemment beaucoup plus explicable dans un peuple conquis, colonisé, trahi par celles de ses élites qui n'ont pas été étonnées, mais demeurées fidèles dans ses profondeurs. Le titre d'un article des *Annales* (4) nous en tire l'ail : « A quelle époque a-t-on cessé de parler latin en Gaule ? » C'est une citation que l'auteur, Michael Richter, utilise pour pouvoir répondre : « On n'a jamais cessé de parler latin en Gaule. » Sur quoi il s'ingénie à élucider à son tour ce mystère : le surgissement du français.

C'est, en effet, toute une histoire, et qui n'est pas simple. On s'étonne pourtant que la vraie question ne vienne pas à l'esprit d'un Irlandais (pour le moins, d'un Anglais enseignant à Dublin) : Quand a-t-on cessé de parler gaulois en Gaule ? La réponse serait : Jamais. Mais cette question-là est généralement escamotée. Il faudrait d'abord distinguer dans ce « on ». Il est établi, par exemple, que, dans le territoire actuel de Seine-et-Marne, les paysans parlaient gaulois au douzième siècle ! Cent ans après que leurs pères, peut-être, charriaient les pierres pour l'abbatiale de Tournus.

Nous voilà ramenés à ce que nous rappelions le mois dernier : la parenté préexistante des deux langues, gauloise et latine (5). Simple, celle du vainqueur a été retenue comme source, et celle du vaincu « oubliée » — sauf de ceux qui la parlaient. Pour les Français d'aujourd'hui, une telle fidélité serait-elle dépassée ? Les circonstances ne sont pas les mêmes, ni la menace ? Elles ne sont pas non plus si différentes. Il est vrai que la société gauloise n'avait pas le marché pour temple et la marchandise pour religion.

La mémoire des Celtes

Notre dernier feuilleton portant ce titre venait de paraître quand est sorti *Expiris* (6). Yves Plasseraud y analyse très pénétramment les chemins de l'idéologie dite de la nouvelle droite, principalement dans leurs trajectoires cryptiques. Il en poursuit les ramifications à travers ces revues ou ces feuilles bretonnes qu'il nous arrive de commenter. Pas d'équivoque quand il s'agit d'un « *regionalisme antijudo-chrétien* » étalé au grand jour dans toute son obscène candeur. Est-ce à montrer une autre candeur que de prendre ce qui est dit pour ce qui est dit, et non pour un codage de son contraire ?

De toute façon, c'est nous que cela concerne, et nullement les peuples anciens qui sont en question. Des grandes victimes de l'histoire, les Celtes seraient-ils les seuls dont il ne faut pas parler ? Parce qu'ils eurent le double malheur d'être libres et d'être vaincus ? Si nous n'avons pas scrupule à y revenir, c'est parce que nombre de lecteurs s'intéressent à eux, en toute innocence.

On ne reprochera certes pas à Yves Plasseraud une méconnaissance de la réalité celtique, particulièrement gauloise : elle est le partage de la plupart des intellectuels depuis l'occupation romaine. Bien plus efficacement que les légions de César, qui faisaient leur métier, la trahison des clercs nous a latinisés, romanisés, colonisés à perte de vue. Nous sommes des colonisés comblés et reconnaissants.

Mais, pendant qu'il y est, Yves Plasseraud pourrait s'inquiéter de déceler les raisons inverses, plus étranges encore, qui poussent à développer depuis quelque temps une campagne à la fois insidieuse et violente, dans des magazines plutôt sérieux et dans d'autres plus populaires, où « nos ancêtres les Gaulois » sont représentés, images à l'appui, comme des monstres sauvages, sadiques et sanguinaires, enfin mis en cage et méritoirement apprivoisés par les bons Romains. Disons simplement qu'il ne convient pas de parler d'une barbarie celtique sans le savoir, nous rendons à leurs vertus. Cela dit, à chacun ses goûts. Mais nous sommes encore d'une génération qui ne devrait pas oublier que Rome est l'archétype de tout fascisme. Y compris de celui dont nous aurions pu tous crever. Ce fut deux fois la même histoire. La dernière a raté, du moins espérons-le. La première, apparemment, a réussi.

Persone n'est obligé d'avoir une mémoire de deux mille ans. Mais ne pas l'avoir n'est pas un titre à la déclarer suspecte chez ceux qui l'ont.

- (1) Voir la Crise du *melting-pot*, J. Cassez et J.-P. Martin, Aubier, 1983.
- (2) *Cahiers des Amis de Stèves*, Juin 1983. Centre international d'études pédagogiques, 1, rue Léon-Journault 92310 Stèves.
- (3) *Un voyage vers l'Asie*, J.-C. Guillebaud, Seuil.
- (4) N° 2-83, 50 F. Armand Colin.
- (5) Voir le Monde du 28 juin, « Idées ».
- (6) Juillet, 42 F. 19, rue Jacob, Paris 6.

RÉPLIQUE A... DOMINIQUE HALÉVY

Pour la circulation du bon sens

par ALEXANDRA CHAPMAN (*)

Le « rêve » de Dominique Halévy me laisse... rêveuse. Son désir, au demeurant louable, de faire traduire en langues étrangères la production littéraire française (« la circulation des textes ») risque de provoquer, à l'intérieur de l'Hexagone, comme au-delà de nos frontières, un sacré embouteillage.

Quittons le domaine du fantasme pour le principe de réalité, comme dirait Freud (à propos de quand la parution en France de ses œuvres complètes dans une traduction convenable ? Les éditeurs étrangers ne sont pas les seuls à boudier les ouvrages de « haut intérêt »).

1) Le « modèle hongrois », qu'évoque D. Halévy, fonctionne en Hongrie parce que toute traduction avec l'étranger y passe obligatoirement par un bureau central, Artibus, qui tient le rôle d'agent littéraire de l'Etat, dont le premier souci n'est pas forcément la rentabilité. Il me paraît exclu d'appliquer ce système à la France, pays qui tient — encore — compte des facteurs commerciaux, comme le font les éditeurs du monde entier, à l'exception des pays totalitaires.

2) Les éditeurs français et, notamment, leurs responsables des droits étrangers se donnent un mal de chien pour placer leurs auteurs à l'étranger. Comme par hasard, ils réussissent lorsque l'écrivain en question passe les frontières, ou, plus simplement, à quelque chose à dire, ce qui n'est pas toujours le cas des auteurs de la Rive Gauche. Le Roy Ladurie, Foucault, Sarraute, Yourcenar, Tournier, sont traduits dans le monde entier. Malheureusement, neuf fois sur dix, les livres actuellement publiés en France sont trop spécifiquement français pour pouvoir séduire un public étranger.

Une subvention de traduction ?

3) Supposons que M. Tartenpon ait pondu un ouvrage génial, qui s'est vendu à cinq mille exemplaires en France. L'éditeur étranger le plus passionné de Tartenpon fera valoir que cet auteur ne se vendra pas dans son pays, et que, par les temps qui courent, il ne peut pas se permettre de prendre des risques (argument bien connu de l'éditeur français quand les rôles sont inversés).

4) Lorsqu'un livre français est vendu à l'étranger, c'est l'éditeur étranger qui choisit son traducteur, en toute liberté. Si le ministère de la culture voulait prendre en charge

ces frais de traduction, très bien ; en revanche, imposer une traduction « officielle », *made in France* (qui serait à remanier de fond en comble par l'éditeur étranger, à supposer qu'il ne se passe pas de cette procédure bizarre !), ferait l'acquéreur, le seul à pouvoir effectuer un « contrôle de qualité » de la traduction qu'il publiera.

Pourquoi ne pas créer une subvention de traduction destinée aux éditeurs français, pour qu'ils puissent la proposer à leurs confrères étrangers ? Nos éditeurs sont les mieux placés pour « distribuer » cet encouragement à la traduction.

5) Le système actuel n'est peut-être pas parfait, mais il fonctionne, avec des succès comme les Foires du livre internationales, en particulier celle de Francfort et celle de Bologne. Le rêve de D. Halévy risque de venir au cauchemar. De qui serait composé le « comité de lecture » ? Comment mettre d'accord deux cents lecteurs sur les livres à retenir ? Par qui seraient-ils « recommandés » ? Que je sache, les caisses de la collectivité sont vides... Qui ferait la liaison avec les éditeurs, dont les responsables des droits étrangers feront forcément double emploi avec ce comité ? Qui traduirait ? Des traducteurs de langue maternelle française qui parlent le néo-anglais ou l'américain ? J'en frémis...

6) Le vrai problème se situe ailleurs. L'édition mondiale est en crise. Ne survivront que les auteurs de qualité, les écrivains ayant une optique résolument internationale. Il n'y a pas de masses en France.

Ecrivains, faites de meilleurs livres. Editeurs, pourriez-vous travailler à l'étranger. Traducteurs, continuez à traduire dans votre langue maternelle et laissez le soin des traductions étrangères aux traducteurs étrangers. M. le ministre de la culture, sachez que la culture française ne peut se dissocier de l'économie de marché, ne doit pas « s'institutionnaliser » et ne saurait être imposée à l'étranger sans courir le risque d'être ridiculisée.

« Quelle richesse plus précieuse que nos idées ? », s'interroge D. Halévy. Je suis tenté de lui répondre : le bon sens, sans lequel l'idée la plus géniale risque de tomber comme un soufflet, surtout lorsque le cuisinier s'inspire d'une recette hongroise dont les ingrédients sont, pour l'instant, introuvables en France.

* Ecrivain (ayant travaillé dans l'édition internationale).

LU

« LA FRANCOPHONIE », DE XAVIER DENIAU

La magistrature de l'essentiel

Il est des petits livres qui valent un gros volume. Tel paraît bien être le cas de l'ouvrage sur la francophonie que vient de publier Xavier Deniau. Ancien ministre gaulliste, et frère d'un autre ministre, giscardien celui-là, député du Loiret, maître des requêtes au Conseil d'Etat, etc., Xavier Deniau est surtout connu à l'étranger. En il l'est en raison de son millantisme francophone tous azimuts.

A la fin du précédent septennat, il avait été chargé de présider la commission d'enquête parlementaire sur la langue française dans le monde, dont le rapport fut remis au gouvernement le 10 mai 1981. La francophonie ne rencontrerait guère d'écho dans le milieu giscardien, alors que certains socialistes, et notamment le premier d'entre eux, François Mitterrand, se passionnaient pour ce thème. Arrivés au pouvoir, ils n'ont pas pour autant tenu compte des recommandations raisonnables du rapport Deniau, politisant au contraire l'idée francophone, au lieu d'en faire un chantier commun sur lequel se reconstruirait majorité et opposition.

Heureusement, pendant ce temps, Sénégalais et Libanais, Québécois et Mauriciens font avancer les affaires de la francophonie en tissant entre eux des liens multiformes. Tout cela, et bien d'autres choses, et sans jamais utiliser un ton polémique (lequel d'ailleurs pas certains autres « Que sais-je ? »), l'auteur nous le dit. Il nous révèle l'origine du mot « francophonie », inventé par le géographe Onésime Reclus il y a cent ans et ressuscité en 1962 par Léopold Senghor, Norodom Sihanouk et Habib Bourguiba.

Ce court livre dresse également un catalogue chiffré de la francophonie (cent millions de locuteurs effectifs, près de trois cents millions de locuteurs potentiels, notamment en Afrique noire et au Maghreb), dénombre les structures sectorielles existantes, à défaut d'une organisation francophone mondiale, expose le rapport déjà oublié de mai 1981, sans oublier de citer cette phrase de Paul VI à Jean Guéhenno : « Le français permet la magistrature de l'essentiel. »

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(*) La Francophonie, « Que sais-je ? », PUF, 126 pages.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

كتاب الأفكار

Le Monde

étranger

AFRIQUE

LA GUERRE DU TCHAD

Moscou voit dans l'aide américaine à M. Habré une « intervention ouverte »

L'Éthiopie, qui préside actuellement l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), a exprimé, mardi 19 juillet, sa « grave inquiétude » devant la décision américaine d'octroyer une aide d'urgence au gouvernement tchadien.

Selon Addis-Abeba, cette aide constitue une « escalade alarmante » dans le conflit tchadien, et « ne peut qu'exacerber la tension dans la région ».

● A MOSCOU, l'agence Tass dénonce cette aide et écrit : « La décision de Washington est une nouvelle preuve du fait que la République du Tchad est l'objet d'une intervention ouverte de la part de deux puissances de l'O.T.A.N., la France et les États-Unis. Cependant, Washington joue très probablement le rôle principal sans l'organisation de l'intervention. »

N'Djaména. — L'annonce que les États-Unis allaient fournir, « dès la fin de la semaine », une aide militaire d'urgence au président Hissène Habré a causé une grande satisfaction à N'Djaména. Le montant — 10 millions de dollars — en est relativement limité, mais on apprécie ici la fois la rapidité de l'exécution de cette décision, et le fait que les premières livraisons comporteront des véhicules tout terrain. Avec le succès de leur contre-offensive, les forces gouvernementales ont allongé leurs lignes de communication et ces moyens sont les bienvenus. « Même si les Zaïrois récupèrent une partie du matériel, celui-ci va être utile dans l'immédiat », fait remarquer un militaire tchadien.

Il est convenu en effet que les parachutistes zaïrois déjà sur place (sept cent sur les deux mille attendus) vont recevoir une certaine quantité de cet équipement qui, outre les véhicules, comportera dans un premier temps des vêtements et des rations, les armes et les munitions n'arrivant que plus tard. Ce flux artistique sur le désert permet au président Reagan de tour-

De notre envoyé spécial

ner les réticences du Congrès à livrer des armes au président Mobutu, qui n'a pas bonne presse aux États-Unis. En outre, c'est une façon de dédramatiser Kinsasa pour l'effort consenti en faveur de N'Djaména. Déjà les autorités tchadiennes paient le carburant destiné aux trois Mirage V, aux trois avions de reconnaissance et d'appui tactique Macchi, et aux gros porteurs Hercules C-130 « prêts » par le Zaïre.

La tactique

de M. Hissène Habré

Le président Mobutu était attendu, mardi matin 19 juillet, à l'aéroport de N'Djaména. Une grande partie du gouvernement et du Conseil de commandement des forces armées du Nord (C.C.F.A.N.), le « noyau dur » du régime, ainsi que le corps diplomatique convoqué à la hâte, étaient là pour l'accueillir. Plusieurs milliers d'habitants de la capitale, certains arborant des tuniques à l'effigie du

président Hissène Habré, étaient venus à l'appel de la radio. On répétait déjà les slogans destinés à célébrer l'événement. Las ! Il fallut déchanter : « Le maréchal Mobutu ne peut pas finalement, pour des raisons impérieuses, se rendre à N'Djaména », expliquait l'ambassadeur du Zaïre. Ces « raisons impérieuses » n'étaient pas pour autant précises. « Le principe du voyage est maintenu, il aura lieu plus tard », indiquait pour sa part, le ministre tchadien de l'Information, M. Soumalla.

La nécessité de recevoir M. Mobutu a été présentée comme la principale raison du retour inopiné du président Hissène Habré lundi soir dans la capitale. Celui-ci se trouvait, depuis le 10 juillet, à la tête de ses troupes luttant à plusieurs centaines de kilomètres au nord-est contre les rebelles de l'ancien président Goukouni Oueddeï. Cela signifie-t-il que M. Hissène Habré va — dès lors que le voyage du dirigeant zaïrois est ajourné — rapidement retourner sur le front ?

Les intentions de ce chef d'État doublement à l'œuvre ne sont pas connues. Beaucoup s'attendaient qu'il attaque la palmeraie de Faya-Largeau au nord, principale base de M. Goukouni Oueddeï, dans la foulée de sa contre-offensive victorieuse à l'est. Rien de tel ne s'est encore produit. On signale seulement des accrochages qui auraient eu lieu à Fada, sous-préfecture située à 270 kilomètres à l'est de Faya-Largeau, au pied du massif montagneux de l'Ennedi.

M. Hissène Habré attend-il seulement pour partir à l'assaut de Faya-Largeau, lieu de sa naissance, que ses troupes soient suffisamment réapprovisionnées en munitions ? Ou bien a-t-il décidé de remettre l'opération à plus tard ?

Le ministre de l'Information a tenu à réaffirmer mardi la « détermination du gouvernement de tout faire pour libérer notre pays tout entier ». M. Soumalla est également revenu sur l'affaire des « conseillers blancs » qui ont été aperçus dans la capitale aux côtés des troupes tchadiennes (le Monde du 20 juillet). Le ministre a fait la distinction entre les « fonctionnaires français » qui servent d'instructeurs, et les « amis » venus de plusieurs pays qui se seraient, selon lui, spontanément manifestés depuis quelques semaines. Ces derniers, qui sont « en nombre restreint », sont utilisés pour la « maintenance » du matériel militaire et « ne participent pas aux combats », a-t-il affirmé.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Le colonel Kadhafi accuse la France d'entretenir la guerre civile

(Suite de la première page.)

Après l'indignation, feinte ou réelle, l'analyse des « errements » du gouvernement français. Selon M. Kadhafi, l'accord de coopération, conclu entre Paris et N'Djaména en 1976, ne s'appliquerait que si le Tchad était victime d'une agression extérieure, c'est donc M. Goukouni Oueddeï et non M. Habré qui aurait dû bénéficier des armes françaises. Le président Mitterrand, et surtout les chefs des États africains, qui l'incitent à intervenir en faveur du Tchad, créent un « précédent dangereux en choisissant de soutenir les rebelles contre le pouvoir légitime ». En effet, ajoute le « Guide de la révolution », si l'un de ces chefs d'État devait demain être éliminé de sa capitale, même d'un seul kilomètre, par des factieux, le gouvernement français devrait logiquement soutenir ces derniers.

Le colonel Kadhafi se dit persuadé que le GUNT s'installera à nouveau, tôt ou tard à N'Djaména, les derniers revers militaires subis lui paraissent sans importance : « C'est le rayonnement politique du GUNT qui, en dernière analyse, lui assurera la victoire », déclare-t-il avant de s'exclamer : « Que ferait alors Paris ? Refuser de servir avec Goukouni, et donc se couper du Tchad ? Ou reconnaître, une fois de plus, sa légitimité et perdre ainsi définitivement la face et toute crédibilité ? Nous assisterons à une sinistre farce ! Et dire que Goukouni était considéré comme un ami de la France, qui avait exigé et obtenu le départ des troupes libyennes du Tchad ! »

« Hissène Habré, marionnette américaine »

Le colonel Kadhafi tient à ce propos à faire une « révélation ». A l'en croire, l'ancien secrétaire d'État américain M. Haig aurait, à l'automne de 1981, révéilé à l'Arabie M. Cheysson, ministre français des relations extérieures, pour l'avertir que la Libye s'apprêtait à renverser le gouvernement de M. Goukouni Oueddeï. Informé à son tour par Paris, ce dernier avait demandé au colonel Kadhafi d'évacuer sans tarder le territoire tchadien. « Il a depuis amèrement regretté cette décision, conclut notre interlocuteur, car c'est le retrait de notre armée qui a rendu possible l'offensive puis la victoire d'Hissène Habré. »

« La France est en bien mauvaise compagnie au Tchad », poursuit le président libyen. Elle est aux côtés des États-Unis pour transformer un conflit purement intérieur en une confrontation entre l'impérialisme et un peuple qui aspire à la liberté. Elle conjugue ses efforts avec l'Égypte, le Soudan, le Zaïre, satellites des États-Unis, pour maintenir au pouvoir la marionnette américaine qu'est Hissène Habré. Ce dernier s'est d'ailleurs engagé auprès de Washington à favoriser ultérieurement l'installation de bases américaines au Tchad.

Le colonel Kadhafi est tout aussi catégorique quand il soutient que le Soudan et le Zaïre ont dépêché des forces au secours du gouvernement de N'Djaména, « sur les ordres des États-Unis et avec l'acquiescement de la France ». Mépris ! Il enchaîne : « Ce Mobutu, ce Mobutu — ou s'appelle-t-il Mobutu ? — est un valet, un poltron ; il n'aurait jamais osé envoyer des unités de l'armée zaïroise sans la bénédiction de Washington et de Tel-Aviv. De notoriété publique, ses forces sont entraînées, armées, encadrées par les Israéliens. »

« La Libye garante de l'amitié arabo-soviétique »

« Malgré tout, insiste notre interlocuteur, nous sommes pour une solution pacifique, pour des négociations entre les parties en conflit, sans ingérence étrangère, comme le recommande le bureau de l'O.U.A. dans la résolution qu'il a adoptée à Addis-Abeba le 16 juillet dernier. Nous avons invité Goukouni et Habré à engager le dialogue, mais ce dernier a rejeté catégoriquement notre proposition. Tant pis ! La résistance se poursuivra jusqu'à la défaite de l'impérialisme américain et de ses agents. »

— Vous dénoncez sans relâche les États-Unis, tout en développant vos

relations avec l'Union soviétique, dont vous ne cessez, autrefois, de condamner les visées hégémoniques. Vous reprochiez même à Gamal Abdel Nasser, pourtant votre mentor, d'avoir établi des liens trop étroits à vos yeux avec le Kremlin, alors qu'il est question, aujourd'hui, d'une alliance entre Tripoli et Moscou. Comment expliquez-vous ce changement ?

— Nos rapports avec l'Union soviétique se consolident dans la mesure où les défis des impérialistes se multiplient et, si les circonstances l'exigent, je n'hésiterai pas à conclure un traité d'amitié avec Moscou. Dans le sens inverse, nous nous dressons contre l'U.R.S.S. si celle-ci devait se comporter comme les États-Unis. C'est vrai, je m'en prendrais aux Arabes qui laissent leur sort à celui de l'Union soviétique, mais j'admets qu'alors mes critiques n'étaient pas fondées sur une expérience concrète et personnelle. Depuis la mort de Nasser, dont nous sommes les héritiers spirituels, et la trahison de Sadate, la Libye se veut la garante de l'amitié arabo-soviétique, sur tous les plans : politique, militaire, idéologique.

La visite aux trois rois

— Justement, n'y a-t-il pas des divergences majeures entre le marxisme et la doctrine du Livre vert dont vous êtes l'auteur ?

— Certes, les différences sont grandes entre la société marxiste et l'État des masses (la Jamahiriya) qui est le nôtre. Mais il s'agit de deux voies parallèles qui conduisent l'une et l'autre au progrès. Il n'en va pas de même pour le capitalisme, qui est en collision permanente avec le marxisme.

— Un autre retourneur de votre part n'a pas manqué de surprendre. Vous avez rendu visite récemment aux rois Fahd d'Arabie Saoudite, Hussein de Jordanie et Hassan II du Maroc, alors que vous les aviez maintes fois qualifiés de réactionnaires, complices de l'impérialisme. Avez-vous également changé d'avis à leur égard ?

— Ces visites témoignent de l'unité de la nation arabe. De droite ou de gauche, les Arabes ont le droit de se disputier et de se réconcilier. Il s'agit d'une affaire de famille.

— Votre rencontre avec Hassan II a-t-elle été fructueuse ?

— Oui, nous sommes tombés d'accord sur le principe d'un référendum au Sahara occidental.

— Avez-vous dès lors cessé de fournir une aide matérielle au Polisario ?

— Nous avons soutenu ce mouvement lors de l'occupation espagnole. Aujourd'hui, il est question d'autodétermination et de négociation. Il faut désormais donner sa chance à la paix.

— Vos relations avec l'Algérie sont-elles également bonnes ?

— Excellentes.

— Malgré le fait que les avions français transportant des armes destinées à Hissène Habré aient survolé le territoire algérien ?

— Je ne vois pas le rapport. C'est une question qui concerne l'Algérie et le Tchad exclusivement.

— Quelles sont les raisons de votre inimitié à l'égard de la direction du Fath et, en fait, de Yasser Arafat ?

— Vous vous trompez : Yasser Arafat est un homme que j'aime beaucoup et que je considère comme un ami personnel, tout autant qu'Abou et ses autres camarades. Mais ceux qui ont provoqué un soulèvement au sein du Fath sont, eux, de véritables révolutionnaires, des hommes de gauche, avec lesquels nous communions tout naturellement.

— ... et que vous armez dans leurs combats contre la direction du Fath ?

— Non, ils n'ont pas besoin d'armes. Nous continuons à fournir une aide au Fath comme par le passé. Mais il se fait que les révolutionnaires contrôlent désormais l'appareil de cette organisation palestinienne. Alors, ils en sont les bénéficiaires.

— Continuez-vous à soutenir les formations islamiques et progressistes du Liban ?

— Plus que jamais. Nous leur fournissons des moyens illimités dans tous les domaines pour intensifier leur résistance à l'occupation israélienne et à l'accord honteux que Tel-Aviv a imposé au gouvernement de Beyrouth. Dans quelques minutes, je recevrai Walid Joumblatt, qui est à la tête du mouvement national libanais, pour examiner précisément cette question.

— Entretenez-vous toujours de bonnes relations avec la République islamique d'Iran ?

— Je soutiens la révolution iranienne. Et c'est pour cette raison que j'ai écrit à Khomeiny pour lui demander de ne pas frapper les communistes du Toudéh, qui font partie des forces révolutionnaires. L'imam m'a répondu pour m'exposer son point de vue.

Le colonel Kadhafi ne veut pas en dire davantage. D'évidence, les relations entre la Libye et la France lui tiennent davantage à cœur. Revenant à la charge, il déclare : « Nous sommes prêts à développer et renforcer nos relations avec le peuple français et son gouvernement. Pour cela, des échanges de visites à un haut niveau seraient précieux. Malheureusement, vos dirigeants temporisent et hésitent. Je sais — car l'ancien chancelier Kreisky me l'avait dit — que les États-Unis ont interdit à tous les pays européens de me recevoir. Ce serait dommage que le gouvernement français cède au chantage... »

Propos recueillis par ÉRIC ROULEAU.

Tentative de « coup d'État » au Ciskei

De notre correspondant

Johannesbourg. — Moins de deux ans d'existence, et déjà le Bantoustani du Ciskei s'offre une tentative de « coup d'État » en forme de sombre affaire de famille. Mardi 19 juillet, le « président à vie » de cette petite réserve de main-d'œuvre noire déclarée « indépendante » par Pretoria en décembre 1981, a fait arrêter le grand patron du service national de renseignements, le général Charles Sébé, son frère.

Quelques jours plus tôt, le « président à vie » — sans doute le moins crédible mais aussi l'un des plus tyranniques des « petits chefs », bombardé président de Bantoustani par l'apartheid — avait déjà rétrogradé son cadet en lui retirant le haut commandement des forces dites de sécurité. La lutte pour le contrôle, largement illusoire, mais hautement rémunérateur, d'un État fantomatique grand comme un département français, n'est-elle pas le grand jeu de la veille du week-end dernier. Ce jour-là, la luxueuse résidence du « ministre des affaires étrangères » — autrement dit sud-africain — un fidèle du président, était mitraillée.

En voyage « privé » en Israël, où il négocie au nom de son pays-miroir l'achat d'armement bien réel, le « président » Lennox Sébé rentra précipitamment à Johannesburg. On ignore le rôle joué par les Sud-Africains dans cette tragédie, mais M. P.K. Botha lui-même, le ministre des affaires étrangères, accueillit le vassal de son gouvernement à l'aéroport. Après une discrète conversation, le « président » rentra chez lui et fit arrêter sur-le-champ neuf des plus proches lieutenants de son frère, dont un Sud-Africain blanc, tous de rang supérieur dans « l'armée nationale » (en fait, une poignée d'hommes sans scrupules encadrés par des « spécialistes » blancs sud-africains ou rhodésiens).

Avec l'arrestation du général Charles Sébé — lunettes noires, verbe haut et idée fixe — la tentative de complot, jusqu'à mardi, ne fait plus de doute. La mise à l'ombre du frère a au moins le mérite de débarrasser les populations ciskéennes d'une de leurs plus grandes terreur.

PATRICE CLAUDE.

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● DOUZE VIEILLARDS AURAIENT ÉTÉ EXÉCUTÉS par les forces soviétiques le 8 juillet à Ghezni, ville située au sud de Kaboul, en représailles après la mort de trois soldats et d'un officier de l'armée rouge au cours de combats. Cette exécution d'otages intervient au moment où l'armée soviétique accentue son offensive contre la résistance autour de Kaboul. — (A.F.P.)

Corée du Nord

● DÉLEGATION PARLEMENTAIRE FRANÇAISE À PYONGYANG. — La Corée du Nord a profité de la visite, la semaine dernière, d'une délégation de députés français (deux socia-

listes, un communiste, un R.P.R. et un U.D.F.) pour déplorer à nouveau que la France n'ait pas reconnu le régime communiste de Pyongyang. Les Nord-Coréens demeurent d'autre part opposés à une « reconnaissance érotisée » du Sud par des pays socialistes et du Nord par des pays occidentaux. — (A.F.P.)

Laos

● LES ÉTATS-UNIS SOUHAIENT AMÉLIORER LEURS RELATIONS AVEC LE LAOS, a déclaré lundi à Washington le secrétaire d'État, M. Shultz, à l'occasion de la réunion des pays du pacte de l'ANZUS (Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis). Selon un haut fonctionnaire américain, le Laos a fait « quelques pas enco-

ragés » en direction des États-Unis sur la question de la recherche des soldats américains disparus pendant la guerre. — (A.F.P.)

Syrie

● DEUX SYRIENS ONT ÉTÉ PENDUS lundi 18 juillet à l'aube sur une place du centre de Damas, après avoir été déclarés coupables de « vol de grandes quantités de produits relevant de plusieurs institutions de l'État », rapporte la presse syrienne du 19 juillet. Fakhri Abdel Razzak et Chafik ben Abdel Kader, avaient été condamnés pour avoir « volé puis vendu des quantités de fer, de bois, de sucre, de l'huile et du café », relevant notamment du ministère de l'approvisionnement et du commerce extérieur.

PIANOS D'ÉTÉ

CREDIT TOTAL GRATUIT 12 MOIS*

HANLET
L'UNIVERS DU PIANO

● Paris 8, 264, rue du Faubourg-Saint-Honoré Tél. : 766.51.94
● Vélizy, 21, rue Grange-Dame-Rose Tél. : 946.00.52
● Vélizy, Centre Cial « Vélizy II » Tél. : 946.26.87
● Orgeval, Centre Cial « Art de Vivre » Tél. : 975.78.50
● Noisy-le-Grand, Centre Cial « Arcades » Tél. : 305.20.79

*Après acceptation du crédit par C.I.T. 12.12.82. C.C. commercial n° 20. 24.81, jusqu'au 31 août 1983

AMÉRIQUES

Les Etats-Unis envoient huit navires de guerre au large de l'isthme centro-américain

Répondant aux récentes propositions des quatre chefs d'Etat latino-américains du groupe dit de « Contadora », le commandant Daniel Ortega, s'est déclaré prêt à engager immédiatement des négociations de paix en Amérique centrale, proposant notamment au Honduras la signature d'un pacte de non-agression.

Le leader sandiniste s'exprimait devant une foule estimée à plus de cent mille personnes rassemblées à Leon, la seconde ville du pays, à l'occasion des cérémonies marquant le quatrième anniversaire de la victoire des sandinistes face aux troupes du général Somoza. M. Ortega a présenté un plan en six points manifestant une grande fermeté du Nicaragua malgré, ou en raison de, la situation menacée qui est la sienne. Outre la signature d'un traité de non-agression avec Tegucigalpa, les propositions nicaraguayennes sont les suivantes : suspension des livraisons d'armes aux forces en conflit au Salvador ; suspension de tout appui militaire aux

opposants aux gouvernements d'Amérique centrale ; signature d'accords assurant le respect de l'autodétermination des peuples centro-américains et la non-ingérence dans la région ; fin des agressions ou de la discrimination économique à l'encontre de pays de l'isthme ; interdiction de bases militaires étrangères sur les territoires centro-américains, et suspension des exercices militaires en Amérique centrale avec la participation d'armées étrangères.

M. Ortega a proposé que ce plan soit discuté en présence du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama), et que le Conseil de sécurité des Nations unies en supervise le déroulement.

Cependant, on apprenait, le 19 juillet, à Washington, que le Pentagone avait décidé l'envoi de huit navires de guerre, dont un porte-avions, au large de la côte pacifique de l'Amérique centrale. Ce mouvement, qualifié d'entraînement « de routine », a pour but, a-t-il été précisé, de « souligner le soutien des Etats-Unis aux pays amis de la région », et de démontrer l'existence d'« intérêts américains » dans la zone. Cette annonce intervient alors que les Etats-Unis se préparent à d'importantes manœuvres militaires au Honduras et dans les Caraïbes au début du mois d'août. Ces manœuvres, à la fois terrestres, aériennes et maritimes, visent à démontrer la détermination américaine face au soutien apporté par Cuba et l'Union soviétique à la révolution en Amérique centrale, ont indiqué des responsables de l'administration Reagan.

A Moscou, l'agence Tass s'en est pris très vivement, le 19 juillet, aux récents développements de la politique des Etats-Unis à propos de l'Amérique centrale. Selon l'organe officiel soviétique, la frontière entre le Honduras et le Nicaragua constitue désormais « une ligne de front ».

L'Amérique centrale dans son ensemble est aujourd'hui aspirée par les tourbillons contradictoires de la révolution, symbolisée par le Nicaragua sandiniste, et de la contre-révolution, à quoi le Honduras ne déroge pas de prêter main-forte (Le Monde des 20 et 21 juillet). Le paisible Costa-Rica, flot de démocratie dans une région en proie aux régimes de force, saura-t-il préserver son identité face aux périls qui l'environnent aujourd'hui ?

San-José-de-Costa-Rica. — Effervescence révolutionnaire et guerrière au Nicaragua. Bruits de bottes au Honduras. Guerre civile sans issue prévisible au Salvador. Remous au Guatemala et au Panama. La violence, les combats, les armes qui s'accumulent, les frontières menacées, la montée des périls : c'est la porte à côté. San José, capitale paisible et raisonnable d'un Costa-Rica sans armée, reste pourtant un flot de paix relativement préservé dans cette Amérique centrale explosive, et qui est devenue l'un des principaux sujets de préoccupation des Etats-Unis.

Mais comme il est difficile de rester neutre dans une région où chacun est sommé de se prononcer en faveur d'un camp ou de l'autre, et quand tous les acteurs des différents conflits qui se développent chez vos voisins ont choisi votre capitale comme base de repli ou de propagande. San José, qui se passerait bien de cette promotion, c'est le Beyrouth de l'Amérique centrale. La frontière du Nicaragua, où les commandos du commandant Eden Pastora harcellent les forces sandi-

Le Nicaragua assiégé

III. — Costa-Rica : la neutralité difficile

De notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGANG

nistes, n'est qu'à quatre heures de route. Sur la côte atlantique, vers la Barra del Colorado, où l'ancien « commandant Zero » était installé avant la guerre contre Somoza comme pêcheur de requins, ses groupes armés sont capables de lancer des coups de main vers San Juan del Norte ou Rio Maiz, au Nicaragua, sans même que la modeste garde civile du Costa-Rica (7 000 hommes pour tout le pays) soit en état de s'en apercevoir.

A Ciudad Quesada, à une centaine de kilomètres au sud de Los Chiles, pittoresque bourgade frontalière avec le Nicaragua, les lieutenants du « commandant Zero » et Eden Pastora lui-même viennent à l'occasion rencontrer leurs amis et donner leurs appels téléphoniques. Il y a plus de quinze cents postes d'atterrissage en terre, modestes mais suffisants pour des avions militaires, et officiellement recensés sur le territoire du Costa-Rica. La plupart se trouvent dans la région du Guanacaste, au nord-est, à vingt minutes de vol du Nicaragua. Les membres du gouvernement admettent en privé qu'elles « échappent à tout contrôle ».

Tout le monde est bien d'accord : le trafic d'armes est à peu près impossible à juguler. Le trafic de drogue — hélas en extension — pas davantage. San José est devenu le lieu de rendez-vous des trafiquants, des vendeurs d'armes en liaison avec Belize (centre numéro un du marché noir international de l'armement en Amérique centrale et dans les Caraïbes), des agents et des espions de tous poils. Toutes les ambassades — et le Costa-Rica n'a fermé ses portes à personne — ont ici des antennes militaires développées. Les groupes antisandinistes, comme ceux de Pastora et de Robelo, leaders de l'ARDE (Alliance révolutionnaire démocratique), mais aussi ceux de Chamorro, dit « El Negro » (un cousin de l'ancien directeur de la Prensa, assassiné par le clan Somoza en 1978), et les amis de la Force démocratique nicaraguayenne (F.D.N.), dont le quartier général se trouve au Honduras, disposent de « relais », ou ont même pigeon sur rue, dans le cas de l'ARDE.

Une volonté de paix

En apparence, le Costa-Rica reste fidèle à sa tradition, et s'accroche à des valeurs qui ont fait sa force dans une région tourmentée, misérable, sous-développée et ravagée par l'analphabétisme. Il y a davantage de librairies à San José que dans toutes les autres capitales d'Amérique centrale, le niveau des nombreuses universités est excellent, et les « rûs » de la rue, dans la capitale, sont des collèges et collèges en uniforme, qui envahissent à la sortie des classes, pâtisseries et glaciers. Le cœur de la ville et le rendez-vous préféré de la jeunesse, c'est la nouvelle place de la culture, derrière le théâtre national, et qui pousse la coquetterie assez loin : un angle de la place est agrémenté de « tubulures » à la Beaubourg !

San José, Heredia, Alajuela : sur une trentaine de kilomètres de long, c'est en fait une seule cité qui s'étale sur le haut plateau tempéré au pied de la cordillère du Nord et de la chaîne des volcans. Dans les collines verdoyantes et sèches du département de San Carlos, la moindre parcelle de terre est cultivée. Et des coopératives prospères, qui pratiquent la « consultation » populaire, à la manière helvétique, sont installées, très haut, au pied même du volcan Irazu, au-dessus de Cartago, ancienne capitale du pays. Tout, ici, reflète le goût de l'effort, le sens du travail, l'habitude de la concertation, de la coexistence et une volonté têtue de paix.

Depuis 1949, le Costa-Rica n'a pas d'armée. C'est même écrit dans un article de la Constitution. Les casernes ont été transformées en collèges. Une garde civile, dont les effectifs sont remplacés tous les quatre ans (1), une garde rurale, dont la « rigueur » n'est pas très grande de l'avis général, des corps de police judiciaire et municipaux, insuffisants : telles sont les maigres forces dont dispose le gouvernement pour affronter une situation, interne et surtout externe, de plus en plus préoccupante. Les Israéliens, avec

lesquels l'actuelle équipe dirigeante entretient d'excellents rapports, ont participé à l'entraînement d'une force de sécurité présidentielle et envoyé quelques experts de la lutte antiterroriste. Ce « coup de pouce » n'est évidemment pas de nature à modifier le rapport des forces dans la région (2), mais il a suscité de vives critiques de l'opposition de gauche, et déclenché une campagne de presse, « calomnieuse » selon le président Luis Alberto Monge, au Mexique et même aux Etats-Unis.

« Nous sommes neutres, et nous entendons institutionnaliser cette neutralité. Obtenir de la communauté internationale un statut comparable à celui de l'Australie », affirme M. Monge qui, comme ses prédécesseurs à la présidence, continue de circuler tranquillement au volant d'une jeep dans les rues de San-José. Sans escorte et sans susciter de mouvements de foules particulières. Pour bien manifester cette volonté de neutralité, les dirigeants de San-José ont envoyé à la frontière du Nicaragua — la plus « chaude » — un contingent de cinq cents civils. « C'est pour nous un gros effort », dit M. Monge. Mais c'est manifestement encore insuffisant compte tenu de la longueur de cette frontière et surtout de la géographie : les forêts tropicales, les savanes, qui alternent avec des pâturages et des exploitations de bois, sont situées dans une zone de pluviosité maximum (7 mètres d'eau par an sur la côte atlantique, un record absolu).

Attentat contre le commandant Pastora

Une éventuelle extension du terrorisme lié aux rivalités entre sandinistes et anti-sandinistes, préoccupe le chef de l'Etat costaricien. Une alerte sérieuse, au début de juillet, a justifié ses inquiétudes. Un attentat, le premier du genre, a été perpétré à San-José contre les adjoints du commandant Eden Pastora. Un ancien haut fonctionnaire du gouvernement de Managua a été tué alors qu'il transportait une bombe qu'il avait l'intention de déposer au siège de l'ARDE. Sa voiture a explosé à 50 mètres de la place de la Culture, blessant plusieurs personnes. Selon les autorités, un ancien vice-ministre de la santé de Managua voulait assassiner Alfonso Robelo et Brooklyn Rive, deux dirigeants de l'Alliance révolutionnaire démocratique, le groupe anti-sandiniste d'Eden Pastora.

A Los Chiles, une fusillade a éclaté entre gardes civils à l'occasion d'une rixe provoquée, selon le gouvernement, par des « sympathisants des sandinistes » dans cette localité où les éléments de la Contra (3) circulent presque librement. Plusieurs policiers ont été tués à la suite de cet incident, qui a mis en évidence la fragilité des forces costariciennes chargées de surveiller et de réprimer toute activité des groupes de contre-guerrilla, et toute éventuelle incursion des sandinistes lancés à la poursuite des unités de la Contra.

Ironie de l'histoire : en 1979, Eden Pastora et ses hommes, dont un certain nombre de Costariciens, se battaient contre la garde nationale de Somoza dans le secteur de Pemas-Blancas et de Rivas, au sud du Nicaragua. En face du commandant Zero, on trouvait à cette époque un « dur » de la garde nationale, le commandant Suicida. En 1983, Eden Pastora fait porter l'essentiel de son action de guérilla antisandiniste sur la côte atlantique, tout en se réservant de frapper de nouveau en direction de Rivas, un terrain qu'il connaît parfaitement. Le commandant Suicida, lui, se trouve au Honduras, et c'est l'un des principaux chefs militaires de la Force démocratique nicaraguayenne, largement soutenue et financée par les Etats-Unis.

Manquant de moyens financiers, Eden Pastora avait annoncé, fin juin, qu'il « suspendait » ses activités militaires. La trêve a été brève. Quatre jours plus tard, le commandant Zero repartait à l'assaut, et de manière spectaculaire, en attaquant, depuis la mer, la localité de San-Juan-del-Norte. Il semble, de bonne source, qu'il ait finalement reçu une aide financière venue de « pays européens amis » et qu'il continue de

refuser une éventuelle alliance avec la F.D.N., condition mise par les Etats-Unis pour lui fournir de l'équipement militaire et des munitions.

« Nous sommes, disent les Costariciens, une société ouverte face à des totalitarismes... » Et ils se désolent que l'opinion internationale, particulièrement aux Etats-Unis, soit si mal informée de leur situation réelle et de leurs problèmes. « Au mieux, ajoutent-ils, on nous situe entre les ruines mayas et le canal de Panama... »

La « saison des guerres »

La détérioration rapide de la situation en Amérique centrale et les menaces de guerre généralisée dans cette partie du monde ont naturellement fait chuter le tourisme international, l'une des sources de revenus pour le Costa-Rica. « Les touristes ont peur des bombes, même si elles tombent à plus de 100 kilomètres des plages de Guanacaste », constate avec mélancolie le ministre de l'Information, M. Armando Vargas.

Cette crise du tourisme contribue à aggraver une situation économique et financière très préoccupante. Une gestion laxiste de l'économie depuis deux décennies a pris une tournure franchement négative, et le gouvernement de M. Carazo (1978-1982) a laissé une dette extérieure record, estimée à plus de 4 milliards de dollars. La renégociation de cette dette est une tâche ardue. « En fait, personne n'en connaît le montant exact », affirme le directeur du centre d'investigations politiques et administratives. Car plus de cent soixante-quinze banques étrangères privées sont intéressées, sans parler des organismes classiques de financement international. Un comble : c'est une société privée nord-américaine qui a été chargée d'étudier ce dossier particulièrement complexe !

Le Fonds monétaire international a posé, comme de coutume, des conditions draconiennes aux dirigeants de San-José pour l'obtention de nouveaux crédits (permettant tout juste de régler une partie des intérêts des dettes les plus criantes). Une notable partie des emprunts conclus depuis cinq ans l'ont été à court terme et à hauts intérêts.

Une situation qui n'est malheureusement pas très originale en Amérique latine aujourd'hui mais qui frappe durement un petit pays qui refuse d'entrer dans la course aux armements malgré la montée des orages à ses frontières. « Nous avons trois saisons », disent plaisamment les Costariciens. La saison des pluies, la saison sèche, et la saison des guerres avec le Nicaragua. De fait, le voisin du nord a toujours été un cauchemar pour les « Ticos », comme les Costariciens s'appellent eux-mêmes. La trop longue cohabitation avec la famille Somoza a été la source de multiples incidents et d'interventions armées. A Ciudad Quesada comme à San-José, on vous rappelle encore avec émotion les « exactions » de la garde nationale de Somoza, qui s'étaient avancées en 1948 et en 1955. En 1955, le Costa-Rica a été envahi par une intervention de l'Organisation des Etats américains. « Aujourd'hui », affirment ses dirigeants, la meilleure défense est encore de ne pas avoir d'armée... Sans doute. Mais face à un Nicaragua sandiniste, révolutionnaire, agressif, assiégué et lui-même surnommé la situation de la seule vraie démocratie d'Amérique centrale apparaît chaque jour plus délicate et plus inconfortable.

FIN

(1) Chaque nouvelle administration a coutume d'engager dans la garde civile les hommes, généralement d'origine paysanne, qui ont participé au service d'ordre des candidats au parti vainqueur (en l'occurrence, depuis 1982, ceux du Mouvement de libération nationale, de tendance social-démocrate). Seuls quelques rares officiers restent pendant plusieurs « législatures ».

(2) Le journal israélien Haaretz a donné en juillet des précisions sur l'implication de l'assistance militaire israélienne en Amérique centrale, particulièrement au Guatemala, au Salvador et au Honduras. Israël est l'un des premiers pays vendeurs d'armes dans cette région.

(3) Contre-révolution.

Chili

RODOLFO SEGUEL A ÉTÉ LIBÉRÉ

Le dirigeant syndical, M. Rodolfo Seguel, a été libéré le mardi 19 juillet, après plus d'un mois de détention. Le leader des travailleurs du cuivre avait été arrêté le 15 juin, au lendemain de la seconde journée nationale de protestation, et quelques jours avant la grève générale qui devait se solder par un échec. Entrepris, M. Seguel a été licencié de son entreprise, et des leaders plus portés au dialogue avec la dictature ont été éliminés à la tête de la C.T.C. (Confédération des travailleurs du cuivre).

PROCHE-ORIENT

Israël

L'AJOURNEMENT DU VOYAGE DE M. BEGIN A WASHINGTON

L'opposition souhaite un débat sur la capacité à gouverner du premier ministre

Jérusalem. — L'annulation soudaine du voyage, prévu de longue date, de M. Begin aux Etats-Unis n'est pas tout à fait une surprise, mais elle n'en soulève pas moins de troublantes questions sur des divergences entre les gouvernements américain et israélien à propos de la situation au Liban et, bien plus encore, sur l'état de santé du premier ministre et sa capacité à gouverner. Convaincu qu'il s'agit là de la seule et véritable raison de la décision de M. Begin, l'opposition travailliste a annoncé, mercredi 20 juillet, sa volonté de provoquer un débat à la Knesset à ce sujet.

Le doute est tel que des proches de M. Begin ont éprouvé le besoin de faire savoir que ce dernier n'a pas du tout l'intention de démissionner. M. Begin aura soixante-dix ans dans quelques jours. En 1980, il avait déclaré qu'il comptait prendre sa retraite à cet âge, mais, un an plus tard, il avait changé d'avis et, lors de la dernière campagne électorale, il avait affirmé qu'il irait au bout de son prochain mandat, qui devrait s'achever normalement en 1985.

Mardi matin, le cabinet du premier ministre précisait encore quelles seraient les grandes lignes du programme de la visite de M. Begin à Washington, du 25 au 29 juillet. Mais — ce qui est déjà la confirmation des hésitations du premier ministre — on constatait que ce programme avait été nettement allégé et que M. Begin, contrairement aux habitudes prises lors de ses précédents voyages, entendait limiter considérablement le nombre de ses apparitions publiques : conférences de presse ou rencontres avec la communauté juive américaine. Puis, au milieu de l'après-midi du même jour, après avoir consulté quelques conseillers (mais apparemment pas ses ministres), M. Begin a appelé par téléphone le président Reagan pour lui dire que, « pour des raisons personnelles », il devait « reporter » son voyage. Selon le porte-parole de M. Begin, le chef de l'exécutif américain a répondu qu'il « comprenait » cette décision, mais, comme l'a rapporté la presse israélienne de ce mercredi, on a jugé « regrettable » cet ajournement dans les milieux politiques de Washington.

L'entourage de M. Reagan ne s'est pas privé de souligner que des motifs politiques ne pouvaient expliquer la décision de M. Begin. Reprenant la formule sbylline employée à Jérusalem, le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes, a laissé entendre que les « raisons » du premier ministre israélien lui paraissent

De notre correspondant

saient assurément très « personnelles ». Il a, en effet, déclaré : « Ce n'est pas un secret pour personne qu'avec le temps, le premier ministre (M. Begin) a vécu une grande tragédie et que ses problèmes de santé sont bien connus ».

Alors que la nouvelle était officiellement annoncée à Jérusalem en fin d'après-midi, M. Uri Porat, le porte-parole de M. Begin, tentait de dissiper cette interprétation en déclarant que les « raisons personnelles » n'étaient pas à voir avec « l'état de santé » du premier ministre. Mais il n'en a pas dit davantage, ce qui ne faisait qu'ajouter à la confusion.

Pour essayer de mettre un terme aux spéculations, les proches de M. Begin se sont employés à faire valoir que, depuis plusieurs semaines, le premier ministre avait manifesté son « manque d'enthousiasme » à l'idée de se rendre actuellement aux Etats-Unis, car il pensait que ce voyage ne s'imposait pas, notamment après la visite du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, à Jérusalem, début juillet. Cette version « semi-officielle » indique que c'est le gouvernement américain qui a proposé ce sommet après la signature en mai de l'accord israélo-libanais. On souligne que les dirigeants de Washington voulaient ainsi mettre en valeur une très sensible amélioration des relations israélo-américaines.

Or, fait-on remarquer à Jérusalem, alors que l'accord israélo-libanais reste lettre morte et que la Syrie refuse de retirer ses troupes du Liban, une réunion entre le président Reagan et M. Begin « n'apporterait pas grand-chose » et risquerait de mettre malencontreusement l'accent sur les quelques « malentendus » qui subsistent entre Jérusalem et Washington.

M. Begin, toujours selon ses proches, voudrait attendre le repli partiel, ici appelé « redéploiement », des troupes israéliennes au Sud-Liban que l'on prépare activement à Jérusalem : une réunion interministérielle présidée par le premier ministre était prévue ce mercredi à ce propos et mesurer les conséquences de cette initiative, avant de se rendre à Washington.

En fait, dans les milieux parlementaires de la majorité, on ne manque pas d'indiquer que M. Begin redoutait surtout que les dirigeants américains puissent exercer sur lui des « pressions » durant son voyage,

cc, afin de l'amener à différer ce redéploiement unilatéral qu'à Washington on estime prématuré.

Si les observateurs politiques israéliens emparent que M. Begin puisse avoir le souci d'éviter les sujets épineux dans ses discussions avec le gouvernement américain, ils ne se montrent pas dupes de ces explications « officieuses ». La majorité d'entre eux considère que le comportement de M. Begin, ces derniers mois, prouve que ce dernier est un homme très fatigué, au point d'avoir considérablement réduit ses activités de chef du gouvernement. On compte presque sur les doigts de la main le nombre des interventions publiques de M. Begin au cours des trois derniers mois. Si l'état de santé physique du premier ministre israélien ne semble pas pire qu'au préalable, son état moral paraît plus inquiétant. M. Begin, depuis son élection en 1977, a subi plusieurs accidents cardiaques qui ont affaibli son état général. Et cela semble avoir notamment provoqué une sorte de cyclothymie qui s'est manifestée à plusieurs reprises. D'autre part, à la fin de 1981, M. Begin s'est fracturé le col du fémur et, depuis lors, il se déplace difficilement. La mort de son épouse a achevé de le plonger dans un état « quasi dépressif », selon l'expression employée ce mercredi 20 juillet par le journal Haaretz. Depuis le mois de novembre, M. Begin paraît souvent « absent du pouvoir » et certains de ses ministres se sont plaints à différentes reprises de son manque de décision ; dans certains cas, ils ont dû le pousser à intervenir, par exemple dans le conflit des médecins qui a duré plus de quatre mois. D'autres ministres se plaignent que M. Begin laisse au nouveau ministre de la défense, M. Moshe Arens, le souci de préparer les principales décisions gouvernementales. Toute la presse israélienne du matin a, mercredi, souligné que M. Begin se trouvait dans un état de « faiblesse » inquiétant et demandait des « explications ».

FRANÇOIS CORNU.

(1) M. Begin est décédé en novembre 1982, alors que le premier ministre se trouvait en voyage aux Etats-Unis.

● RECTIFICATIF. — Dans l'article du Monde daté 20 juillet consacré aux déclarations de l'ambassadeur libyen dissident, M. Omar Chemli, il fallait lire qu'il avait été nommé représentant de la Libye à Amman en 1980 et non pas en 1970.

محمدان الناصر

EUROPE

Italie

M. Bettino Craxi reçoit le soutien conditionnel de la démocratie chrétienne pour former le gouvernement

Rome. — Le président de la République, M. Sandro Pertini, a ouvert mercredi 20 juillet ses consultations avec les dirigeants des partis politiques à la suite desquelles il désignera la personne chargée de former un gouvernement. M. Pertini devrait se prononcer à la fin de la semaine, vraisemblablement samedi. Tout porte à croire, à moins d'un coup de théâtre de dernière heure, qu'il désignera M. Craxi, secrétaire général du P.S.I.

Le cadre politique dans lequel s'opérera le choix du président de la République a été clairement précisé par les réunions de lundi et du mardi du conseil national de la démocratie chrétienne et du comité central du parti communiste. Tandis que la D.C. se déclare favorable à un accord de gouvernement à cinq (avec les socialistes et les petits partis « laïcs » : républicains, libéraux et social-démocrates), le parti communiste a réaffirmé qu'en cas de reconstitution de cette majorité il se serait dans l'opposition « même si la présidence du conseil revient à un socialiste ».

Le discours du secrétaire de la démocratie chrétienne, M. De Mita, devant le conseil national, était attendu pour plusieurs raisons. D'abord pour les indications sur la formation du nouveau gouvernement, mais aussi pour l'analyse de la défaite de la D.C. aux dernières élections. Sur ce dernier point, M. De Mita a fait une autocritique sans complaisance, parlant de « défaite nette s'étendant à tout le pays » et a évoqué les demandes de « moralité » exprimées par les électeurs ainsi que la « condamnation d'un système dans son ensemble dont a été victime en premier lieu la démocratie chrétienne ».

Il n'a perdu aussi que les six points perdus par la D.C. se sont éparpillés sur les autres partis et que par conséquent aucune formation ne peut chasser de gouvernement à cinq. En revanche, M. De Mita a

De notre correspondant

été moins explicite sur la question du choix de M. Craxi comme futur président du conseil. Le non de M. Berlinguer est, de ce point de vue, plus clair que le oui de M. De Mita.

Il ressort des propos de ce dernier que la D.C. est disponible à l'hypothèse Craxi mais à trois conditions : 1) Aucune alliance avec le P.C.I. ; au contraire, « la nouvelle alliance doit apparaître sans ambiguïté comme une alternative aux communistes » ; 2) L'alliance doit être « générale » ; en d'autres termes, la D.C. entend faire comprendre aux socialistes que le gouvernement ne peut réussir qu'à condition de revoir les accords existant actuellement entre eux et les communistes dans les administrations locales, afin de reproduire localement l'accord politique intervenu au niveau national. 3) La majorité doit être à cinq, c'est-à-dire incorporer les républicains (qui ne faisaient pas partie du cabinet Fanfani), ce qui suppose de tenir compte dans le programme de gouvernement des demandes du P.R.I. en matière de rigueur économique.

Les républicains, jusqu'à présent réservés, ne cherchent sans doute pas à empêcher un gouvernement Craxi — ne serait-ce que par crainte que le P.S.I. ne leur rende la pareille à une autre occasion — mais ils mettront assurément des conditions précises à leur entrée dans le cabinet.

Une route difficile

Il existe apparemment une volonté de la part des démocrates-chrétiens de parvenir à une sorte d'armistice avec les socialistes, qui pendant la dernière campagne électorale, ont été, plus que les communistes, la cible du secrétaire de la D.C. Pour ce dernier, un échec de la tentative de gouvernement à cinq, avec un président du conseil socia-

liste serait un coup sérieux : il aurait en effet à répondre devant ses adversaires au sein de son parti de la faillite de la seule forme de gouvernement qui semble praticable après le recul de la D.C. Il reste que, pour celle-ci, laisser M. Craxi jouer sa carte peut aussi être lourd d'arrière-pensées.

La route de M. Craxi est en effet épineuse. Outre les difficultés d'ordre économique et social, il y a surtout les problèmes politiques. Le P.S.I. n'est pas le vainqueur de ces élections (la rumeur de scandales a pu le desservir à Savona ou à Turin, mais à Milan, le fief de M. Craxi, il a clairement été battu) et il n'est donc pas en position de force : il lui échappe la présidence du conseil, c'est moins pour sanctionner la volonté des électeurs que pour des raisons d'équilibre politique.

M. Craxi risque donc de se trouver à la présidence du conseil en situation d'otage d'une politique économique impopulaire et d'une diplomatie qui fait de l'Italie le premier pays d'Europe où seront installés les euro-missiles. Un « programme » un peu lourd pour un parti qui veut socialiste. Sur les deux plans, il va se trouver en désaccord direct avec les communistes ; cette situation risque de ternir son image de parti de gauche et surtout d'envenimer les dissensions internes. M. Craxi n'aura effectivement plus son parti en main comme c'est le cas actuellement. D'autre part, dans le choix même des membres de son cabinet, il risque de devoir tenir compte des équilibres entre les partis : la démocratie chrétienne, par exemple, n'entend pas renoncer à son rôle de parti de majorité relative, c'est-à-dire au contrôle des portefeuilles-clés (trésor, affaires étrangères). L'attribut d'un pouvoir qu'il convoite depuis des années serait-il pour M. Craxi plus fort que le risque qu'il court en termes de popularité et d'image ?

PHILIPPE PONS.

DIPLOMATIE

LA « BONNE RENCONTRE » MITTERRAND-KOHL DE DABO

Bonn souhaiterait une initiative franco-allemande pour la réduction des armements

Lutzelbourg (Moselle). — « Un beau pays, pour une bonne rencontre. » Pressé par le propriétaire de l'hôtel du Rocher, où il venait d'offrir à déjeuner à quelques quarante personnes, dont le chancelier ouest-allemand, d'inscrire quelques mots, par hypothèse définitifs, sur le livre d'or de l'établissement, M. Mitterrand a sans doute fait preuve de plus de franchise politique que d'inspiration littéraire. Mais ne se souvient-il pas à la lui reprocher.

Un « beau pays », oui : belle immense de la forêt vosgienne, barrant les flancs de ce rendez-vous escarpé, de ce rocher de Dabo, version mosellane de la Roche de Solotrê chère à la mythologie mitterrandienne, et dont les maisons semblent sorties de

De notre envoyé spécial
qu'alentour Saverne, Sarrebourg, Phalsbourg connaissent du coup, et au contraire, un semblant d'effervescence.

Une « bonne rencontre » aussi et surtout : c'était, mardi, l'heure de la coopération franco-allemande sans crainte, du dialogue presque direct — les interprètes étaient tout de même là — entre un président sans veste sous le soleil et un chancelier blouson sur l'épaule.

Les sujets de conversation ne manquaient pas entre la traite aux amandes, le chevreuil aux avelines et la tarie aux myrtilles, ou durant les deux promenades sylvestres que se sont accordées les deux hommes

américano-soviétique satisfaisant n'est conclu à Genève. M. Mitterrand a redit à son interlocuteur la sympathie et la solidarité de la France dans cette perspective, et M. Kohl, de son côté, a assuré que les menaces des « pacifistes » quant à l'éventualité d'un automne chaud, n'entamerait pas sa détermination.

Mais Bonn souhaiterait beaucoup que Paris l'aide dans cette démarche par une initiative commune, si vague fût-elle, en faveur d'un abaissement du niveau des armements nucléaires de part et d'autre du rideau de fer. Du côté français, on ne méconnaît pas l'intérêt que pourrait présenter un tel geste, même symbolique, du point de vue de la cohésion de la majorité, même s'il n'est toujours pas question d'accepter la prise en considération de la force française de dissuasion dans les décomptes des négociateurs de Genève. (Lire d'autre part page 6).

En l'absence de toute déclaration finale ou même de la plus modeste indication officielle, rien ne permet d'affirmer que la rencontre de Dabo puisse conduire à une initiative franco-allemande spectaculaire au sujet des projets de T.O.T.A.N. Il semble tout de même que, du côté allemand, on nourrisse désormais quelque optimisme à cet égard.

Les questions plus directement bilatérales ont donné lieu à un tour d'horizon. La non plus, du T.G.V. Paris-Bruxelles-Colonne à l'industrialisation des « marges », les sujets ne manquaient pas. Sur ce dernier point, M. Kohl aurait fait preuve de la même compréhension théorique que ses prédécesseurs, mais avec la même réserve qu'eux : la République fédérale serait tout prête à indemniser les Alsaciens et Lorrains enrôlés de force dans la Wehrmacht après 1940 et leurs descendants — ce qui représenterait un ensemble d'environ soixante mille personnes, — étant entendu qu'un peu de souplesse serait bienvenue de la part de la France dans l'affaire des domaines allemands en Alsace placés sous séquestre après 1945.

Le rocher du Dabo, surmonté d'une chapelle dédiée à saint Léon IX (dont la chronique locale dispute toujours pour déterminer s'il fut pape alsacien ou lorrain), culmine à moins de six cents mètres, mais il offre une vue assez grandiose pour que Charles de Gaulle, qui en fit souvent l'ascension entre la Libération et son retour au pouvoir, ait pu écrire qu'il y venait « s'y purifier de l'insignifiance des choses ». Mardi 19 juillet, le président français et le chancelier ouest-allemand n'auraient plutôt cherché à s'y convaincre de la signification et de la richesse de la coopération entre leurs deux pays.

BERNARD BRIGOUDEX.

ASIE

Timor

Selon Amnesty International
L'ARMÉE INDONÉSIENNE
EST AUTORISÉE
A PRATIQUER LA TORTURE

L'organisation humanitaire Amnesty International a rendu public ce mercredi 20 juillet un document de l'Armée indonésienne interdisant l'utilisation de la torture dans l'ancienne colonie portugaise de Timor oriental, annexée en 1976. Cet ouvrage de quatre-vingt-deux pages a été saisi en décembre par des militaires nationalistes du Frétilin et son authenticité vérifiée par Amnesty. Il est divisé en huit parties, dont sept marquées « secret ».

Dans la sous-section V-13 intitulée « L'utilisation de la force et de la menace », on peut lire : « Il faut souhaiter que la force ne soit pas employée pendant les interrogatoires, sauf dans le cas où la personne questionnée aura de la peine à dire la vérité. Si l'utilisation de la force était nécessaire, aucun membre de la population locale ne devrait être présent (...). Il faut éviter de prendre des photos de torture (d'une personne désarmée et recevant des chocs électriques). De telles photos ne doivent pas être publiées ou mises entre les mains de personnes irresponsables. »

(Publié)

L'EQUIVALENT DE
80 STANDS AUX
PUCES

C'est la taille de notre dépôt-vente, le plus grand de Paris où chaque jour sont achetés et vendus un grand nombre de meubles et objets provenant de particuliers.
LE DÉPOT VENTE DE PARIS
81, rue de Lagry (20^e) tel. 372.13.91

L'ultimatum des ravisseurs de la petite Orlandi expire à minuit

De notre correspondant

Rome. — Les ravisseurs de la jeune Emanuela Orlandi ont pris contact, mardi 19 juillet, dans la soirée avec le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat du Saint-Siège, en appelaient la ligne directe dont ils avaient demandé l'installation. Outre la libération de Turc Ali Agca, auteur de l'attentat contre le pape, ils demandent la publication intégrale par les journaux de leur message de dimanche dernier. Dans un appel un peu plus tard à l'agence de presse ANSA, les ravisseurs précisent qu'il n'y avait rien à traiter et que leur ultimatum pour la libération d'Agca prenait fin ce mercredi 20 juillet à minuit.

Peu de journaux ont répondu à l'appel des ravisseurs d'Emanuela. Il reste, comme on le souligne au Vatican, que la libération d'Agca ne dépend pas du pape. Jean-Paul II n'a accordé son « pardon chrétien » à Agca quelques jours après l'attentat. Le Turc a été jugé en juillet 1981 par la cour d'assises de Rome et condamné à la prison à perpétuité. Le Vatican entend donc préciser que la libération d'Agca ne dépend pas de lui mais des autorités italiennes. La condamnation du Turc étant considérée comme définitive, seule la grâce du président de la République pourrait permettre sa libération.

Ph. P.

Pologne

Une amnistie partielle et conditionnelle est étudiée par la Diète

Varsovie (A.F.P., UPI). — La Diète commence ce mercredi 20 juillet une session de deux jours pour approuver une série de lois « permettant d'aider et de protéger le processus de normalisation », comme l'a précisé M. Miroslaw Milewski, membre du bureau politique et secrétaire du parti ouvrier unifié polonais. Ces lois devraient permettre de poursuivre « ceux qui voulaient troubler » le processus de normalisation, et ce n'est qu'après leur adoption que l'état de guerre, imposé le 13 décembre 1981 et « suspendu » il y a quelques mois, pourra être levé, a précisé M. Milewski.

Il a confirmé qu'une amnistie « est en préparation », qui ne concernera pas toutefois « les dirigeants des organisations hostiles à l'état comme le K.O.R. (Comité d'autodéfense sociale), la K.P.N. (Confédération de la Pologne indépendante), ni les dirigeants extrémistes de Solidarité (...) qui avaient déclaré une lutte ouverte au pouvoir populaire en Pologne. » Le décret d'amnistie soumis au Parlement concernerait toutes les peines de trois ans ou moins infligées durant l'état de guerre ; les femmes et les jeunes de moins de vingt et un ans devraient bénéficier d'une amnistie totale quelle qu'ait été leur peine. Les personnes condamnées à plus de trois ans de prison devraient voir leur peine réduite de moitié. Quant à celles en instance de jugement, les procédures contre elles seraient automatiquement abandonnées quand la peine prévisible ne dépasserait pas trois ans. Mais en cas de récidive, l'amnistie accordée pourra être annulée jusqu'au 31 décembre 1985. Les libérations devraient intervenir au plus tard dans les trente jours après la publication de la loi au journal officiel.

Une clause spéciale garantirait une amnistie pour « crimes involontaires » ou « crimes commis en s'opposant aux grèves ou actions de pro-

testation », dispositions qui permettraient d'absoudre des représentants des forces de l'ordre.

Les clandestins de Solidarité pourraient bénéficier de l'amnistie à condition de se présenter aux autorités « pour annoncer leur intention de cesser leurs activités et de révéler le genre de délit commis, leurs lieux et dates ». De même pour ceux se trouvant à l'étranger. Mais cette disposition ne s'appliquerait que jusqu'au 31 octobre 1983.

Ne pourraient bénéficier de cette loi ceux qui sont coupables de « crimes graves commis contre l'Etat », délits économiques, trahison, meurtre, désobéissance aux ordres militaires et de tentatives de quitter illégalement le pays.

D'autre part, la mort de M. Jerzy Lukaszewicz, ancien membre du bureau politique et du secrétariat du P.O.U.P., qui fut l'idéologue au chef durant l'ère Gierak, a été annoncée mardi 19 juillet par le *Trybuna Ludu*. L'agence du P.O.U.P. ne précise pas les circonstances du décès du bras droit d'Edward Gierak qui, interné avec d'autres anciens dirigeants du P.O.U.P., avait été remis en liberté à la fin de l'année dernière.

• M. Franz-Joseph Strauss, ministre-président de Bavière, est arrivé lundi 18 juillet en Pologne pour une visite privée, venant de Tchecoslovaquie. Il pourrait rencontrer, ce mercredi, certains membres du gouvernement polonais. M. Strauss s'était jusqu'à présent refusé l'entrée du pays. Selon le quotidien bavarois *Augsburger Allgemeine* du 20 juillet, M. Strauss rencontrera, à son retour de Pologne samedi, le chef de l'Etat allemand, M. Erich Honecker, à Dresde. Cette rencontre prend un intérêt particulier après l'octroi d'un important prêt à la R.D.A. négocié par le président de la C.S.U.

1.000 F. AUJOURD'HUI
1.925 F. DANS 5 ANS
BON DE L'ECUREUIL 14%

Sachez en profiter!



Un taux d'intérêt très séduisant !
 Aujourd'hui, un Bon à 14%, rémunération garantie pendant 5 ans, c'est vraiment intéressant.

Payez moins d'impôt
 Choisissez de façon intelligente, parmi les 3 options fiscales qui vous seront proposées au moment du remboursement, celle qui sera le mieux adaptée à votre situation. En particulier, si votre dernière tranche d'impôt est inférieure à 45%, choisissez de déclarer les revenus de vos Bons sur votre feuille d'impôt, vous y gagnerez beaucoup.

Aussi disponible qu'un billet de banque !
 Un Bon de l'Ecureuil, même à 5 ans, est dès la fin du 3^e mois de souscription, remboursable immédiatement, sans formalité, dans n'importe quelle agence Ecureuil. C'est le moment d'en profiter ! Avec tous ses avantages et son taux de 14%, le Bon

de l'Ecureuil est très intéressant, d'autant plus que ses intérêts garantis sont fixés d'avance sur barème dès le jour où vous les achetez. Profitez-en donc vite !

Renseignez-vous auprès de votre agence Ecureuil ou appelez le Centre d'Information Ecureuil.
522.95.00
* Taux actuariel annuel brut sur 5 ans.

Caisse d'Epargne Ecureuil

Le Monde

politique

LA CONTROVERSE SUR LES EUROMISILES ENTRE LE P.C.F. ET M. MITTERRAND

« Prendre en compte la force nucléaire française ne signifie nullement que la liberté de décision de la France soit mise en cause »

déclare M. Marchais

M. Marchais, qui s'adressait, mardi 19 juillet, aux responsables communistes de la région parisienne chargés de la diffusion de la vignette donnant droit à l'entrée à la fête de l'Humanité, les 10 et 11 septembre prochains, a souligné les principaux points de la déclaration commune qu'il avait signée avec M. Youri Andropov le 12 juillet.

Le secrétaire général du P.C.F. a insisté, notamment, sur le passage de cette déclaration concernant les relations franco-soviétiques. « Est-ce que toute l'histoire et la situation actuelle ne montrent pas à l'évidence que la France, pour être libre, pacifique, respectée, pour agir efficacement en faveur de la sécurité en Europe, se doit d'entretenir des relations de confiance, de coopération avec l'Union soviétique ? », a demandé M. Marchais. Il a rappelé, ensuite, la phrase de la déclaration, qu'il avait citée la semaine précédente (le Monde du 16 juillet) et selon laquelle « il faut s'engager sur la voie d'une réduction équilibrée des armements, en tenant compte de l'ensemble de ceux qui existent de part et d'autre, à l'Est comme à l'Ouest ».

Après avoir réaffirmé le souhait du P.C.F. « de voir les négociations de Genève ouvertes à tous les gouvernements européens », M. Marchais a souligné que les communistes français refusent « de voir mise en cause la défense nationale indépendante de la France, sa force de dissuasion nucléaire dirigée tous azimuts » et que « cette force de dissuasion, qui doit être au niveau indispensable pour assurer la sécurité et l'indépendance de notre pays, ne saurait faire l'objet de négociations visant à la réduire ». Il a rappelé que le P.C. soviétique « ne demande pas la réduction » de cette force.

« Vaines illusions »

Le secrétaire général du P.C.F. a évoqué ensuite la question de la comptabilisation de la force française dans l'ensemble de celles de l'Alliance atlantique. « Si on veut amorcer un processus de désarmement nucléaire en Europe, a-t-il dit, il faut commencer par faire le décompte exact de toutes les armes de ce type qui se trouvent sur notre continent, d'un côté comme de l'autre. (...) La France est membre de l'Alliance atlantique et, à ce titre, tenue aux obligations qui en découlent. De plus, le président de la République, en signant la déclaration de Williamsburg, a accepté de définir la sécurité des pays occidentaux comme « indivisible », et devant « être vue sur une base globale ». Comment pourrait-on croire qu'il serait possible de dire en même temps aux Américains : « En cas de malheur, vous pouvez compter sur nous », et aux Soviétiques : « Vous n'avez pas le droit de nous compter d'un côté ou de l'autre » ?

« Constatant que la force de dissuasion nucléaire française ne peut qu'être prise en considération dans le cadre de ce décompte indispensable, c'est tenir compte, tout simplement, de la réalité telle qu'elle est. Qu'il ne soit pas satisfaisant que les grandes puissances discutent seules à seules de cette réalité, en dehors de la France, c'est évident : c'est précisément pourquoi nous demandons que notre pays soit associé avec tous les autres pays européens aux négociations de Genève. »

M. Marchais a souligné que « cela ne signifie nullement une quelconque mise en cause de la totale liberté de décision de la France pour tout ce qui touche à la nécessité d'assurer sa défense en toute indépendance ».

« En fait, a-t-il poursuivi, tout le problème se résume finalement à une question simple : faut-il de nouveaux missiles nucléaires ou pas ? Faut-il désarmer en Europe ou non ? (...) Je ramène, avec notre

● M. Valéry Giscard d'Estaing a quitté Paris, mercredi 20 juillet, pour San-Francisco. Invité par M. Henry Kissinger, l'ancien président de la République séjournera aux États-Unis quelques jours et regagnera la France au début de la semaine prochaine.

● M. et Mme Valéry Giscard d'Estaing ont gagné, le 19 juillet, un procès en diffamation contre The Mail on Sunday, journal britannique appartenant au groupe de presse Associated Newspapers, qui avait annoncé leur divorce, le 27 février dernier.

délégation qui s'est rendue à Moscou, le sentiment que tout n'est pas dit, et qu'il est encore possible d'aboutir à un accord à Genève. Dans ces conditions, l'intérêt de notre pays est de ne rien négliger pour contribuer, selon ses moyens, à cette issue positive des négociations qui serait saluée avec un immense soulagement par tous les peuples d'Europe. »

Le secrétaire général du P.C.F. s'est demandé, ensuite, si on ne lui reprochait pas, « tout simplement », d'être allé à Moscou. « Eh bien ! a-t-il dit, qu'on le veuille ou non, c'est ainsi : nous, nous voulons discuter avec tous ceux qui le souhaitent, dès lors que cela peut favoriser la cause de la paix. Évidemment, cela passe par des discussions bilatérales ou multilatérales, et, parfois, par des déplacements à l'étranger. Mais nous n'avons pas le moyen de faire autrement : nous sommes le seul parti politique français qui n'appartient à aucune internationale ! Nous entretenons avec tous les partis communistes du monde des rapports d'amitié et de solidarité, fondés sur l'indépendance, le respect mutuel, l'égalité en droits, la non-ingérence. Nous partons de l'idée que, loin de constituer un handicap, la diversité croissante des expériences de lutte des différents partis est un atout majeur pour le mouvement révolutionnaire mondial ; que, dans ces conditions, les divergences, sont normales ; et qu'il s'agit de rechercher, dans l'indépendance et l'originalité de chacun, toutes les convergences possibles pour l'action en commun. C'est cette conception qui prévaut dans les rapports que nous entretenons avec le parti communiste de l'Union soviétique, comme avec tous les partis communistes que j'ai rencontrés cette année (...). »

M. Marchais a déclaré en conclusion : « Tout ce que je viens de dire le montre clairement, ceux qui pensent que nous nous préparons à quitter le gouvernement à propos de tout cela sont remplis de vaines illusions. »

M. Motchane (P.S.) critique la position de la France

M. Didier Motchane, membre du secrétariat national du P.S., critique, dans l'édition du 19 juillet, le numéro de juillet-août du mensuel Enjeu, proche du C.E.R.E.S., dont il est l'un des chefs de file, ce qu'il estime être un « infléchissement » de la politique extérieure de la France.

« Est-il indispensable, demande M. Motchane, pour justifier une réaction nécessaire de la France au déploiement de SS-20 soviétiques, de prendre pour argent comptant l'ensemble de l'argumentation américaine, alors même qu'elle prétend fonder le concept d'un équilibre eurostratégique sur la capacité de se détruire totalement plus d'une fois et qu'elle passe sous silence le fait que les charges nucléaires portées par les sous-marins américains mis à la disposition de l'OTAN ne peuvent pas être exclues du rapport réel des forces (...) ? (1). Comment peut-on fonder, sans l'affaiblir, notre juste prétention de maintenir la force de dissuasion française à l'écart d'une négociation stratégique entre les blocs alors que la loi de programmation militaire, dans une annexe votée par le Parlement, désigne, pour la première fois dans l'histoire de la République, un État déterminé comme l'ennemi ? »

« Comment peut-on ne pas faire douter de la capacité, sinon de la détermination, de la France de faire respecter l'autonomie de ses décisions (...) lorsque la réorganisation de nos forces armées place, selon les explications du ministre de la Défense, l'appui aérien et le soutien logistique de notre force d'action rapide en Europe sous la responsabilité du commandement atlantique ou lorsque le sommet de Williamsburg, dont le président de la République a rappelé, il est vrai, qu'il se demandait à quoi il avait pu servir, a publié un communiqué commun sur la politique mondiale ? »

M. Motchane critique aussi la participation de plusieurs personnalités socialistes, dont M. Charles Hernu, ministre de la Défense, à un colloque de l'Institut international de géopolitique, que dirige M^{me} Marie-Françoise Garaud (le Monde du 7 juin), et il reproche à M. Jacques Delors, ministre de l'Économie, des finances et du budget, d'évoquer, parlant des États-Unis, employé l'expression : « les chefs du monde libre ». « En réalité, écrit M. Motchane, la politique économi-

Le désaccord confirmé

(Suite de la première page.)

La démonstration présentée par M. Marchais s'appuie, en premier lieu, sur l'appartenance de la France à l'Alliance atlantique et, en second lieu, sur la déclaration de Williamsburg, qui définit la sécurité des pays occidentaux comme « indivisible ». La France, a expliqué M. Marchais, ne peut pas, dans le même temps, s'engager vis-à-vis des Américains et refuser que les Soviétiques tiennent compte de cet engagement. M. Marchais a ajouté que reconnaître « la réalité telle qu'elle est » ne conduit pas, pour autant, à mettre en cause la « totale liberté de décision de la France », réaffirmée avec fermeté, le 14 juillet, par le président de la République.

Le secrétaire général du P.C.F. assume donc, sur cette question, le débat avec le chef de l'État, mais il entend pas l'assumer seul. Il a souligné que le bureau politique, auquel appartient, notamment, M. Charles Fiterman, ministre des transports, avait approuvé, mardi matin, la déclaration commune des P.C. français et soviétiques. En outre, M. Marchais s'est référé à l'accord P.C.F.-P.S. du 23 juin 1981, qui se prononçait pour une négociation « sur la présence des missiles soviétiques SS-20 et sur la décision d'installer des fusées américaines Pershing-2 », afin de préciser le sens que les communistes français donnent à la petite phrase de la déclaration commune : « oubliée » par la presse soviétique : la « réduction des armements (...) ». « Est-ce comme à l'Ouest » vise, selon le P.C.F., à la fois les Pershing et les SS-20. Or M. Marchais affirme convaincre que la négociation de Genève sur ces armements, peut encore aboutir.

Le second aspect important des déclarations du secrétaire général est celui qui concerne les relations entre le P.C.F. et le P.C. soviétique. Dans une mise au point extrêmement précise, qui rappelle certaines déclarations des années 1974-1977, période de « froid » entre les deux partis, M. Marchais a souligné que le P.C.F. ne fait pas partie d'une internationale, ce qui signifie, en clair, qu'il ne s'estime « lié » à aucune « solidarité internationale » automatique. « Les diffé-

rences d'appréciation, les divergences sont normales », a souligné le secrétaire général, qui s'adressait ainsi, à la fois, aux Soviétiques et aux communistes français les plus attachés au « parti frère ». C'est au terme de ce développement que M. Marchais a réaffirmé que le P.C.F. ne quittera pas le gouvernement à cause de son désaccord avec M. Mitterrand sur le problème de l'équilibre des armements en Europe. Le secrétaire général a, ainsi, confirmé que la solidarité gouvernementale, c'est-à-dire l'intérêt propre de son parti dans la période actuelle, prévaut, à ses yeux, sur la solidarité internationale, c'est-à-dire sur la défense de la politique soviétique. Les Soviétiques ne se sont pas privés de faire savoir, par des propos officieux comme par l'étrange traitement réservé par leur presse à la rencontre Marchais-Andropov, qu'il est à leurs yeux incompréhensible qu'un parti communiste digne de ce nom participe à un gouvernement dont la politique est aussi contraire aux vœux de Moscou.

Cet engagement du P.C.F. au gouvernement et dans la majorité a été souligné aussi par M. Marchais à propos de l'élection municipale du 10 juillet, à Trappes, à propos des objectifs économiques énoncés par le président de la République, à propos, enfin, des licenciements annoncés chez Talbot, le secrétaire général se bornant à souhaiter une « solution positive à ce conflit ». « Tout ce qui peut contribuer à nourrir le doute, la déception, le mécontentement ne peut que nuire au combat de la gauche », a déclaré M. Marchais.

À un moment où le débat sur les canalisations s'aggrave, la direction du P.C.F. ne peut qu'être satisfaite de voir un membre du secrétariat national du P.S., M. Didier Motchane, l'un des chefs de file du C.E.R.E.S., mettre en cause, lui aussi, la ligne suivie par le président de la République dans cette affaire (voir page 6). Mais ce débat, comme leur « divergence » avec les Soviétiques, oblige les communistes à être, pour le chef de l'État, des alliés impeccables sur le plan intérieur.

PATRICK JARREAU.

M. Marchais rend hommage à Marcel Prenant

« Marcel Prenant fut membre de notre comité central jusqu'en 1950 et de notre parti jusqu'en 1959. Dans cette dernière période, son engagement au sein du parti communiste ne fut pas sans problèmes. C'est ainsi qu'en 1948 il s'opposa à l'approbation donnée par le parti aux thèses de Lysenko, non sans un déchirement intérieur. (...) Cela lui valut d'être injustement écarté du comité central du parti. La vie et l'expérience ont, sur ce point, donné raison à Marcel Prenant, en même temps qu'elles ont conduit notre parti à ne plus jamais mêler indûment la science et la politique. »

Ainsi, le message adressé par M. Georges Marchais, mardi 19 juillet, à la famille du biologiste Marcel Prenant, mort le 15 juillet (le Monde du 20 juillet), rend-il hommage, de façon inhabituelle, à un homme qui, après avoir affronté la direction du P.C.F. dans les années 1948-1950, avait milité, dans les années 60, au sein d'un groupe d'opposants. Car, la personnalité de Marcel Prenant, qui, ancien chef d'état-major national des francs-tireurs et partisans, avait toujours réaffirmé sa fidélité au parti communiste, explique que celui-ci le reconnaisse pour

l'un des siens et, selon les termes de M. Marchais, s'incline devant sa mémoire.

Il est remarquable, néanmoins, que le secrétaire général du P.C.F. admette publiquement qu'un homme - qui n'avait pas été le seul à ne pas accepter l'adhésion des communistes français aux fantaisies biologiques de l'agronome soviétique officiel Lysenko - avait eu raison contre son parti.

Il se trouve que ce geste coïncide, dans le temps, avec une phase de tension entre les P.C. français et soviétiques. M. Marchais réaffirmant, le même jour, l'indépendance de son parti vis-à-vis du « parti frère ». Or l'affaire Lysenko est l'un des exemples les plus extravagants de la dépendance dans laquelle les communistes français avaient pu se trouver à l'égard des Soviétiques, au cours de la période dite stalinienne. En rendant hommage à Marcel Prenant, M. Marchais n'a pas voulu seulement réparer une injustice, mais aussi rappeler que le P.C.F. a fait du chemin depuis l'époque où il s'alignait inconditionnellement sur le discours soviétique.

P. J.

RÉPONSES A M. MICHEL CRÉPEAU

« Le centre gauche c'est tout de suite à droite »
estime l'Humanité

L'interview de M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat et ancien président du Mouvement des radicaux de gauche, publiée dans le Monde du mardi 19 juillet est relayée par René Andrieu dans son éditorial de l'Humanité du 20 juillet.

Le ministre s'étant demandé : « La participation communiste serait-elle longtemps supportable pour le parti socialiste s'il est condamné à en être l'otage ? », l'éditorialiste du quotidien du P.C.F. répond :

« On retrouve, ici, curieusement, un des arguments majeurs que brandissent la droite, pendant la campagne électorale de 1981. Argument dont la force de frappe est sans appel puisqu'il y a, on le sait, quatre ministres communistes au gouvernement. Quatre sur une quarantaine. (...) »

« Bien. Il est parfaitement légitime et humain que Crépeau souhaite que sa petite formation politique prenne du muscle. Son souhait rejoindrait même le nôtre s'il n'y mettait pas comme condition sous-jacente le départ des communistes du gouvernement. D'autant plus que, quand cette politique qu'il appelle de ses vœux a triomphé, en

France ou ailleurs, on ne saurait dire que le résultat a été brillant. Le centre gauche à l'Assemblée ? C'est tout de suite dans le couloir à droite, comme on dit à dire M. Edgar Faure dans un jour de franchise.

« Les communistes sont au gouvernement. Ils entendent y rester pour appliquer la politique promise en 1981. »

M. Pierre Braoque, directeur du cabinet de M. Robert Fabre, médiateur, ancien président et fondateur du M.R.G., lui-même président de Syntexis républicaine, club de réflexion du centre gauche, estime, pour sa part, que « le centre gauche repose sur une idée forte, la social-démocratie ». Il ajoute que sur celle-ci pourraient se retrouver « bon nombre de libéraux de progrès, de démocrates sociaux, de radicaux de tous bords et tous ceux qui souhaitent générosité et réalisme, audace et bon sens ». M. Braoque conclut que « seul le scrutin proportionnel pour les prochaines législatives peut permettre l'émergence d'un centre gauche capable de rééquilibrer la vie politique française ».

POUR BIEN S'ASSEOIR ET BIEN DORMIR
Sans l'éloigner du mur, la banquette-lit STEINER se transforme en vrai lit pour 2 personnes par un simple basculement.

CAPÉLOU 37, AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS - M^{me} Parmentier
DISTRIBUTEUR TEL. 357.46.35

MAÎTRISE de l'ÉNERGIE

Le numéro trois de la lettre mensuelle de l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Énergie sera publié dans « Le Monde » du samedi 23 juillet (daté 24-25 juillet)

LUNETTES service

Si vous avez cassé, perdu ou simplement oublié vos lunettes, il y aura, pour vous, chez Leroy, une solution ultra-rapide.

Dans les centres Leroy répartis dans Paris, 50 spécialistes, hautement qualifiés, vous attendent.

LEROY OPTICIEN

du lundi au samedi inclus. 30, bd Barbès

104, Champs-Élysées ▲ ○ ■
11, bd du Palais ■
158, rue de Lyon ▲
147, rue de Rennes ▲
5, place des Terres ▲
27, bd Saint-Michel ○ ■
127, Fg Saint-Antoine ■

Rayons spécialisés : A. optique médicale ○ verres de contact ■ travaux plastiques

مكتبة النظم

Le Monde

société

A BASTIA

L'avocat de la famille Orsoni met en cause la police

Correspondance

Bastia. — Pour la première fois depuis la disparition de M. Guy Orsoni, le 17 juin dernier, les parties civiles constituées — le père, la mère, l'épouse et les frères du militant nationaliste — ont pris publiquement position, mardi 19 juillet, par l'intermédiaire de leur avocat, M. Antoine Sollacaro. Ce dernier a mis en cause la police à qui il a reproché d'avoir « violé le secret de l'instruction en tenant pour acquise la thèse des inculpés et en présentant l'affaire Orsoni comme étant une affaire de droit commun, alors qu'une information est ouverte pour rechercher les raisons exactes de l'enlèvement ».

« Le moment venu, a-t-il ajouté, il nous sera possible de mettre en évidence les négligences et les carences de l'enquête judiciaire », cela sans toutefois apporter d'éléments précis pour étayer ses propos, afin de respecter, a précisé l'avocat, le secret de l'instruction.

Au nom de la famille Orsoni, M. Sollacaro a posé deux questions à la justice : comment Guy Orsoni a-t-il pu être enlevé, séquestré et probablement exécuté, et est-ce vrai que les personnes poursuivies dans cette affaire étaient comme lui étroitement surveillées ? Comment expli-

quer que pendant quatre jours les auteurs de cet enlèvement aient pu agir en toute quiétude et faire disparaître non seulement la victime, mais aussi son véhicule ?

Interrogé sur le filature policière dont le militant disparu aurait été l'objet, l'avocat s'est référé au témoignage du frère de la victime, sans toutefois apporter d'éléments précis. Questionné enfin sur la validité de la thèse de « l'état responsable de la disparition du militant nationaliste », M. Sollacaro a reconnu qu'il n'y avait, en l'état actuel du dossier, pas d'élément permettant d'étayer celle-ci, mais, a-t-il ajouté, cela ne veut pas dire que l'application politique de cette affaire soit fautive, évoquant ainsi la thèse développée par la Consultation des comités nationalistes (C.C.N.). « Cette affaire, a conclu l'avocat, est la plus grave que la Corse ait connue ».

D.A.

« Trois attentats ont été commis dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 juillet à Carthage (Corse-Sud) où une maison et une caravane ont été détruites et à Pietrosella dans le golfe d'Ajaccio où le garage d'un particulier a été endommagé ».

JUSTICE

L'ENQUÊTE SUR L'AFFAIRE SERRE

M. Michel Rocard se réjouit de la libération de M. André Costabel

M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, s'est félicité de la mise en liberté de M. André Costabel, directeur de la caisse régionale de Crédit agricole du Gard. « Je suis heureux », a déclaré le ministre mardi 19 juillet devant quelques journalistes, « que la justice ait considéré que les nécessités de l'enquête n'exigent pas la détention provisoire ». M. Costabel, inculpé de « complicité de banqueroute simple et de banqueroute frauduleuse » dans le cadre de l'affaire Bernard Serre, P.-D.G. de plusieurs entreprises agro-alimentaires, avait été incarcéré le 23 juin et libéré le 12 juillet, sur décision de la chambre d'accusation de Montpellier.

Dans cette même affaire, le directeur général de la coopérative agricole Le Cabanon à Camaret (Vaucluse), M. Olivier Hammet, trente-huit ans, a été inculpé de « complicité de banqueroute par détournement d'actif » le 13 juillet dernier et incarcéré à Montauban. Il est reproché à M. Hammet d'avoir acheté pour 20 millions de francs de marchandises à la SICA Aquitaine-Alimentaire, autre société du groupe Bernard Serre, à Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne), alors qu'elle avait déposé son bilan.

Le Crédit agricole du Gard avait d'ailleurs escompté cette traite de 20 millions de francs pour le compte

de la coopérative de Camaret, une des grosses entreprises de conserves de tomates (200 salariés, 3 000 adhérents) pour laquelle encore la SICA Basse-Pyrénées de Lunel (Hérault), société originaire du groupe Serre, travaillait à l'export. Le conseil d'administration de la coopérative de Camaret, soutenant son directeur, a indiqué que celui-ci « ignorait qu'il était interdit d'acheter de la marchandise à une entreprise ayant déposé son bilan ».

M. Bernard Serre, qui est incarcéré depuis le 11 février à Montpellier, a été transféré le 15 juillet à Agen où il a été inculpé une seconde fois (la première inculpation concernait la faillite de la SICA de Lunel) d'abus de biens sociaux, escroquerie et faillite frauduleuse. M. Serre devait être entendu ce mercredi 20 juillet par le juge d'instruction M. Gérard Albigès. Les quelque 600 producteurs de tomates adhérents de la SICA Aquitaine-Alimentaire n'ont pas été payés de leur récolte 1982, la dette à leur égard s'élevait à 23 millions de francs.

Enfin M. Fillon, cadre dans une entreprise agro-alimentaire qui servait de dépôt à Aquitaine-Alimentaire, s'est rendu mardi 19 juillet à Villeneuve-sur-Lot (Lot), il devait être entendu dans le cours de l'enquête.

Klaus Barbie est confronté avec d'anciens déportés

L'instruction de l'affaire Barbie a été marquée, mardi 19 juillet, à Lyon par deux confrontations entre l'ancien officier S.S. et deux personnes qui eurent affaire à lui pendant l'occupation.

Dans la matinée, à la prison Saint-Joseph où il est détenu, Klaus Barbie a été reconnu par M. Elie Nubmins, aujourd'hui âgé de cinquante-sept ans, comme l'homme qui participa à son arrestation le 1^{er} juillet 1944.

M. Nahmias, qui est partie civile, devait déclarer après cette confrontation : « Je l'ai bien reconnu, surtout après l'avoir vu marcher. Aujourd'hui il ressemble à une loque. Je ne veux pas sa mort, mais ça m'a quand même fait plaisir de le voir en prison ».

Pour sa part, Barbie a refusé de répondre et indiqué qu'il persisterait dans cette attitude tant que sa situation juridique ne serait pas réglée.

L'inculpé, dont la demande de mise en liberté fondée sur l'illégalité de son arrestation a été rejetée par la chambre d'accusation de Lyon (le Monde du 9 juillet), a signé contre cette décision un pourvoi en cassation que la chambre criminelle doit examiner en septembre ou au début d'octobre.

Barbie a observé la même attitude l'après-midi, au fort Montheau où il avait été transféré pour être mis en présence d'un autre témoin, M^{me} Anne-Marie Lenoir, qui fut arrêtée elle aussi à Lyon pour faits de résistance. Pour M^{me} Jacques Vergès, avocat de Barbie, cette confrontation serait sans objet dans la mesure où les faits dont fut victime le témoin sont des crimes de guerre prescrits et non des crimes contre l'humanité, seuls imprescriptibles. Le magistrat instructeur, M. Christian Riis, devait procéder à d'autres confrontations le 20 juillet.

POLICE

Le meurtre du gardien de la paix de Reims suscite des réactions syndicales

La mort à Reims de M. Marc Wawrzyniak, gardien de la paix, vingt-neuf ans, père d'un enfant, tué dans la nuit du 18 au 19 juillet par des malfaiteurs lors d'un contrôle d'identité (nos dernières éditions), a suscité de nombreuses réactions des syndicats de policiers.

La Fédération autonome des syndicats de police (F.A.S.P.) relève qu'« une fois encore un policier vient de donner sa vie pour la sécurité des personnes et des biens soit assurés » et rappelle ses engagements en ce qui concerne le renforcement de la législation sur le port, le trafic et l'acquisition des armes. Elle demande l'arrestation des meurtriers « afin que la justice soit appliquée avec la plus extrême rigueur ».

Pour l'Union des syndicats catégoriels (U.S.C. police), et le Syndicat des commandants et officiers (S.C.O.), dont plusieurs dirigeants et membres font l'objet de procédures disciplinaires depuis les manifestations parisiennes du 3 juin, « les missions de la police nationale sont

étrangement compromises, et les sanctions prononcées contre les policiers et les gendarmes ces dernières heures ne peuvent que ternir l'image de marque de la police nationale, démobiliser un corps en crise et favoriser le terrain de la délinquance ».

L'Union fédérale C.F.D.T. de la police nationale estime que « les citoyens doivent prendre conscience que la réglementation sur les ventes d'armes et leur détention doit être rigoureusement codifiée et appliquée si l'on veut diminuer une partie des risques ».

M. Wawrzyniak, qui se trouvait en compagnie de deux collègues, s'était lancé à la poursuite d'un véhicule suspect dont le conducteur avait refusé de s'arrêter. Ce dernier, sur le point d'être rattrapé, sa voiture ayant déjanté, tira alors avec un fusil de calibre 12 millimètres une balle à ailettes qui atteignit le policier à la gorge.

M. Wawrzyniak a été cité à l'ordre de la Nation.

LES SUITES DES MANIFESTATIONS DU 3 JUIN

Propositions de mutation et de rétrogradation par le conseil de discipline

Le conseil de discipline de la police nationale, qui examine le cas de onze fonctionnaires impliqués dans les manifestations du 3 juin et leurs suites (le Monde du 20 juillet), a formulé dans la soirée du 19 juillet des propositions de sanctions contre quatre d'entre eux dont il a examiné les dossiers au cours de cette journée.

Il n'est ainsi prononcé sur le cas de M. Roger Flattat, président du syndicat des commandants et officiers (SCO), dont il propose que le grade de commandant soit abaissé d'un échelon. Pour M. Paul Florentin, secrétaire général du même syndicat, il propose une rétrogradation au rang d'officier principal.

Quant au commandant Raymond Milot, du service de protection et de surveillance du méro (S.P.S.M.), le conseil s'est prononcé pour une mutation d'office. Il en va de même pour M. Charles Lesellier, officier de paix principal à la même brigade. Le conseil a décidé un supplément d'enquête avant de statuer sur le cas de M. Dominique Bastien, officier principal au commissariat du seizième arrondissement à Paris, actuellement suspendu pour avoir incité son personnel à participer au meeting de la salle Japy après la révo- cation de M. Remy Halbwax, secrétaire général de l'Union des syndicats catégoriels de la police (U.S.C.P.).

FAITS ET JUGEMENTS

Violences à Brignoles (Var)

Alors que la fête battait son plein, de très violentes bagarres s'étaient déroulées dans la nuit du 14 au 15 juillet, place du Carami, au centre de Brignoles (Var), opposant une vingtaine de Maghrébins à des jeunes appelés de la sécurité civile et aux gendarmes assistant aux festivités et au bal. Au cours de cette nuit de violences, le drapeau français avait été brûlé, plusieurs voitures endommagées, des panneaux de signalisation arrachés, ainsi que des estrades démantelées.

Les bagarres, commo- nées vers minuit, n'ont pris fin qu'à 3 heures du matin, faisant de très nombreux blessés. Neuf plaintes pour coups et blessures avaient été enregistrées. M. Costor, maire de Brignoles, devant cette fièvre francophobe qui s'était manifestée également le mercredi 13 juillet dans la commune du Val, a exprimé son indignation et envisagé d'interdire les prochaines festivités de la fête de la Saint-Louis, au mois d'août.

Neuf personnes ont été interpellées et présentées au parquet de Draguignan, lundi 18 juillet, pour y être entendues par M. Guy Pellocq, juge d'instruction. Ben Haïssa Rabah, âgé de dix-neuf ans, a été placé sous mandat de dépôt pour coups et blessures volontaires, dégradation de

biens publics et privés, outrages à agents et commandant de la force publique. Quant à ses coreligionnaires — de nationalité française — âgés de vingt-quatre à vingt-six ans, ils ont été placés sous contrôle judiciaire. (Corresp.)

« Un jeune homme âgé de vingt-huit ans, M. Eric Ribot, a été tué à coups de couteau à Saint-Pancrasse (Isère) parce qu'il refusait de laisser le frère d'un voisin, M. Hedi Ben Ezzeine Benghenien, né à Tunis, prendre sa moto. M. Ezzeine Benghenien, qui apparemment avait beaucoup bu dans la journée, désirait se rendre à Grenoble. Il venait de dérober à son frère une assez importante somme d'argent et s'appuyait à l'emprunter la moto de M. Ribot quand celui-ci, alerté par le bruit, s'est interrompu. Revenant peu de temps après muni d'un couteau, M. Ezzeine Benghenien a tué le jeune homme ».

RECTIFICATIF. — C'est par erreur que nous avons écrit dans nos éditions du 19 juillet que M. Joseph Pinard, député (P.S.) du Doubs, n'a pas été diffamé par le Syndicat indépendant de la police nationale. En fait, la cour d'appel de Besançon a confirmé, le 7 juillet, un jugement du tribunal de cette ville rendu le 30 mars qui déboutait le S.I.P.N. de son action contre M. Pinard. Nous aurions donc dû imprimer : « ... n'a pas diffamé le S.I.P.N. ».

MÉDECINE

Guerre et destruction mentale

(Suite de la première page.)

Aujourd'hui, comme l'ont clairement montré les propos des psychiatres militaires présents au congrès de Vienne, on connaît avec une relative précision les caractéristiques d'une névrose de guerre. On perçoit aussi, avec plus de clarté les répercussions psychopathologiques des conflits modernes, pudiquement dénommés « N.R.C. » (nucléaires, biologiques et chimiques).

Désertions et mutineries

La guerre provoque à la fois des réactions psychiatriques immédiates et la structuration d'une psychopathologie spécifique, à moyen ou long terme, désignée précisément par le terme de « névrose de guerre ». Les réactions immédiates, comme l'ont souligné les docteurs Carlé Douthein (1), Louis Crocq (2) et Maurice Sallau (3) consistent d'abord en mouvements de panique collective, due à la violence du combat (chemin des Dames, 1917), en des désertions massives (Caporetto, octobre 1917), en des révoltes collectives, des mutineries (1917).

Les réactions individuelles de désorganisation psychique sont dues, elles aussi, d'abord à la violence ou à la soudaineté du combat. La peur en elle-même, ont souligné à Vienne les docteurs Franklin Jones (Walter Reed Institute de l'armée américaine), O. Adelaja (Nigeria) et Louis Crocq (Paris), provoque des réactions physiologiques massives, telles que la précipitation du rythme cardiaque, de multiples manifestations digestives, en particulier des vomissements, des sudations intenses, des crampes violentes, des paralysies, des aphories, des écarts, des anesthésies temporaires... L'armée américaine estime que, pour trois ou quatre soldats mis hors d'état de combattre par une blessure physique, un combattant est inutilisable pour des raisons d'ordre psychique. La proportion est donc élevée.

Parmi les facteurs aggravants de ces pertes en hommes d'origine psychiatrique figurent, outre les multiples agressions dues à la guerre elle-même et à l'épuisement physique, le manque de sommeil, qui provoque, au terme de soixante-douze heures, une désorientation plus ou moins totale et, environ vingt heures plus tard, l'apparition d'hallucinations évidemment incompatibles avec le combat.

L'échelle de l'horreur

La « névrose de guerre » proprement dite n'apparaît qu'au terme d'une période de latence de durée variable : quelques heures, jours, semaines, voire plusieurs années après le traumatisme et même en l'absence de toute blessure physique. Elle consiste en une réorganisation de la personnalité « qui fixe le malade au souvenir du traumatisme » (3), un souvenir qui cavalait le champ de sa conscience, lui fait adopter des comportements ambigus (dépendance à l'égard de l'entourage, mais revendication permanente d'autonomie), et lui fait revivre en permanence, sous forme de cauchemars répétés, notamment, l'événement qu'il n'a pas pu surmonter.

Une pathologie psychosomatique, divers symptômes, tels qu'insomnies, céphalées, troubles visuels, perturbations caractérielles, crises d'angoisse, peuvent accompagner le signe central : le syndrome de répétition, que rien, faute d'une intervention thérapeutique, ne peut interrompre spontanément.

Les psychiatres insistent dans leurs analyses sur la notion de prédisposition : une telle organisation ne peut guère s'établir, en effet, que sur une structure déjà fragilisée, elle est fortement « encouragée » par les antécédents de la vie civile du malade, l'insuffisante formation de l'encadrement militaire, par le manque de cohésion du groupe et même par l'image négative du conflit dans la société, comme on put l'observer à la fin de la guerre du Vietnam dans l'armée américaine.

Lorsqu'ils comparent les conflits du passé récent en termes de « coût » psychiatrique, les spécialistes (F. Jones) placent nettement en tête, dans l'échelle de l'horreur, plusieurs épisodes de la première guerre mondiale (Gallipoli, Somme, Marne) et de la seconde (Marshall, Okinawa, Saipan), ainsi que la guerre israélo-arabe de 1973.

Ils classent dans la catégorie « modérée » la campagne de juin 1944 à janvier 1945, la guerre de Corée, Dien-Bien-Phu, certains épisodes de la guerre du Vietnam (Khe-Sahn, Tet), ainsi que la guerre israélo-arabe de 1967.

Us suivent, enfin, dans le risque « faible », en termes psychiatriques,

la guerre d'Indochine (1944-1954), la guerre de Corée, l'ensemble de la guerre du Vietnam, à quelques exceptions près, la guerre d'Algérie et le conflit israélo-arabe de 1968.

Les conflits « à venir »

Is se livrent aussi à certaines vues prospectives pour les conflits « à venir », dont une préfiguration a été fournie à Hiroshima et à Nagasaki, et dont l'impact psychologique, estimé-il, d'après l'observation des survivants, est bien différent de celui des guerres conventionnelles. Dans les hypothèses de conflit nucléaire, biotechnologique ou chimique, les réactions de frayeur indicible s'apparentent plutôt, semble-t-il, à celles que provoquent les cataclysmes naturels, comme les tremblements de terre par exemple.

Dans cette hypothèse, estiment les spécialistes américains, il apparaît qu'un faible pourcentage de la population (10 à 25 %) reste capable d'une action collective ; 5 à 15 % cèdent à la panique ; le reste est prostré et immobilisé, mais susceptible de recouvrer à bref délai un niveau d'efficacité réel pour peu que les secousses symboliques, parviennent rapidement.

Il semble que la terreur inspirée par ce type de guerre, où surgissent les notions d'annihilation totale, soit, de loin, plus insurmontable que celle que provoquent les conflits conventionnels et induise des comportements plus irrationnels encore, en particulier une désorganisation complète de la structure du groupe civil ou militaire, qui ajoute aux pertes massives en vies humaines

provoquées par l'agression elle-même.

Aussi les actions de « prévention » proposées peuvent-elles apparaître dérisoires en comparaison des risques. Doivent-elles être négligées pour autant ? Les psychiatres militaires réunis à Vienne ne le pensent pas, qui ont tous insisté sur la nécessité absolue d'une « prophylaxie systématique à long terme », fondée sur le renforcement des structures de groupes (civiles et militaires) et, surtout, sur la diffusion d'une information pratique. Seule celle-ci, disent-ils, peut déboucher sur de réels comportements de sauvegarde. L'information ne doit ni majorer ni minimiser le danger ; elle s'accompagne de la préparation réelle de moyens de protection, d'évacuation et de traitement, notamment en cas de péril nucléaire, de postes de lavage et de décontamination.

De telles perspectives, calmement évoquées dans le capitale d'un pays neutre, n'ont éveillée ni scepticisme ni incrédulité : c'est de Vienne que dut s'écouler, en 1938, Sigmund Freud, pourchassé par les nazis, avant la conflagration mondiale ; c'est à Vienne que se nouent aujourd'hui certains échanges de contacts. Est-Ouest, eux-mêmes condition de la « prophylaxie systématique à long terme » préconisée par la psychiatrie militaire.

CLAIRE BRISSET.

- (1) Service de santé des armées, Paris.
- (2) Hôpital psychiatrique de Villejuif.
- (3) « Névroses traumatiques », par L. Crocq, M. Sallau et C. Barrois. Encyclopédie médico-chirurgicale, 1983.

Épidémie de « maladie du légionnaire » dans une résidence militaire espagnole

De notre correspondant

Madrid. — Confirmant les rumeurs qui circulaient depuis plusieurs jours, l'état-major de la région militaire de Saragosse a officiellement reconnu, le lundi 18 juillet, que « plusieurs cas d'infection respiratoire dont certains graves » avaient été détectés parmi les officiers qui « résident ou ont résidé dans cette ville ».

Ce syndrome avait déjà provoqué la mort de cinq d'entre eux (dont un général) et l'hospitalisation d'une vingtaine d'autres. Tous ont en commun d'avoir récemment logé à la résidence militaire de Castillejos à Saragosse, où l'origine de l'affection doit sans doute être recherchée et qui a été provisoirement fermée le mardi 19 juillet. La maladie se présente comme une pneumonie atypique : les personnes atteintes après une courte incubation ressentent des difficultés respiratoires croissantes dont la gravité impose rapidement leur hospitalisation.

Les premières recherches sur la nature du mal ont été menées par les services sanitaires de l'armée, qui font preuve d'un mutisme total. Le centre de virologie de Majadahonda, près de Madrid, étudie les tissus prélevés lors de biopsies et d'autopsies effectuées sur les personnes infectées et en a envoyé un échantillon au

centre des maladies infectieuses d'Atlanta, aux Etats-Unis.

Un des officiers décédés présentait, semble-t-il, des symptômes très proches de ceux observés sur les victimes de la « maladie du légionnaire », en l'absence de celle-ci (1) a été retrouvé lors de l'autopsie, précise un communiqué du ministère de la défense. On ignore toutefois si l'on a affaire à une nouvelle forme de cette affection qui était apparue en 1976 aux Etats-Unis lors d'un congrès d'anciens combattants dans un hôtel de Philadelphie et qui était due à une bactérie infiltrée dans le système d'air conditionné.

On n'exclut pas cette fois qu'un mycoplasme (2) puisse être à l'origine de ce que la presse espagnole appelle déjà le « syndrome de Castillejos ». En toute hypothèse, ces pneumonies dites atypiques pourraient fort bien lorsqu'un traitement approprié à leur agent infectieux est appliqué.

THIERRY MALINIAC.

- (1) *Legionella pneumophila* type 1.
- (2) Micro-organisme qui se différencie des bactéries par son absence de paroi, ce qui lui permet de traverser les filtres bactériologiques.

LA RÉFORME HOSPITALIÈRE MAINTIENDRA L'EXISTENCE DES MÉDECINS A TEMPS PARTIEL

La direction des hôpitaux du secrétariat d'Etat à la santé publie une « note », datée du 18 juillet, relative aux médecins à temps partiel dans les hôpitaux, qui bénéficieraient actuellement d'un statut partiellement. Celui-ci fera l'objet de nouvelles précisions et adaptations. Le texte souligne que « l'existence de postes à temps partiel dans les hôpitaux publics n'est aucunement remise en question ».

La note indique que le statut des médecins à temps partiel des hôpitaux publics serait maintenu dans ses grandes lignes. Leur engagement continuerait d'être fixé par périodes quinquennales, et leur temps de travail serait maintenu à six demi-journées hebdomadaires.

En revanche, le recrutement des attachés s'effectuerait désormais par un concours organisé par régions à l'issue de l'internat de spécialité. Leurs conditions de carrière seraient harmonisées avec le statut des hospitaliers pleins temps et adaptées à la spécialisation des établissements. Des commissions paritaires régionales et nationale veilleraient notamment aux conditions de candidatures, de promotion et de contentieux entraînés par l'exercice à temps partiel.

Des modalités de recrutement transitoires seront fixées dans l'attente du plein effet de la réforme des études médicales.

Journa...
M... de l'Ense...

ÉDUCATION

Création d'un Collège international de philosophie

Le Collège international de philosophie existait à la rentrée de septembre prochain. Sa naissance officielle a été annoncée dans un communiqué rendu public, mardi 19 juillet, par trois ministères : industrie et recherche, éducation nationale et culture.

La création du Collège international de philosophie a été préparée par une étude confiée, il y a un an, au philosophe Jacques Derrida, maître-assistant à l'Ecole normale supérieure, par M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche et de la technologie (*le Monde* du 30 juin 1982). Le nouvel organisme

aura pour mission de « développer la réflexion et la recherche philosophiques en privilégiant l'approche internationale et interdisciplinaire ». Ce ne sera pas un centre d'enseignement proprement dit, et aucun diplôme n'y sera délivré. Ni école ni université, il sera conçu comme un « espace ouvert », un « lieu de rencontres et de débats, où penseurs, scientifiques et enseignants de toutes nationalités pourront conduire en commun des recherches philosophiques ».

Deux instances seront mises en place pour fixer les premières orientations. Le collège provisoire devra être présidé par M. Jacques Derrida

et composé de philosophes, parmi lesquels ceux qui ont participé avec eux aux travaux préparatoires : MM. Jean-Pierre Faye, François Châtelet et Dominique Lecourt. Le haut conseil de réflexion, dont le secrétaire général pourrait être M. Jean-Pierre Faye, réunirait philosophes, scientifiques et créateurs. Dès les premières réunions, qui se tiendront en septembre, provisoirement dans les locaux de l'ancienne Ecole polytechnique, rue Descartes à Paris, les membres du haut conseil devront coopérer d'autres personnalités, étrangères notamment.

Dans son rapport, M. Jacques Derrida avait précisé que le Collège international de philosophie « ne concurrencera ni ne menacera rien des dispositifs existants, au contraire ». Il analysait le « réveil philosophique » qui, selon lui, « débordait largement les limites académiques et tous les lieux traditionnels réservés à l'échange et à la recherche philosophiques », c'est-à-dire, en France, « l'université, le C.N.R.S. et ses publications spécialisées, ou encore l'espace très menacé des terminales des lycées ».

Après avoir insisté sur la nécessaire dimension « collégiale et internationale » du futur organisme, il énumérait ses activités possibles : des manifestations ponctuelles telles que débats, conférences, présentations d'une œuvre par un savant, un chercheur ou un artiste étranger ou français ; des séminaires étendus sur un semestre ou une année ; des programmes de recherche d'une durée de cinq ans. Il recommandait aussi que le collège s'ouvre à des activités originales pendant l'été. Le rapport soulignait l'intérêt d'associer au travail du collège, « qui sera seulement de proposition et d'incitation », tous ceux « qui souhaitent y prendre part ».

Si les premiers noms cités marquent, à l'évidence, l'institution naissante du côté de la gauche, ses promoteurs affirment leur volonté d'échapper à toute hiérarchie, d'être « rebelles à toute intolérance doctrinale » et de conférer à l'institution future un « style libre et pluraliste ».

C. V.

LES PROJETS DE RÉFORME DES CARRIÈRES UNIVERSITAIRES

Le ministère n'envisage que des modifications de forme

Après huit mois de discussions entre les syndicats et le ministère de l'éducation nationale, le projet de réforme des carrières des universitaires n'a pu franchir la première étape de la procédure administrative, celle du comité technique paritaire (C.T.P.). (*le Monde* du 20 juillet 1983).

Le maintien de deux corps distincts d'enseignants (professeurs et maîtres de conférences), point central du désaccord, est aussi celui que le ministère et, au-delà, le gouvernement semblent le moins disposés à mettre en cause. Le C.T.P. du 18 juillet aurait pu, techniquement, adopter le texte réformant les carrières en l'absence des représentants syndicaux, mais l'administration a préféré attendre « pour ne pas se voir reprocher d'avoir décidé seule », dit l'un de ses représentants.

Le directeur général des enseignements supérieurs envisage certes quelques « modifications de forme », une « reprise des discussions devant le C.T.P. », mais ne semble pas prévoir de négociations sur le fond. On confirme dans l'entourage du premier ministre que le gouvernement n'a pas l'intention de renoncer

au projet, mais souhaite présenter le texte complet devant un C.T.P. complet. Il n'y a pas urgence, ajoute-t-on, puisque le décret devra être promulgué après le vote du projet de loi sur l'enseignement supérieur, dont l'examen au Sénat est prévu à l'automne.

La démission des huit représentants au C.T.P. du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup) pose, d'autre part, un problème juridique à l'administration, qui vient de consulter le secrétariat d'Etat chargé de la fonction publique et le Conseil d'Etat sur la situation créée. Il s'agit notamment de savoir s'il faudra procéder à un renouvellement total ou partiel du C.T.P. élu en mars 1982 (1). En espérant que le temps jouera en sa faveur, le ministère de l'éducation nationale n'a pas renoncé à mettre cette réforme en application dès la rentrée 1984.

(1) Le SNE-Sup (FEN) avait obtenu 54,80 % des voix et sièges ; le SGEN (C.F.D.T.) 45,20 % des voix et 7 sièges. La Fédération nationale des syndicats autonomes avait appelé à l'abstention.

Admissions aux agrégations

(par ordre alphabétique)

Anglais

M= et MM. Jennifer Abrioux (22^e) ; Isabelle Argous (97^e) ; Elisabeth Auzan (67^e) ; Patricia Balardi (75^e) ; Marie-Claude Barbier (84^e) ; Anne Batast (29^e) ; Colette Beaumain (73^e) ; Catherine Becasse (43^e) ; Lydia Berdichevski (21^e) ; Anna Berthoin (75^e) ; Marie-Claude Blangero (58^e) ; Guillemette Bonnet (56^e) ; Dominique-Françoise Breton (54^e) ; Nigel Briggs (30^e) ; Agnès Broc (78^e) ; Marie-Anne Camus (34^e) ; Françoise Cassan (88^e) ; Nelly Castet (29^e) ; Anne Chazand (47^e) ; Norbert Col (88^e) ; Monique Colom (25^e) ; Jacqueline Costan (97^e) ; Marie-Dominique Deblille (32^e) ; Marie-Anne Deschamps (13^e) ; Anne Deschamps (86^e) ; Christian Domitail (88^e) ; Hélène Dubourdieu (46^e) ; Robert Erteland (38^e) ; Martine Escribier (92^e) ; Eric Fassin (17^e) ; Sabine Faye (49^e) ; Pascal Ferrol (20^e) ; Jean-Marie Fournier (18^e) ; Nathalie Fournier (81^e) ; Dianna Frase (59^e) ; Jean Guichard (4^e) ; Sylvie Goldstein (38^e) ; Timothy Goodchild (35^e) ; Pierre Gorsa (99^e) ; Christophe Guzin (78^e) ; Brigitte Herwege (17^e) ; Rose Huart (44^e) ; Jean-Marc Jaffard (61^e) ; Catherine Jean (9^e) ; Annick Johnson (61^e) ; Lolo Kervens (29^e) ; Anne-Marie Kuperberg (19^e) ; Christine Laeste (40^e) ; Susan Laezza (36^e) ; Geneviève Lagimodière (88^e) ; Marie-Pierre Lambelin (39^e) ; Isabelle Lamy (26^e) ; Georges Le Cam (40^e) ; Pierre Leblanc (19^e) ; Catherine Letellier (27^e) ; Line Lévy (64^e) ; David Liddell (95^e) ; Martine Maillet (8^e) ; Marie-Madeleine Marchand (10^e) ; Monique Marchand (55^e) ; Véronique Marquez (23^e) ; Patrick Martillet (23^e) ; Marie-Claude Marty (84^e) ; Yves Médard (61^e) ; Patrick Menneteau

(92^e) ; Fabien Michel (64^e) ; Sylvie Modarier (75^e) ; Chris. Oguz-Marchal (81^e) ; Catherine Moreau (58^e) ; Gilbert Moreau (73^e) ; Bruno Morestin (67^e) ; Sarah Olivier (11^e) ; André Paradis (88^e) ; Margaret Philippot-Duczak (57^e) ; Françoise Poutot (67^e) ; Olivier Quere (58^e) ; Marie-Hélène Revest (49^e) ; Annette Roger-Fraser (16^e) ; Marie-Jeanne Rossignol (9^e) ; Jacques Rouffache (92^e) ; Hélène Roussberg (67^e) ; Angela Ryan-Ryan (8^e) ; Ronald Shusterman (28^e) ; Dolly Soulie-Besson (78^e) ; Wendy Spitz-Parramone (48^e) ; Catherine Tero (49^e) ; Luc Thilleux (44^e) ; Richard Toffield (67^e) ; Françoise Tolro-Garigues (33^e) ; Gérard Toin (67^e) ; Sylvie Trilles (97^e) ; Claire Trotignon (30^e) ; Nelly Tsalat (14^e) ; Mary Vermet (49^e) ; Marie-Françoise Vidal (7^e) ; Jean-Claude Vignaud (11^e) ; Anne Vignaux (23^e) ; Annick Viscoches (35^e) ; Catherine Whyte (36^e).

Lettres modernes

M= et MM. Agnès Antoine (19^e) ; Pascal Ayoun (9^e) ; Martin Babelon (41^e) ; Sophie Bagu (53^e) ; Sylvie Bastard (11^e) ; Michel Bernard (37^e) ; Pascale Berria (49^e) ; Michelle Blazy (40^e) ; Christine Bonnet (56^e) ; Corinne Bouchard (54^e) ; Martine Boudet (36^e) ; Doménica Brasse (59^e) ; Frédéric Briot (8^e) ; Nicole Bures (18^e) ; Brigitte Cabrol (12^e) ; Alain Camille (34^e) ; Marie Cedrini (49^e) ; Nicole Chaumontet (5^e) ; Eric Cohet (16^e) ; Claude Coste (10^e) ; Chantal Couprieux (20^e) ; François De Fornel (21^e) ; Anne Debeaux (59^e) ; Philippe Demmay (13^e) ; Carole Desbats (30^e) ; Béatrice Demand (27^e) ; Françoise Fougues (53^e) ; Alain Golomb (32^e) ; Patrick Habert (24^e) ; Martine Jay (44^e) ; Brigitte Kalvarisky (51^e) ; Georges Klobenstein (25^e) ; Annie Kuyumcuyan (30^e) ;

Anne Lainé (59^e) ; Annie Lambert (62^e) ; Danièle Lambert (41^e) ; Nadine Laporte (56^e) ; Guy Laroux (49^e) ; Anne Larue (7^e) ; Patrick Laudet (51^e) ; Philippe Laudou (47^e) ; Pierre Leulier (6^e) ; Emmanuel Lozand (2^e) ; Elia Mankron (28^e) ; Geneviève Mari (14^e) ; Jean-Claude Marinmont (3^e) ; Isabelle Maupetit (46^e) ; Christine Michi (63^e) ; Claude Millet (22^e) ; Jean Maillet (49^e) ; Pierre Naudet (17^e) ; Brigitte Neyman (31^e) ; Lise Normand (26^e) ; Denis Olvrennes (22^e) ; Françoise Peter (15^e) ; Odile Pinot (58^e) ; Marie-Françoise Ratier (37^e) ; Jean-Louis Ravel (35^e) ; Sylvie Roblin (29^e) ; Virginie Schmitt (37^e) ; Véronique Taccuin (17^e) ; Maurice Thallière (33^e) ; Dominique Vignolet (43^e).

M= et MM. Maria Agier (34^e) ; Laurent Aynès (32^e) ; Claire Barbier (36^e) ; Marie-Anne Barthelme (27^e) ; Marie-Hélène Bella (12^e) ; Christian Bouchet (36^e) ; Denis Clouet (41^e) ; Jacques Collopy (31^e) ; Chantal Collet (34^e) ; Marie-Dominique Cozette (17^e) ; Jacques Crozier (27^e) ; Sylvie Derouineau (7^e) ; Marie-Hélène Gauthier (17^e) ; Francis Guibal (2^e) ; Yves Hardier (3^e) ; François Harard (21^e) ; Marc Isenel (4^e) ; Sandra Maron (21^e) ; Jérôme Laurens (6^e) ; Jean-François Lavigne (17^e) ; Jean-Michel Le Lannou (17^e) ; Antoine Leandri (24^e) ; Lionel Leroy (29^e) ; Hélène L'Heuillet (17^e) ; Bernard Mailla (38^e) ; Jean-Marie Maron (13^e) ; Clélia Morali (13^e) ; Myriam Pariente (9^e) ; Marc Parmentier (4^e) ; Roger Pautier (13^e) ; Yves Prouet (31^e) ; Michel Puchet (16^e) ; Charles Ramond (7^e) ; Raddi Rix (23^e) ; Anne-Maria Sakai (21^e) ; José Santaret (33^e) ; Eric Schmitt (9^e) ; Carole Talon (39^e) ; Fr. Teller-Lambin (24^e) ; Pierre Terrail (11^e) ; Stéphanie Thibierge (41^e) ; Isabelle Thomas (29^e).

Admissions aux grandes écoles

(par ordre de mérite)

Ecoles nationales vétérinaires

M= et MM. Florence Boissia ; Thierry Chaurand ; Isabelle Batut ; Vincent Roussigneau ; Claude Vidal ; Naquet ; Helga Hogasen ; Pascale Fiette ; Marc Hasendentel ; Stephan Zientara ; Patrick Henry ; Agnès Leblond ; Anne-Françoise Magliane ; Alain Brunet ; Ephrem Adjomkoun ; Marie-Laure ; Valérie ; Josée ; Colombe ; Isabelle ; Eric Grosdambert ; Olivier Creton ; Vincent Cercet ; François Lehoucq ; Etienne Petit ; Jean Iliis ; Christophe Paulus ; Jacques Fajard ; Eric Feron ; Laurent Sautouja ; Olivier Savat ; David Lapeyron ; Christian Frédéric Charron ; Brigitte Chatovert ; Philippe Hivorel ; Benoît Valat ; Catherine Frenot-Guindard ; Claire Vigier ; Annie Fournia ; Odile Fage ; Bernard Duchamp ; Bertrand Favier ; Christian Busey ; Alain Luyser ; Philippe Ribot ; Hervé Poulque ; André Berthou ; Olivier Langlois ; Gilles Guillemette ; Laurence Julien ; Laurent Genet ; Philippe Roux (50^e) ; Véronique Chabannon ; Yves Joly ; Véronique Duval ; Véronique Masson ; Anne-Isabelle ; André ; Franck ; Luc Garbey ; Laurent Gabriel ; Philippe Autry ; Pascal Giry ; Jean-Marc Bourguin ; Laurence Hous ; Jean-Christophe Goyon ; Claude Monot ; Jean-Marc Bonigal ; Jean-Louis Costant ; Valérie de Théry ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ; Benoît Ropert ; Isabelle Broutin ; Thierry Marchal ; François Guiraud ; Caroline Vandermersch ; Rodolphe Cadoret ; Michel Didier (100^e) ; Michel Hodara ; Muriel Saulnier ; Véronique Berthas ; Philippe Charrol ; Pascal Hédrelier ; Guy Lamont ; Christine Boullet ; André ; Franck ; Pascale Dietrich ; Pierre Lecouls ; Pascale Picot ; Rosanne Ponce ; Philippe Durand ; Isabelle Collard ; Bernard Courties ; Alain Ténies ; Dominique Desmays ; Frédéric Ponce ; Laurent Desmays ; Marie-Luce Jourdain ; Virginie Verilinde ; Claire Landron ; Pierre Corroy ; Sylviane Mathison ;

agréations

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

QUATRE EXPOSITIONS VERS L'EST

Yvonne, Léopold

Si vous êtes sensible à la modestie, à la distinction du goût, à l'amour sincère et désintéressé de la peinture, arrêtez-vous sur la route des vacances à Auxerre et à Vézelay. Vous y verrez, ici à la Maison du tourisme, là au musée de l'Œuvre, les pièces les plus marquantes de la donation Yvonne et Christian Zervos.

Faut-il rappeler qui furent, en leur rue du Dragon, les Zervos, quel rôle les Cahiers d'art ont joué dans la vie artistique de l'entre-deux guerres, dans l'élargissement de son horizon culturel, dans l'archivage de ses trésors ? Sans le catalogue qu'entreprend très tôt Christian Zervos de l'œuvre de Picasso, il serait aujourd'hui pratiquement impossible de travailler d'une façon un peu sérieuse sur le peintre du Minotaure.

Le Minotaure est représenté à Auxerre par un dessin de 1933 qu'entourent d'autres familles de plume convulsive exécutées pendant ces années qui virent Picasso, guidé peut-être par Freud et ses amis surréalistes, s'aventurer dans le plus grand secret et le plus cruel des mythes et des cauchemars de la Grèce archaïque. A côté de Picasso, voici d'autres explorateurs des rives du Léthé : Wilfredo Lam, avec un surprenant portrait de sa femme de ton lui aussi très cyclopéen, Magritte, Masson, Brauer et ses démons espagnols d'Europe centrale, Miró, qui illustrent deux pièces capitales.

un paysage de jeunesse où la terre semble prendre feu et une gouache, *Aides l'Espagne*, pour la plus belle affiche du siècle.

Une *Tête grecque* de Matisse fait le lien avec les hommes d'ici-bas, les savants architectes du réel : Hédon, Léger, Gonzales, Villon, Laurens, et, dominant le tout de son austère majesté stoïcienne, une admirable nature morte de ce grand méconnu qu'est Cézanne. Mais, me direz-vous, Léger et Wilfredo Lam, Hédon et Brauer, quel drôle de mélange, et où est le principe de la collection ? L'amitié est le principe de la collection Zervos, et l'on sent très bien que telle feuille a été offerte par tel ou tel artiste pour marquer un anniversaire, une entreprise commune, un travail parvenu à sa conclusion heureuse.

D'où la discrétion d'un tel ensemble, qui est le contraire de ces collections tapo-à-l'œil dont la donation embarrassée si souvent les conservateurs de musée qui en sont les bénéficiaires accablés. Peu de toiles, des dessins, des gouaches, des gravures, une prédilection évidente pour le rare, l'exquis, le sonnet qui vaut mieux qu'un long poème, pour les petits formats qui font le charme des cabinets d'amateurs, et vous verrez à Auxerre deux figures de Giacometti qui sont les plus petits Giacometti que vous ayez jamais vus, une légère fumée, un souffle avant le retour aux limbes.

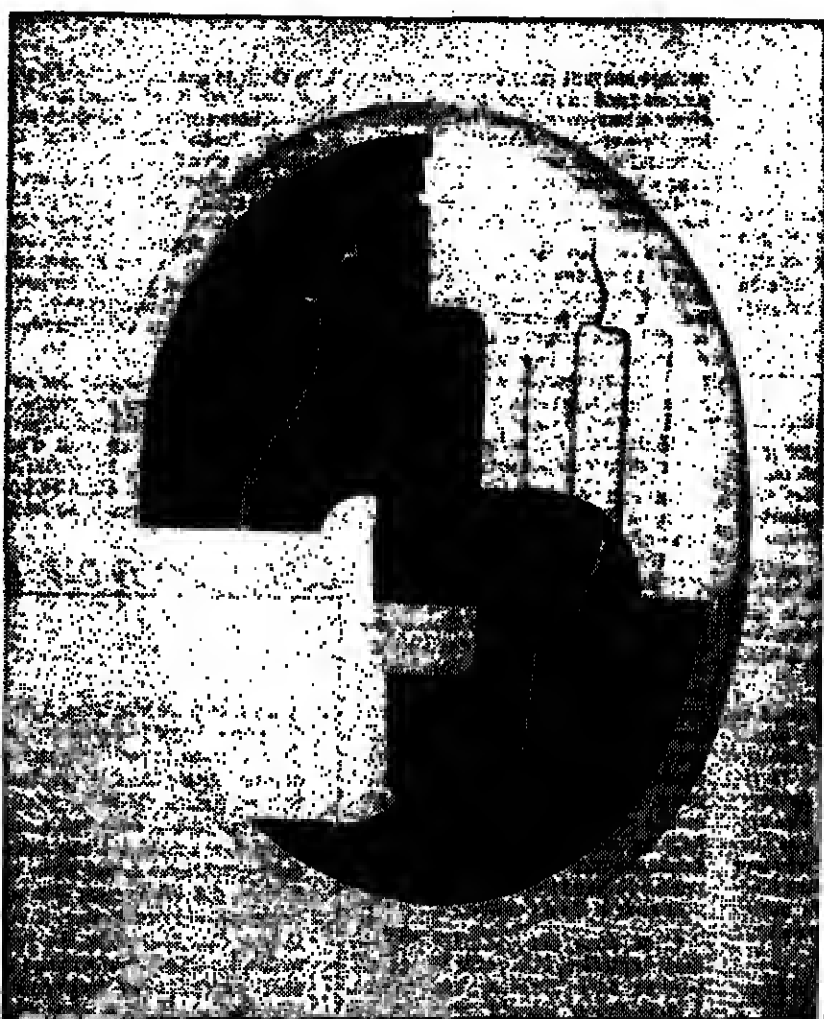
L'Italie simple et réelle

Quittons Auxerre. Obligeons-yeux, l'est silencieux et moussu. Une halte à Besançon, dont la splendeur architecturale ramènera nos facultés de perception artistique quelque peu endolories par la chaleur, et la frontalière suisse franchie sans inquiétude appréciable, nous voici à Neuchâtel, où le ténacé musée des Beaux-Arts présente une exposition organisée par Pierre Grassier et consacrée à Léopold Robert.

Léopold Robert, qui fut l'une des gloires de l'Italie et de l'Europe romantiques, a été si longtemps oublié qu'il n'est pas inutile de le présenter au quelques mots. Né en 1794 près de La Chaux-de-Fonds, graveur de son état, Robert arrive en 1810 à Paris, où il fréquente l'Académie et fait la connaissance de David, qui fut son maître et son dieu et l'encourage à abandonner la gravure pour la peinture.

La principauté de Neuchâtel étant par les traités de 1814 revenue à la Prusse, Léopold Robert, qui d'ailleurs détestait tout ce qui était allemand et en particulier la peinture des nazars, ne put en tant qu'émigré concourir pour le prix de Rome. Il n'en part pas moins en 1818 pour l'Italie, voyage à Venise, Florence, Naples, s'installe à Rome, où il fréquente surtout le milieu français en ces années glorieuses qui virent Guérin, Horace Vernet, Ingres se succéder à la direction de la Villa Médicis, Chateaubriand étant ambassadeur de Sa Majesté Très Chrétienne et Lamartine, secrétaire d'ambassade près la cour de Toscane.

Devenu romain, Robert ne quittera pas l'Italie pendant les dernières années de sa trop courte vie. Un tempérament dépressif, une vie sentimentale compliquée, une pas-



Ozenfant (1929)
Léopold Robert

sion malheureuse pour la princesse Charlotte Bonaparte : il se suicide en 1835, la même année que Gros. Il laissait derrière lui trois grandes compositions (toutes les trois présentes à l'exposition) qui commencent à l'époque : un succès immense et peut-être excessif : *Le Retour de la fête de la Madone de l'Arc*, *Halte des moissonneurs dans les marais pontins*, *Le Départ des pêcheurs de l'Adriatique*. Et nombre de toiles plus modestes, où il a rassemblé toute la poésie de l'Italie à l'égaré parfum de sauvage des voyageurs romantiques, de cette Italie des pèlerins et des brigands qui laissa Stendhal indifférent et apparaît fugitivement, mais de manière si puissante, dans les *Mémoires* et la musique de Berlioz.

De Claude Lorrain à la Lettre sur la campagne romaine de Chateaubriand, le paysage italien, avec ses ruines, ses lacs, sa lumière, les *Landscapes* d'Hubert Robert et les *Troupes du vieil Evrard*, est devenu une sorte de constante culturelle, de toile de fond indispensable à l'émotion romantique, et c'est en Italie qu'est né le paysage moderne, le paysage européen en général et le paysage français en particulier. Corot a peint Chertres après avoir vu Rome et le pont de Narni.

L'originalité de Léopold Robert, même s'il eut en ce domaine quelques prédécesseurs, est d'avoir ro-

présenté une Italie plus simple et réelle, telle que pouvait la découvrir un voyageur un peu curieux, l'Italie du village et du convent, du carnaval romain et des musiciens ambulants, les *pifferari*, s'arrêtant pour jouer et prier devant une image de la Madone. Une Italie qui n'est plus celle de Virgile ou de Poussin, mais fait de paysage-pensée aux *Fiancés* de Manzoni, ou à ce que l'on entrevoit de fraîche et rude campagne dans le *Senso* de Visconti.

Bien qu'il n'échappe pas toujours à la convention, c'est avec une véritable piété de folkloriste, d'ethnologue, que notre Léopold relève le détail d'un usage ou d'un costume, ainsi dans la délicieuse *Jeune fille de Sorrente*, dans les scènes religieuses ou dans la *Jeune fille d'Ischia* offrant des fruits à un ermite qui a rebattu une longue voie de chemin de fer de Paris à Lyon. C'est quand même un peu inquiétant. (Qui ne sut se borner ne sut jamais écrire), et Zola n'avait peut-être pas tout à fait tort de remarquer, à propos du *Christ en train* de Jérusalem, une toile « qui ne tiendrait pas dans une cathédrale », que « M. Gustave Doré avait fait immense » parce qu'il n'avait pu « faire grand ».

Dès 1847 (il n'a quinze ans !) il est engagé par Charles Philippon, le célèbre directeur de ces journaux « amusants » dont l'époque raffolait, le *Journal pour rire* et la *Caricature*. Il ne cessa par la suite de collaborer à des magazines et à des revues populaires comme le *Monde illustré*, la *Semaine des enfants*, le *Journal pour tous*, et multiplia les albums illustrés (*la Ménagerie parisienne*, *Histoire de la Sainte Russie*, *les Folies gauloises*) avec une telle verve et un tel succès que de ses caricatures on fit des papiers peints et qu'il apparut un peu comme le précurseur de la bande dessinée, même s'il n'a pas créé de type comparable au Tintin d'Hergé ou au Joseph Prudhomme d'Henri Monnier.

L'accueil triomphal fait à ses premiers livres, le *Rabelais* et les *Contes drolatiques* de Balzac, lui permit de prendre assez vite ses distances par rapport au journalisme, ce que ne put jamais faire Daumier, et de se consacrer à de plus ambitieuses entreprises. Il est impossible d'évoquer ici tous les ouvrages qu'il a illustrés (« J'illustrerai tout », disait-il), sauf à rappeler qu'il a toujours choisi les sujets les plus élevés (Dante, Milton, Shakespeare) et que l'ensemble est fort inégal.

Si l'on est pris par la truculence du Rabelais et le charme fleuri des *Contes* de Perrault, « un cadeau digne d'un roi », selon Sainte-Beuve, on hésite un peu devant le néo-romantisme étiré et laborieusement visionnaire de la Bible et de l'Enfer. Le *Don Quichotte* vaut mieux et le Coleridge. Mais dans ce domaine Gustave Doré n'a sans doute laissé qu'un seul chef-d'œuvre, et c'est l'al-

et Gustave

bum de Londres, si cruel et presque terrifiant dans son évocation des enfants et des juifs misérables de Whitechapel qu'on se dit que là était le véritable enfer et qu'en parlant d'autant plus étonnant l'indifférence de l'artiste à l'égard des plaies sociales de la France du Second Empire.

Illustrateur, sculpteur à ses heures et non sans mérites, Doré se voulait avant tout peintre et son désespoir fut de ne pas être reconnu tel par ses contemporains. A tel point qu'il expose surtout à Londres et, à partir de 1868, dans une galerie, la Doré Gallery, spécialement conçue pour accueillir ces toiles immenses qui sont aujourd'hui en partie perdues et paraissent moins relever de la peinture que du théâtre à grand spectacle et d'une sorte de préfiguration des superproductions cinématographiques des années 20.

Pourtant, si imparfait qu'en soit le métier, la peinture de Doré ne manque ni d'originalité ni de souffle (ses *Salmabanques* soutiennent la comparaison avec ceux de Picasso), et c'est un des mérites de l'exposition de Strasbourg d'attirer l'attention sur cet aspect peu connu de son talent. Le peintre est en effet un maître homme que l'illustrateur, et certaines toiles, le *Calvaire*, *Dante et Virgile dans le dernier cercle de l'enfer*, l'extraordinaire *Néophyte* surtout, laissent entrevoir une personnalité étrange, morbide, hantée de rêves douloureux, presque à la limite de la folie.

Mais c'est dans l'esquisse, l'anguille, la gouache, que Gustave Doré apparaît tout entier, jette toute la « lave » de son imagination. Qu'il s'agisse de scènes londoniennes, des lavas shakespeariens, des extravagantes compositions d'oiseaux exotiques ou de l'admirable album des vingt-six dessins sur le siège de Paris, on est là au niveau des plus grands, d'Hugo, de ce génie visionnaire qui est si rare chez les Français ; et, dans ses merveilleux paysages d'Ecosse, Gustave Doré est aussi moderne que les plus modernes de ses contemporains, lui qui semble n'avoir jamais même regardé l'impressionnisme. Gustave Doré : une énigme et une remarquable exposition.

Exact contemporain de Manet (1832-1883), né à Strasbourg et - si parisien, assidu à Compiègne et chez la princesse Mathilde, qu'il ait pu devenir - très attaché à sa province, surtout après l'annexion de 1871, Gustave Doré est un de ces artistes dont la précocité et la fécondité touchent à l'extravagance et laissent quelque peu perplexes le visiteur des deux expositions du Musée d'art moderne et de l'Antienne Douane.

Un dessinateur volcanique

André FERMIGIER.

UN MUSÉE, UNE ÉTAPE

Saint-Denis : la commune au carmel

La basilique, son Théâtre Gérard-Philipe, sa politique immobilière courageuse, dans la mesure où elle ne craint ni n'écarte l'architecture la plus affirmée, faisaient de Saint-Denis l'une des villes qui déplacent le centre de gravité de Paris. Le Musée d'art et d'histoire, qui s'est ouvert voici deux ans, est une nouvelle raison de prendre les autobus 154 à 156 et 256, le train (gare du Nord) ou le métro (stations Saint-Denis-Basilique ou Saint-Denis-Porte de Paris).

Le Musée d'art et d'histoire est logé à la meilleure des adresses, l'ancien carmel, qui rasquait le plus grand des périls jusqu'en 1972, date à laquelle la municipalité fit l'acte charitable autant que judicieux de racheter pour plus de 4 millions de francs les sévères et beaux murs. Rastait, car il se trouvait en pieux état, à la rendre utilisable, à l'accorder à son destin profane. La Ville (80 %), le conseil général (10 %), la direction des musées de France (40 %), selon des modalités traditionnelles, ont financé le projet mis au point par le conservateur Jean Rolin et

l'agence d'architectes Alain Richard, et si bien mis au point que le Carmel revisité a obtenu en 1982 le Prix européen du musée de l'année, décerné par le Conseil de l'Europe.

Une moitié seulement des bâtiments conventuels sont déjà ouverte au public, mais toutes les toitures ont été refaites, les travaux intérieurs se poursuivent à un rythme qui n'a rien de désespérant, si l'on attend encore le départ du greffe du tribunal, toujours logé dans la merveilleuse chapelle construite, dans les années 1780, Richard Mique, architecte du roi et auteur du Triomphe de Versailles.

Sous les sentences du ciel

La première qualité du musée est donc d'ordre architectural : une sobre et simple restauration, sous l'œil paternel des Monumenta historiques, qui préserve l'originalité des espaces, laisse en évidence les traces de leur ancienne fonction spirituelle. La deuxième, d'ordre pratique : une muséographie aussi discrète que possible et pourtant efficace et plantée au « design », si l'on veut, enfin, relative de l'intelligence. Pour être un musée « contrôlé » de première catégorie, le Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis ne cherche pas à faire concurrence aux grands musées nationaux, comme certains de ces musées de province que leur très modeste richesse n'empêche pas

de se prendre pour le futur « Grand Louvre ».

Ici, on a su mettre en valeur le fait local et faire respirer à leur rythme ces artistes qu'on dit parfois de second ordre, et qui le deviennent en effet si l'on cherche trop ostensiblement à les monter en épingle. Le fait local, c'est l'archéologie de Saint-Denis, chronologiquement en première ligne, avec de belles choses et pédagogiquement vertueuses. C'est encore l'ancien hôtel-Dieu, dont on a rassemblé les souvenirs épars, et notamment l'apothicaire : on le croirait, peut-être trop, s'être trouvés tous jours dans le bâtiment du carmel. Et c'est, bien sûr, le carmel, dont on parcourt les cellules avec ce frisson d'effroi léger que donne à

des âmes aussi impures que les nôtres l'idée d'une claustration choisie. On y rencontre, grande figure du moralisme, Madame Louise de France, huitième fille de Louis XV, qui s'effrita à remonter dans les voies du Seigneur la vie de son marque de père. Et celui-ci qui, aimant bien sa fille, lui rendait souvent visite, pouvait lire sur chaque mur du carmel les terribles sentences et les espoirs du ciel.

Nous aussi, nous les lions, ces sentences, et elles prennent couleur et saveur étranges dans certaines salles du musée. Ainsi, dans celles qui présentent le *Forêt de la Colonne de Paris* de 1871, menaçant ensemble à peu près sans équivalent pour ces jours agités de la capitale : estampes, dessins originaux, peintures, documents et photos de toutes sortes, objets, uniformes, drapeaux... Comme l'envers sauvage du Musée de l'Armée, aux Invalides.

La peinture n'a sa place ; le dessin l'aura bientôt, grâce, notamment, à sa collection de lithographies et de bois gravés de Daumier : près de quatre mille feuilles. Et la littérature enfin, puisque la musée possède un très sérieux fonds Eluard. Mais d'ici ces temps bérés, il y a déjà bien à voir à Saint-Denis, et un trait de maître.

FREDERIC EDELMAN.

grandes écoles

LA ROUTE DES FESTIVALS

Avignon : la longue nuit

noires et la « culotte petit-bateau ». Les vieillards n'en sont pas exclus et les enfants y sont rois. Il y a chez Gallotta, comme chez Pina Bausch, des attachements, mais ils sont des drôles et gais, et des grandes descentes vers l'avant-scène et le public, mais sans agressivité déceptrice. Et les danses tribales ressemblent tantôt à de grandes sarabandes, tantôt à des jerks où l'on s'attrape à bras le corps sans chercher à faire joli, et ceux qui ne dansent pas vont se reposer sur les côtés comme des échassiers repêlés.

La tribu Gallotta a sa propre mesure du temps, rythmée par la musique d'Henri Torgue ; parfois tout le monde repose allongé sur la scène ; alors on peut regarder le ciel, les toits de la Chartreuse, quelques

LIEUX, POUVOIR. ET CRÉATION

La transfusion

Blanc, l'expérience a été lancée il y a dix-huit mois. Elle englobe trois équipes de création : le Centre dramatique des Alpes — une quarantaine de personnes que Lavaudant dirige à part entière, — le groupe de danse de Jean-Claude Saloteta — une vingtaine de personnes — et le duo de musiciens Angel et Maimone.

En principe, tout le monde doit travailler en harmonie. En réalité, l'organisation est un casse-tête. Jacques Blanc énumère : « Par habitude, la tendance est à l'autonomie. Chacun fait ce qu'il a à faire. Quand l'un des groupes part en tournée avec son équipe technique, il n'y a plus assez de personnes pour faire pièce. Quand les trois sont là, il y a plethore. Et quand les trois répètent, on ne sait plus où se mettre. L'architecture n'est pas été modifiée. Il n'y a toujours

str. présente

Enfer et Passion

Egon Schiele

Jane Birkin
Mathieu Carrière

Christine Kaufmann
Kristina Van Eyck

Nina Fallenstein
Marcel Ophuls

Directeur de la photographie RUDOLF BLAHACEK - Scénario d'HERBERT VESELY et LEO TICHAT - Décors de LEO TICHAT
Une coproduction DIETER GEISLER FILMPRODUKTION GMBH & CO
HERTELLUNGS et VERTRIEBS KG (Berlin) - GAMMA
FILM GES.mbh (Salzburg) - V.FILM - HERBERT VESELY
(Vienne) - PROFINANZ FILM GES.mbh (Salzburg) et CINE-
PRODUCTION S.A. (Paris) - Distribué par S.C.V.

QUATRE AMÉRICAINS: Johnson, Katz, Kozloff, Woodman. Galerie Zabrizko, 37, rue Quincampoix. Jusqu'au 10 septembre.

SHEILA HICKS - DANIEL GRAFFIN. - Paris Art Center 36, rue Falguière.

LES SÉDUCTIONS UTOPIQUES.
Choix de publicités littéraires. - Galerie

JEAN-PIERRE CHAUVET. Peinture.
— Galerie Breteau, 70, rue Bonaparte (326-40-96). Jusqu'au 31 juillet.

PIERO GUCCIONE. Huiles et pastels.
Galerie Claude-Bernard, 9, rue des Beaux-
Arts (326-97-07). Jusqu'an 30 juillet (et
de septembre à octobre).

MELOIS. Sculptures. Galerie J.-P. Lavignes, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (633-55-02). Jusqu'au 28 juillet.

JOAN MIRO. Œuvres récentes. Sculptures et gouaches. - Galerie A. Maeght, 46, rue du Faubourg (773-72.60). Jusqu'au 28 juillet.

En région parisienne

son Image. — Photographies. Centre Gérard-Philippe, rue Henri-Douard (084-38-68). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'an 30 septembre.

DOURDAN. Nicolas Vial. — Musée du Château, place du Général-de-Gaulle

MELUN. Autour du pont de Mairie

NEMOURS. Lakame : sculptures, bijoux, œuvres graphiques. Châteaune-musée (428-27-42). Jusqu'au 25 août.

biographie de Saint-Quentin. - Musée Tavet-Delaucour, 4, rue Lemerrier (031-93-00). Sans mardi et jours fériés, de 10 h à 12 h et de 14 à 18 h. Jusqu'au 6 novembre. Louis Hayet, 1854-1940. Musée Pissarro, 17, rue du Château (031-06-75). Sans mardi et jours fériés, de 10 h à 12 h et de 14 à 18 h.

SCEAUX. Colbert au pavillon de l'Aurore. Parc du château (661-06-71). Jusqu'au 25 septembre.

Le Monde daté 30 juin a publié une liste des principales expositions d'été en province. En voici quelques autres :

ALÈS. Franz Masareel. — Musée muni-

Principal du Colombier (36-30-40). Jusqu'à fin août.

the 1990s, the number of people in the United States who are 65 years of age or older has increased by 50% (U.S. Census Bureau, 1997). The number of people aged 65 and older is projected to increase to 20% of the total population by the year 2020 (U.S. Census Bureau, 1997). The number of people aged 65 and older is projected to increase to 20% of the total population by the year 2020 (U.S. Census Bureau, 1997). The number of people aged 65 and older is projected to increase to 20% of the total population by the year 2020 (U.S. Census Bureau, 1997).

de la tribu Gallotta

spectateurs qui s'endorment basculent brutalement en avant sur leurs sièges diaboliques (les anciennes « cuvettes » de la cour du palais des Papes). Un entracte bienvenu d'une heure et demie et les vertus du bifteck-frites rendent force et courage.

A la reprise (2 heures du matin), il y a peu de déflections, et l'on attrape allègrement les *Survivants*. Changement de ton et de style. Le décorateur Léo Standard a empaqueté le cyprès qui occupe un coin du théâtre. *La Valse des fleurs*, de Tchakovski, évoque le ballet. Les danseurs exécutent en diagonale des pas bizarres qui les font ressembler à des pingouins ; puis deux garçons tiennent une fille et la cambrent

doucement en arrière jusqu'à ce que son pied touche sa tête. Réminiscence des pas appris, une danseuse traverse le plateau sur pointes. Pieds en dehors on pieds en dedans ? Tout le monde s'interroge et s'essaye dans tous les sens.

Le groupe Emile Dubois raconte sa saga, comment il a trouvé de nouvelles formes, un nouveau langage ; mais il est bien regrettable que la chorégraphie s'attarde sur chaque invention gestuelle et la répète jusqu'à saturation, créant un effet de fatigue dans le public. On se réveille d'un seul coup avec le liécher sur scène de petits enfants en chaussons noirs courant en tout sens, ventre en avant, tout nus et tout blancs dans le vent de la nuit. Tonton Gallotta récupère un bébé qui

est tombé et le coince sous son bras. Tout serait parfait si l'acte s'achevait là, mais le chorégraphe tient à boucler la boucle, et tant pis pour le confort du spectateur.

Il faudra encore patienter avant le solo très attendu de Jean-Claude Gallotta, solo monologue où il joue les ahuris, va s'asseoir sur les genoux d'une vieille dame-mémère, et ébauche une amorce de pas cinquante fois différé. Ce n'est peut-être pas de la danse, mais c'est du grand art. Il est 5 heures, l'aube blanchit, il est temps d'aller se coucher.

MARCELLE MICHEL

* Les *Survivants* seront présentés au cours de la prochaine saison du Théâtre de la Ville.

grenobloise

qu'une seule salle de répétition. Les gens ont commencé les répétitions et les répétitions en retraite, une trentaine de personnes sont parties et ont été remplacées par des personnes artistiques. On a fini la messe salariale à 50 % du budget total, le reste est pour la production et l'accueil des spectateurs. Mais la génération des vingt-cinq-trente ans, chez les répétiteurs, éclairagistes, ingénieurs du son, etc., se méfie de l'institution.

Participer à la production, en discuter, ils sont d'accord. Faire l'accueil des artistes. Et puis tout est objet de négociations. Par exemple charger le jour de répétition, il est fait au lundi. Si bien que quand on doit monter le décor d'un spectacle invité, on doit le faire le mardi, qui est un bon

jour. Et quelquefois le mercredi. On ne peut pas commencer les répétitions avant le jeudi, et on arrive tout de suite au week-end. Quand même, les syndicats sont moins braqués qu'avant.

Pour les acteurs du Centre dramatique, la situation n'a pas beaucoup changé. « Comme tout le monde », dit Georges Lavaudant, « ils ont peur de perdre leur âme dans la Grande Maison. Ils avaient choisi la formule d'un centre dramatique, le théâtre avant tout. Dès qu'on a essayé d'établir la liaison avec les autres groupes, ils ont bloqué. Maintenant on commence à se connaître un peu mieux. Cette année, j'ai fait trois mises en scène l'Enfermement au sécul, Stendhal, les Capricieux. L'année prochaine, je n'en fais pas de nouvelles, je m'occupe d'avantage de la maison.

Nous avons pris conscience de problèmes inattendus. Nous avons développé le travail, mais nous n'avons pas eu le temps de donner de la chaleur au lieu. On nous le reproche et on a raison, cela ne va pas de soi. Il faut reconsidérer la question.

Georges Lavaudant regrette-t-il de n'avoir pas, comme Patrice Chéreau à Nanterre, changé de statut et transformé la maison de la culture en théâtre ? Il ne le regrette pas : « On ne pouvait pas, ou alors il aurait fallu un théâtre pour Gallotta, un autre pour Meimone, Grenoble n'est pas une grande ville. C'était été inutile et coûteux. La transition entre les trois équipes se fait plus lentement que prévu. Mais enfin elle se fait.

COLETTE GODARD

Aix-en-Provence : fantaisie urbaine

En trois ans, les manifestations de rue sont devenues une spécialité du Festival de danse d'Aix-en-Provence. Au début il s'agissait d'animation avec des démonstrations sur podium, des mini-spectacles dans la zone piétonne. Avec la venue de la chorégraphe Suzanne Buirge comme conseillère artistique, on s'est mis à concevoir de véritables projets en relation avec l'espace urbain, son réseau de circulation et la mise en valeur de ses bâtiments.

Cette année, l'opération « danse dans la rue » a été montée avec le concours de sept plasticiens qui devaient réaliser une œuvre en rapport à la fois avec la ville et la danse, une œuvre suscitant les interventions de trois chorégraphes.

Le résultat de ces « actions », menées chaque jour entre 17 heures et 21 heures sur diverses places aixoises, est assez inégal. Il semble qu'il n'y ait pas eu de concertation entre les plasticiens, coordonnés par Ramon Tio Bellido, et les danseurs, qui ont dû se contenter le plus souvent d'évoluer autour des œuvres des sculpteurs sans pouvoir s'en inspirer. Chacun est resté dans son domaine, dans son univers. Et même ainsi les choses n'allaient pas toujours de soi. Jean-Charles Blais, qui avait choisi de travailler le thème de la danse sur des supports d'affiches décollées en respectant les traces et les accidents du matériau, s'est vu refuser en dernier moment l'autorisation de les disposer sur la place de la mairie, pourtant transformée l'été en une vaste terrasse de café vivante et populaire.

Antoine Desjardins, qui peignait place des Chapelles une sculpture géométrique, déglacée en cours d'élaboration, a subi l'ère d'un notable riverain spécialiste, lui, de la pratique du gourd. Son « œuvre d'art » a fait long feu. Un matin on l'a retrouvée en petits morceaux.

Robino Gaspari a eu du mal à trouver des murs pour étaler ses signes en pâte à modeler, des signes que l'on peut rattacher à la danse par leur fluidité, leur rythme et leur caractère éphémère. Derrière lui une bande d'enfants excités - amenés spécialement de la ZUP - attendaient la fin des opérations, moment où ils pourraient disposer du matériel de modelage.

David Mach travaille sur les volumes ; il a suggéré par une accumulation de briques une épave d'avion qu'il a abandonnée sur la place des Cardours, tandis que François Bouillon coulait du plomb sur l'ombre des passants, transformant la place de l'Université en une sorte de cimetière surréaliste. Pierre-Alain Hu-

bert a eu moins de problèmes : il a organisé un feu d'artifice conçu pour déformer l'ordonnance rigide des maisons du quartier des cardours dans les mirages d'un embrassement.

La plus imaginative reste Dorothée Seiz. Avec 500 kilos de pastilles coupées en tranches et enfilées sur des piquets, elle a réussi à donner un air mauresque à la noble place d'Alberis. Elle avait amené avec elle Akla Sabri, spécialiste de la danse du ventre. Attirés par cette Shéhérazade, les enfants ont surgi nombreux, puis peu à peu les Maghrébins, et tout s'est achevé joyeusement dans la consommation du décor.

Subversions, fantaisies

La partie danse était assumée par des chorégraphes locaux, Geneviève Sorin, Georges Appaix et Odile Duboc. Cette dernière est aujourd'hui une spécialiste de l'intervention de rue (elle a organisé une opération récemment à Paris, au canal Saint-Martin). Elle peut avec son groupe investir une place avec de grands déplacements élastiques qui en modulent l'espace ; elle sait aussi déstabiliser le public par d'imperceptibles subversions des gestes quotidiens : ce sont deux sœurs jumelles à un balcon, immobiles, serrant sur leur cou un pot de bégonias, ou deux garçons à vélo pédalant d'une même lenteur, un consommateur qui s'immobilise le verre à la main, une femme accroupie dans la foule.

La rue peu à peu prend un éclatage hyperactif : les gens s'observent et tout devient insolite, l'homme assis sur une marche, la femme qui sort de la teinturerie un vêtement sur le bras. Et lorsque les danseurs sont partis, on surprend les

passants en train de jouer les automates, de faire des mines, conscients soudain du simple fait de marcher, de s'asseoir... d'exister.

Georges Appaix, lui, a organisé dans différents lieux l'arrivée de voiture blanche décapotable de deux couples en blanc, un peu guidés, supérieurement élégants. Jeu de contraste, cette fois. Autant de notations rapides, ponctuelles, petits grains de fantaisie dans l'environnement urbain, que l'on souhaiterait plus nombreux.

Grâce à eux les Aixois ont eu l'occasion de redécouvrir la beauté de lieux qu'ils pratiquaient sans le voir. L'appartenance de projets « off » montre aussi que les danseurs aixois ont le désir d'intervenir dans leur ville, d'y recréer le hasard. La population se montre très disponible pour jouer le jeu et partager l'aventure. Quand le projet est généreux, inventif, le public a du talent.

M. M.

EXPOSITIONS

ANGERS. Tomie Ungerer. - Musée des Beaux-Arts, 10, rue des Beaux-Arts (88-64-65). Jusqu'au 18 septembre. Vitrines de l'homme ; sculptures à toucher. - Musée Pinck, 32 bis, rue Lempereur (88-94-27). Jusqu'au 11 septembre.

ANNÉCY. Alcegalet ou la grève automne. - Musée-château (45-29-66). Jusqu'au 30 septembre. - Des Bourgeois à Bayard : mille ans de Moyen Age. Jusqu'au 31 octobre.

ANTIBES. Armes à Antioche : la parade des objets, 1955-1983. Picasso et la Méditerranée. - Musée Picasso, château Grimaldi (33-67-67). Jusqu'au 30 septembre.

ARCACHON. La ville d'Arcachon. - Centre socio-culturel, 51, cours Turgot. Jusqu'au 31 août.

AUXERRE. Legs Zervos. - Maison de tourisme, 1-2, quai de la République (52-26-27). Jusqu'au 31 octobre. Bustow. France. - CEDAAC, 2, place Saint-Germain (46-58-51). Jusqu'au 20 août.

AVIGNON. L'art gothique alsacien : enluminure, peinture, orfèvrerie, sculpture. - Musée du Petit-Palais, place du Palais-des-Papes (86-44-58). Jusqu'au 2 octobre.

BAR-LE-DUC. Michel Gérard, illustrateur 1972-1983. - Musée, esplanade du Château (76-14-67). Jusqu'au 30 septembre.

BORDEAUX. Oskar Kokoschka, 1886-1980. - Musée des beaux-arts, 20, cours d'Albion (90-91-60). Jusqu'au 1^{er} septembre. Sol Lewitt : murs peints et structures. - C.A.P.C., entree Laté, rue Ferrière (46-58-51). Jusqu'au 27 août.

BAYONNE. D'effets de mode. - Musée Bonnat, 5, rue Jacques-Laffitte (59-08-52). Jusqu'au 5 septembre.

CAEN. Jeanne Rivalland. Gravures récentes. - Musée des beaux-arts (85-28-63). Jusqu'au 29 août. Cercle - carré - triangle : peintures, sculptures, mobilier 1936-1986. - Hôtel d'Escourville (85-73-15). Jusqu'au 20 août.

CAGNES-SUR-MER. Festival international de la peinture. - Retrospective des lauréats des Grands Prix des Festivals de puis 1979. Château-musée (20-87-29). Jusqu'au 30 septembre.

CALAIS. Aurore Messager : cinéastes 1982-1983. - Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu (97-99-00). Jusqu'au 9 octobre. Franta : peintures, dessins. Galerie de l'ancienne poste, 13, boulevard Gambetta. Jusqu'au 29 août.

CASES-DE-PENE. Robert Zakariashvili. - Fondation du château de Jan. Jusqu'au 15 septembre.

CHARTRES. Six expositions pour les mois d'été : Bellini, De Rada, Dupin, Gibert, Rousselot, Varlet. - Musée des beaux-arts, 29, rue du Cloître-Notre-Dame (36-41-39). Jusqu'au 3 septembre.

CHATEAUBRIANT. Biennale nationale de la céramique contemporaine. - Couvent des Cordeliers. Jusqu'au 31 août.

CLERMONT-FERRAND. Les indices de la préhistoire surprenante. - Musée Bargoin, 45, rue Balmainvillers (91-37-31). Jusqu'au 15 octobre.

COUTANCES. Art en France, 1968-1980. Les Uselles (45-23-72). Jusqu'au 16 septembre.

DIJON. Portrait d'un village : Sébastien Colombe-en-Auxois. Musée Partin de Peyronville, 17, rue Sainte-Anne (30-65-91). Jusqu'au 17 octobre.

DUNKERQUE. Gérard Schmalzer. Musée d'art contemporain, avenue des Balais (65-98-00). Jusqu'au 26 septembre. Les peintures orientalistes, de 1850 à 1914. Musée des beaux-arts, place du Général-de-Gaulle (66-21-57). Jusqu'au 8 septembre.

EPINAL. Frank Stella-Michel Gérard : ce qui fait sculpture. - Musée départemental, 1, place Lagarde (82-50-33). Jusqu'au 31 août.

EVREUX. Tal-Cost, parcours 1945-1983. Musée, ancien Evêché (39-34-35). Jusqu'au 30 août.

FONTENAY-AUX-ROSES. La Loire, lieu de développement, société et culture. Jusqu'au 30 octobre. Art sacré contemporain, art de l'église. Jusqu'au 30 juillet. Abbaye de Fontenay (51-73-52).

GORDRES. Antoni Tàpies : peintures, œuvres et vases 1962-1983. Jusqu'au 29 août. Les cloches et leur espace. Jusqu'en septembre. Abbaye de Senanque (72-02-05).

GRENOBLE. Trois dessinateurs au siècle : Belle, Dock, Gaudy. Musée, place de Verdun (54-09-52). Jusqu'au 31 août. Le roman des Grenoblois, 1840-1980. Musée Dauphinois, rue Maurice-Gignoux (67-66-77). Jusqu'au 15 septembre. Stendhal (842-27-39). Jusqu'au 18 septembre.

HONFLEUR. Jean Souverbie, 1891-1981. XXV^e Salons des artistes honfleurais. - Grunier à St. Jusqu'au 31 août.

LA CAVALERIE (Aveyron). Mœstra del Larzac. - Les Intrus (62-70-93). Jusqu'au 31 août.

LA ROCHELLE. La nature à l'huile. Chapelle Fromentin (41-38-58). Juillet. Art et orfèvrerie. Maison de la culture. Jusqu'au 31 août.

LYON. Eugène Boudin, 1843-1907. Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre (28-07-66). Jusqu'au 30 août. Adama. La terre. ELAC, centre d'échanges de Perache (842-27-39). Jusqu'au 18 septembre.

MACON-SAINT-ALBAIN. Gustave Eiffel sur l'antenne. Antenne A 6. Jusqu'au 5 septembre.

MARSEILLE. Alfred Hoffmann : Hommage à Marseille. Musée Cantini, 19, rue Grignan (54-77-75). Jusqu'au 15 septembre. - Hommage à Stendhal. Musée des beaux-arts, palais Longchamp (52-21-17). Jusqu'au 30 septembre. Transfiguration : Alberola, Barcelo, Biondi, Di Rosa, Pencil, etc. - Arca, 61, cours Julien (42-18-01). Jusqu'au 27 août.

MENESSES. Henri Mangin, 1874-1949. Galerie Cance Mangin (72-31-81). Jusqu'au 30 septembre.

MONTAUBAN. Zao Wou-ki on se bécote du coin. Retrospective. - Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. Musée Fabry, 13, rue Montpelier (66-06-34). Jusqu'au 30 août.

NICE. Stefano Della Bella, Florence, 1618-1664. Cernusca. Musée des beaux-arts Jules-Chiari, 33, avenue des Baumettes (98-53-18). Jusqu'au 30 septembre. Hercule Tracchi, 1820-1872. Peintures, sculptures et dessins. Galerie des Fouchettes, 77, quai des Etats-Unis (85-45-23). Jusqu'au 30 septembre. Francesco Clemente. Galerie d'art contemporain, 59, quai des Etats-Unis (85-42-34). Jusqu'au 31 août. Niko Pirosmanashvili. Musée international d'art, rue Anatole-Jakovsky, Château Saint-Hilaire, avenue Val-Marie (71-78-33). Jusqu'au 31 août.

NIMES. Pablo Picasso à Nîmes. Musée des beaux-arts, rue Cist-Foix (67-38-21).

PAU. Arnold Gorenstori. Musée des beaux-arts, rue Mathieu-Lalanne (27-33-02). Juillet-août.

RENNES. Bernard Pagès. Musée des beaux-arts, 20, quai Emile-Zola (30-83-87). Jusqu'au 20 août.

SAINT-BENOIT-DE-SAULT. Jeanne Walstra. Mairie (47-51-44). Jusqu'au 20 août.

SAINT-JEAN-PIED-DE-PORT. Frédéric Breck. - Galerie de la Citadelle, 38, rue de la Citadelle (37-08-52). Juillet-août.

SAINT-OMER. Delft, capitale de la faïence. Musée Sandelin, 14, rue Carnot (36-00-94). Jusqu'au 2 octobre.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. Max Ernst. Fondation Mangin (32-81-63). Jusqu'au 5 octobre.

SAINT-REMY-DE-PROVENCE. Daniel Hamak. Galerie N. Gust, 5, rue de la Commune (92-00-73). Jusqu'au 15 août.

SAINT-TROPEZ. Roger de la Frumaye. Retrospective. Musée de l'Annecy (97-04-01). Jusqu'au 29 septembre.

STRASBOURG. Gustave Doré, 1832-1883. Musée d'art moderne et musée historique (35-47-27). Jusqu'au 31 août. Le palais dans l'art et les traditions populaires d'Alsace. - Musée Alsacien, 23, quai Saint-Nicolas (35-55-36). Jusqu'au 8 janvier 1984.

VEZELAY. Legs Zervos. Ancien docteur des écoles. Jusqu'au 31 octobre.

VILLENEUVE-LES-AVIGNON. Deux artistes et le temps. CTRCA, Chartrusse (25-05-46). Jusqu'au 7 août.

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, av. Bouquet (71) - 855-79-15
PEINTRES CONTEMPORAINS
DU MEXIQUE
dans les collections parisiennes
T.J. et (du 10 à 18 h, 12h-18h)
14 JUIN - 26 JUILLET

JOIN-JUILLET
SIMA
LE POINT CARDINAL
12, RUE DE L'ÉCHAUDÉ
PARIS.

SOPHIA ANTIPOLIS
Le quartier Latin
aux champs
(93) 33-10-10
Sources Sophia Antipolis
06560 Valbonne

COMEDIE DES
CHAMPS-ÉLYSÉES
JEAN LEFEBVRE
OUVERT
TOUT CÉTÉ
Pauvre France!
600
ANNIK ALANE
RICHARD DARBOIS
NADINE CAPRI
GEORGES BELLER
"ALLEZ LES RIRES"
LUEF 720 00 24 723 37 21 et AGENCES

En V.O. (dolby) : GAUMONT AMBASSADE - FORUM LES HALLES
14 JUILLET BEAUGRENELLE - 7 PARNASSIENS - ST-GERMAIN STUDIO
en V.F. (dolby) : FRANÇAIS - GAUMONT RICHELIEU - MONT-PARNOS
GAUMONT SUD - NATION - Clichy PATHE - FAUVETTE
Péplum : VERSAILLES Cyano - CHAMPIGNY Pathé
THAIS Belle Épine - FOSSY Rex - RUEL Arto - VÉLUT Studio
LA DÉRENSE 4 Temps - COLOMBES Club - ARSENTEUR Alpha
VINCEWES 3 Vincennes - EVERY Gaumont - BOULOGNE Gaumont Ouest
VILLENEUVE Arto - AULNAY Parloir - BOUSSY ST-ANTOINE Buxy

ANTHONY PEROS
REVUE 2
REVUE 2
22 ans après,
Norman Bates
rentre chez lui.
INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

FORMES

Joseph Sima

UNE fois de plus Joseph Sima nous est restitué et, pour une bonne part, sous maints visages neufs (1). Dans cette exposition, pleine de richesses, les apparitions surréelles n'ont pas fini de nous étonner, au sens primitif du terme, telle cette pierre tombale visitée, en sa nuit bleue, par la Foudre, synonyme d'énergie. Bien davantage qu'une allégorie, cette chute qui précède de sept ans celle d'Icare, c'est la projection sur la toile d'une aventure spirituelle qui va s'abîmer dans l'extase du vide-lumière. La Foudre est inédite, comme ce Cristal de 1925, générateur des cristallisations futures, ou encore Corps d'azur en forme de ciel, le Versant d'une mémoire, Bande onirique, et la Rivière souterraine, charismatique d'émotions, qu'un retour avec joie, entre pas mal d'autres témoignages d'une poésie insolite, fidèle reflet d'un monde analogue, s'amalgame avec l'intrusion souveraine du mythe.

Chiara Fiorini

Si jeune et déjà si sûre de toucher au but dans sa poursuite de l'impalpable, Chiara Fiorini a remporté les premières étapes, foulant d'un pied léger la Terre qui se dérobe et qui s'élargit sans cesse ses fuyants horizons (2). Symboles du monde des sons et du monde visible, un monde à la fois évanescence et soumis à la rigueur linéaire. La musique s'y transpose en effet, fixe ses notes sur des portées de rêve : Cosmogonie ou Vibrations musicales. Géométrie snibille, toute en nuances bleutées, vert empire, jaune paille. Le paysage ne se dérobe jamais dans ces Jardins de la mémoire : mer, marécages, villes, ports, où l'eau comme l'aube ruisselle. Y trouverait-on des parcelles, ici avec Vieira da Silva, là avec Nicolas de Staël ? Discutables sans doute mais plutôt honorables. Et puis, dans les dernières bulles, Un reste de lumière sur la plaine, Personaggi in cerca d'autore, on assiste à des tonalités plus accusées. La peinture trouve de plus en plus son auteur.

Jean-Pierre Chauvet

Sachons gré à Jean-Pierre Chauvet, encore un jeune pour

qui la peinture reste la peinture, de maintenir et de renouveler l'art gestuel, de transcrire un dynamisme intérieur bien équilibré en explosions colorées, à dominantes qui peuvent être bleues ou rouges. Sombres ou foisonnantes, ses toiles épousent les rythmes originaux et les commencent au spectateur. Au Soufflet vert, en mars dernier, Chauvet figurait dans le groupe Scanning, rendez-vous de la peinture « en train de se faire ». C'était convaincant en dépit de la modestie du lieu. Dans cette galerie (3) à la taille de ses conceptions, la preuve est faite qu'il sait voir grand.

Parvine Curie

Roulant vers la Bourgogne, prenez le « temps de voir », à Maillot, tout près de Sens, les sculptures de Parvine Curie envahissent par les toiles d'Ansel (4). L'art robuste de la première, ascétique et parcourue d'une spiritualité intense, n'a plus besoin d'être révélé, mais il mérite d'être revu, et on sera frappé notamment par la Grande Porte de bois sculpté, préfiguration de celle qui veillera sur la donation Pierre-Lévy, à Troyes. Ajoutons qu'une autre exposition, groupant des œuvres de Parvine Curie et de François Stahly, se tient au château de Ratilly.

On ignorait en revanche qu'Ansel, jusqu'ici connu par un petit nombre de formats en général réduits, fût déjà l'auteur d'une œuvre énorme et combien variée. Quel registre ! Il va des « parcours » juxtaposant des mini scènes qui racontent une histoire de bout en bout ; aux « grandes machines », Ansel n'a pas peur de l'anecdote. Ni de reprendre des thèmes archaïques (Bœuf écorché, Histoire d'un bœuf). Ni d'éclaircir des sortes d'albums de voyages, des paysages, des taumachies. Ni de se donner à fond en d'innombrables et ardentes compositions, en rougeoyants clairs-obscurs.

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) Le Point Cardinal, 12, rue de l'Ecluse.
- (2) Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi.
- (3) Galerie Breteau, 70, rue Bonaparte.
- (4) 13, rue du Temple, Maillot, près Sens, (Yonne).

LA SAISON PROCHAINE

Radio-France : tonalité française

Cinq cents concerts (dont quatre cents à Paris), des ensembles réunissant trois cent cinquante-quatre musiciens et choristes, font de Radio-France l'une des entreprises essentielles de la vie musicale. La saison prochaine sera marquée par le 50^e anniversaire de l'Orchestre national, qui accomplira une nouvelle tournée aux Etats-Unis et au Canada.

Les programmes, qui suivent les mêmes lignes que les années précédentes, auront une tonalité française peut-être plus accentuée que de coutume : dans les soixante-dix-neuf concerts mis en abonnements, soixante-huit des cent quarante-deux compositeurs seront des Français, dont vingt et un vivants, et soixante-huit également des cent quatre-vingt interprètes. On notera particulièrement, dans les cycles symphoniques, la création du Concerto pour violon de Dutilleul (par Isaac Stern) et d'Otava bassa de Malec, la 1^{re} Symphonie de d'Indy, la Troisième de Magnard, le Requiem de Berlioz, le Choral sur le nom de Fauré et la Partita de Koechlin, les Evocations de Roussel, Aubade, le Concert champêtre, le Stabat Mater et les Répons des ténors de Poulenc, le Psalme de Schmitt, etc.

L'Orchestre national sera dirigé par Maazel, Conlon, Sawallisch, Baudou, Krivine, Dutoit, Pesko, etc. Renseignements et abonnements : Radio-France, service accueil et animation, pièce 2237, 116, avenue du Président-Kennedy, 75786 Paris-Cedex 16 ; Tél. : 730.23.08.

Rendez-vous à l'Opéra

• Au Grand Théâtre de GENÈVE : Lucie de Lammermoor (direction Santi ; mise en scène Pizzi) ; Pelléas et Mélisande (Lopez-Cobos, Roehrich) ; la Vierge jeune (Jordao, Savary) ; Un bal masqué (Chailly, J.M. Simon) ; Mavra de Stravinsky (Auberson, Camerlino) et les Sept Péchés capitaux de Weill (Auberson, Araz) ; Idoménée (Taite, Roehrich) ; l'Italienne à Alger (Chung, K. Russel) ; Alceste (Stein, Pizzi).

• A l'Opéra de LYON : Iphigénie en Aulide (Gardiner, Bayen) ; le Songe d'une nuit d'été de Britten (Kasprzik, Leiss) ; Eugène Onéguine (Gardiner, Serban) ; Hippolyte et Aricie (Gardiner, Pizzi) ; Cenerentola (Jordan, J.-M. Simon) ; l'Étoile de Chabrier (Gibault, Erlo) ; Così fan tutte (Gardiner, Coutance) ; l'Echarpe rouge d'Aperghis, création (M. Foster, Vitez) ; Nabucco (Delogu, Benham).

• A l'Opéra-Théâtre de NANCY : Ariodante de Handel (Diederich, Pizzi) ; Mireille (Kaltenbach, Boursseiller) ; la Walkyrie (Giovannetti, W.-D. Ludwig) ; Lucrèce Borgia de Donizetti (mise en scène Ionesco) ; Boulevard Solitude

de Henze (Kaltenbach, Boursseiller) ; Cinq chants pour un roi fou de P.-M. Davies et Aventures de Ligeti (Boulez, Fiedmann) ; Pygmalion (Herreweghe, Lennel).

• A l'Opéra de NICE : les Vêpres siciliennes (Masini, Auray) ; Arabella (Klobucar, Sulzberger) ; Dialogues des carmélites (Périsson, Deiber) ; Louise (Klobucar, Bernut) ; Madame Butterfly (Derieux, Wallmann) ; le Turc en Italie (Rivoli, Thamin) ; la Force du destin (Klobucar, Benham) ; Wozzeck (Klobucar, Médecin) ; la Flûte enchantée (Pittilli) ; le Barbier de Séville (Ereke).

• A l'Opéra du RHIN : la Guirlande de Rameau (mise en scène Terrasson) ; Werther (Chmura, Terrasson) ; la Chauve-Souris (Schmitzler, Künemann) ; Don Giovanni (Guschlbauer, Ponnelle) ; les Noces de Debussy (Schmitzler, Terrasson) ; H. H. Ulysse, création de Jean Prodromidis (Terrasson) ; les Fées de Wagner (Prick) ; Tannhäuser (Guschlbauer, H.-P. Lehman) ; l'Italienne à Alger (Franci, Le Poullain) ; les Pêcheurs de perles (Périsson, Terrasson) ; Xérès de Haendel (Farncombe, Wand).

CINÉMA

Reprises

« Le Masque de Fu Manchu » de Charles Brabin

Fumerie d'opium, salle des tortures, supplices érotiques. Films d'aventures fantastiques (1932) où le « péril jaune » prend des aspects inattendus, avec Boris Karloff et Mirna Loy.

ET AUSSI : Hair, de Miles Forman (la comédie musicale des années 60 ; l'univers des hippies par un Tchèque émigré, inspiré) ; le Docteur Jivago, de David Lean (un médecin et poète dans la révolution russe. Grand spectacle romanesque d'après Boris Pasternak) ; Morocco et X-27, de Josef von Sternberg (deux fois Marlène Dietrich, comédienne et star).

MUSIQUE

Une semaine à Avignon

Capitale incontestée du théâtre musical, Avignon propose aux amateurs une semaine bien remplie : Après les Visites espérées, de Philippe Hersant (les 22, 23 et 24 juillet), ils pourront découvrir le Lohengrin, de Jules Laforgue, mis en musique par Salvatore Sciarrino (les 23, 24, 25, 26, 27 et 28 juillet) dans une mise en scène de Pier-Alli, par la Scala de Milan, Au puits de l'épervier, de Yoshihisa Tatara, avec le groupe Madance-Rituel-Théâtre (les 24, 25, 26, 27 et 28 juillet), ainsi que le Cadeau de l'empereur, opéra pour enfants et voix humaines, de Giovanni Marini, avec les chanteurs et les musiciens de l'École de musique populaire de Testaccio.

Comme si cela ne suffisait pas, le programme musical de France-Culture a ouvert à l'Atelier-théâtre et musique de Béguelier les portes de la Chapelle des Cordeliers devenue Maison des compositeurs, où, chaque jour, à 17 heures et 22 heures, jusqu'au 29 juillet, on verra de courtes pièces de théâtre musical ou de musique théâtralisée.

SÉLECTION

La liste des auteurs serait trop longue, d'ailleurs ils changent chaque jour.

EXPOSITIONS

Le legs Zervos à Auxerre et Vézelay

Brauner, Charbonne, Fernandez, Hélon, Lam, Laurens, Picasso, Sima, Villon... Un choix de quatre-vingt-dix œuvres provenant du legs que Christian Zervos a fait à la ville de Vézelay, afin d'y créer une fondation Yvonne Zervos (lire notre article page 9). L'initiative des Cahiers d'art et sa femme avaient en effet quelques attaches avec la région, une ferme achetée dans les années 30, où ils recevaient leurs amis : Char, Eluard, Léger, Le Corbusier... (Maison du tourisme d'Auxerre, ancienne d'artois des mines à Vézelay, jusqu'au 31 octobre).

ET AUSSI : Art en France 1960-1980 ; à Coutances : vingt-sept artistes, quarante-deux œuvres. Nouveau-réalisme, support-surface, nouvelle figuration... (Centre d'animation Les Unelles) Pablo Picasso à Nîmes : de la période bleue jusqu'à la fin de sa vie, quarante-cinq œuvres sélectionnées par Jacqueline ; quelques inédits (Musée des beaux-arts). Annette Messager à Calais : chaussures, ciseaux, araignée, serpent... « Chimères 1982-1983 » ou Annette Messager dans ses terres (Musée des beaux-arts). Patrick Raynaud à Montpellier : des sculptures géantes qui se déplient comme des frises de papier à travers le musée Fabre. Robert Zakariashvili, à la Fondation de Jan (près Perpignan) : un peintre arménien qui aime les motifs de fleurs, on a appelé ça le « Pattern ».

JAZZ

Les festivals

Michel Portal à Saint-Jean-de-Luz le 21 ; Michel Pétrouci à Saint-Rémy-de-Provence le 21 ; Stan Getz à Brest le 21 ; Ray Charles à Salon-de-Provence le 22 ; Chick Corea à Saint-Sébastien le 23 ; Célia et Couturier du 20 au 23 à la Resserre aux diables à Paris ; Herbie Hancock à Antibes le 22.

(Publicité)

VILLE DE REIMS

CONCESSION DE L'EXPLOITATION
DU GRAND THÉÂTRE MUNICIPAL DE REIMS

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Il est donné avis d'un appel d'offres ayant pour objet la concession de l'exploitation du Grand Théâtre municipal de Reims (capacité : 912 places).

Les candidats, personnes physiques ou morales, devront remplir toutes les conditions réglementaires en matière d'exploitation d'entreprises de spectacles.

— Consultation et délivrance du dossier : à la Mairie de REIMS - Direction des Finances - Bureau des Marchés - Hôtel de Ville - Bureau n° 52 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, samedi excepté, pendant la période de publicité. Pour les candidats de l'étranger, le dossier pourra leur être envoyé contre 14,20 F en timbres-poste, sous réserve que leur demande parvienne huit jours avant la date limite pour la remise des offres.

— Conditions et date limite de remise des offres : 28 OCTOBRE 1983, avant 17 heures, terme de rigueur, par pli recommandé avec demande d'accusé de réception à l'adresse de M. le Maire de REIMS - Direction des Finances - Bureau n° 52 - Hôtel de Ville, 51066 REIMS CEDEX ou bien déposées à la même adresse dans les conditions énumérées à l'article V du Règlement Particulier d'Appel d'Offres (R.P.A.O.).

— Documents à produire par les candidats : pièces énumérées à l'article III du R.P.A.O.

REIMS, le 11 juillet 1983,
Le Maire,
Jean FALALA.

CHAILLOT

THEATRE NATIONAL

OCTOBRE 1983 - JUIN 1984

HAMLET - PAR LES VILLAGES - LA MOUETTE - LE HERON - LA TRAHISON ORALE - LA DEVO TION A LA CROIX - LES POS SEDES - FAUT-IL CHOISIR - FAUT-IL REVER ? - MARIAGE - ET DES FORMES BREVES - DU THEATRE POUR LES JEUNES SPECTATEURS - DE LA POESIE - DES DEBATS - DES EXPOSITIONS - DE LA MUSIQUE...

RENSEIGNEMENTS - ABONNEMENTS
727 81 15

SOIRÉES SOPHIA-ANTIPOLIS

THÉÂTRE DE LA GARRIGUE (21 h 30)

JULIET

Mercredi 20 La Compagnie des Claviers présente : JEAN-PAUL FARRE. Contes pour piano.

Samedi 23 PILOBOLUS DANCE THEATRE.

Mercredi 27 KALAM. Afro Jazz (Sénégal).

Samedi 30 ANGÉLIQUE IONATOIS et BRENDA WOITTON

AOÛT

Mercredi 3 I COLOMBIAONI (Clowns).

Samedi 6 L'AVELLE et son quartet.

Mercredi 10 FOOTBALL TRAVELLING COMPANY. King Lear de William Shakespeare.

Samedi 13 GRAND BALLET D'AFRIQUE NOIRE.

THÉÂTRE DE PLEIN AIR DU CERAM (21 h 30)

JULIET

Jeudi 21 DANSES ET CHANTS D'ARGENTINE. Horacio Molina, Walter Rios et Grupo Malambo. Soirée en hommage à Alicia Penalba.

AOÛT

Mardi 2 WENDY BONAVENTURA. Danse traditionnelle du ventre.

Jeudi 4 FRERSMOL KOMPANIE. Clowns.

Mardi 9 COMPAGNIE RADEIS. Échafaudages.

Jeudi 11 ADAMA DRAMÉ. Percussions.

FRANCIS BEBET. Guitare et chant.

VIDÉO TRANSMISSION AVEC V.T.I.

JULIET

Lundi 25 (21 h) (CERAM) - DU FESTIVAL D'AVIGNON. Avron Big Bang de et par Philippe Avron.

Mercredi 27 (24 h) (CERAM) - DU FESTIVAL D'AVIGNON. Fête de la Mode. Mise en scène de Daniel Meguiah.

Vendredi 29 (21 h) (Garrigue) - DU FESTIVAL D'AIJ-EN-PROVENCE. La Cenerentola de Rossini avec Teresa Berganza.

EXPOSITIONS (GALERIE FONDATION SOPHIA-ANTIPOLIS)

Juillet-août - EUREKA 83 - 100 ANS D'INVENTIONS FRANÇAISES réalisé avec le concours du Centre de création industrielle du Centre Georges-Pompidou et de l'Institut national de la propriété industrielle. LES AFFICHES DU BICENTENAIRE DE L'ÉCOLE DES MINES

STAGES A SOPHIA-ANTIPOLIS

13 août en collaboration avec FIRON.

VALBONNE VILLAGE (21 h 30)

ÉCLUSE JULIET

Mardi 26 EVA GRAUBIN. Violon. Pièces pour violon seul.

Jeudi 28 PAUL TORTELLER. Violoncelle (saïns de Bach) et la Chœur de Sophie-Antipolis. Soirée donnée au bénéfice de l'hôpital de Dabon (Côte-d'Ivoire).

PLACE DES ARCADES AOÛT

Vendredi 12 LE BARBIER DE SÉVILLE de ROSSINI par le Petit Opéra de France. Orchestre de la New Cross Philharmonic Society.

PRÉ DE VALBONNE 8 juillet/12 août

GIROUÉ GRUSSI. cirque national. Spectacle 1983. Répétition publique tous les samedis matin.

Information et réservations : Sophie-Antipolis ; B.P. 1, 06580 Valbonne - Tél. (93) 33.10.10 - FNAC ; Nice-Étoile - Miquel ; Cannes

Chaise-Dieu

XVI^e FESTIVAL DE MUSIQUE FRANÇAISE

Du 22 août au 4 septembre 1983

RENSEIGNEMENTS - RÉSERVATIONS - SYNDICAT D'INITIATIVE DE LA CHAISE-DIEU

مكتبة النهر

CINEMA

LES DAMNÉS (R. V.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

DELIVRANCE (A. V.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

LE DERNIER TANGO A PARIS (R. V.) : Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36).

DOCTEUR JIVAGO (A. V.) : Forum Opéra, 1 (233-63-65); Cluny-Palace, 3 (354-07-76); Ambassade, 3 (359-19-08); V.F. : Bérlioz, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (233-56-70); St-Lazare Paquebot, 3 (387-35-43); Gaumont Sud, 14 (397-84-50); Pathé Clichy, 18 (325-01-11); Gaumont-Gambetta, 20 (636-10-96).

EMMANUELLE (R. V.) : Paramount City, 3 (562-45-76).

L'EMPIRE DES SENS (J. V.) : U.G.C. Marbeuf, 2 (225-18-45).

LES ENFANTS DU PARADIS (R. V.) : Ranelagh, 16 (288-64-44).

LES ENSEMBLES (R. V.) : Action Clichy, 18 (325-01-11).

ERASERHEAD (A. V.) : Eclair, 13 (707-28-04).

L'ESPION QUI M'AIMAIT (A. V.) : Marignan, 3 (359-92-82); V.F. : Bérlioz, 2 (742-60-33); Montparnasse-Palace, 14 (320-12-06); Grand Palais, 15 (354-46-85).

EXHIBITION (R. V.) : Rex, 2 (236-42-90); Rio Opéra, 2 (742-60-33); Cluny-Palace, 3 (354-07-76); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22); Marignan, 3 (723-69-23); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); U.G.C. Gobelin, 13 (326-25-44); U.G.C. Convention, 15 (328-20-64); Muret, 16 (631-99-75); Images, 18 (522-47-94).

L'EXTRAVAGANT M. RUGGLES (A. V.) : Olympia Beaubourg, 3 (562-45-76).

FANTASME (R. V.) : Acacias (H. sp.), 17 (764-97-83).

FLESH (A. V.) : Miroir, 1 (260-34-90); Saint-Séverin, 5 (554-50-81).

GLISSIERS PROGRESSIFS DU PLAISIR (H. sp.) : Denfert, 14 (321-41-01).

LA GUERRE DU FEU (R. V.) : Lucerna, 6 (544-57-34).

HAIR (A. V.) : Olympia Beaubourg, 3 (562-45-76); Paramount Opéra, 6 (325-59-83); Montparnasse-Palace, 14 (320-12-06); V.F. : Paramount Opéra, 6 (325-59-83); Paramount Gaumont, 15 (380-18-03).

HYMNES AU MASQUE DE CIRE (A. V.) : Espace Galé, 14 (327-95-94).

LES HOMMES PRÉFÉRÉS (R. V.) : Olympia Beaubourg, 3 (562-45-76).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A. V.) : Napoléon, 17 (380-41-46).

JAI MÊME RENCONTRÉ DES ZÉLÉMENTS HEUREUX (Y. V.) : Épi de la rue, 9 (337-57-47).

JEREMIAH JOHNSON (A. V.) : Opéra Night, 2 (296-62-56); André-Bazin, 13 (337-74-39).

JESUS DE NAZARETH (R. V.) : (11 et 2 parties), Grand Palais, 15 (354-46-85).

KRAMER CONTRE KRAMER (A. V.) : Gaumont Halles, 1 (297-49-70); Elysées-Lucien, 3 (359-36-14); Paramount, 14 (320-12-06); V.F. : Capri, 2 (508-14-60); Action Lafayette, 3 (878-80-50); Olympia Beaubourg, 3 (562-45-76).

LA MAMAN ET LA PUTAIN (R. V.) : Olympia Beaubourg, 3 (562-45-76); Olympia Beaubourg, 3 (562-45-76).

LE MASQUE DE RUMANCHU (A. V.) : Olympia Beaubourg, 3 (562-45-76).

MÊME A L'OMBRE DU SOLEIL LEUR TAPE SUR LA TÊTE (R. V.) : Rex, 2 (236-42-90); U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22); U.G.C. Gobelin, 13 (326-25-44); Gaumont Sud, 14 (397-84-50); Images, 18 (522-47-94).

MIDNIGHT EXPRESS (A. V.) : Capri, 2 (508-14-60).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A. V.) : Cluny-Palace, 3 (354-07-76).

MOROCO (A. V.) : Action Beaubourg, 3 (562-45-76); Mac Mahon, 17 (380-41-46).

NEW YORK NEW YORK (A. V.) : Capri, 2 (508-14-60).

NUNCIATURE (A. V.) : Action Clichy, 18 (325-01-11).

LA NUIT DE L'IGUANE (A. V.) : Action Clichy, 18 (325-01-11).

ON ACHEVE MEN LES CHEVAUX (A. V.) : Action Beaubourg, 3 (562-45-76); Quaiette, 3 (633-79-38); Action Clichy, 18 (325-01-11); Olympia Beaubourg, 3 (562-45-76); Action Lafayette, 3 (878-80-50); Olympia Beaubourg, 3 (562-45-76).

PHANTOM OF THE PARADISE (A. V.) : U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22); Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); Pinocchio (A. V.) : La Royale, 3 (340-71-46).

LE PROCÈS PARADISE (A. V.) : Espace Galé, 14 (327-95-94).

RAGTIME (A. V.) : Studio de l'Étoile, 17 (380-42-05).

LA RANCUNE (A. V.) : Studio de l'Étoile, 17 (380-42-05).

RIZ AMER (R. V.) : Studio Logos, 5 (354-26-42); Olympia, 14 (542-67-42).

SEX O' CLOCK USA (A. V.) : Forum Opéra, 1 (233-63-65); Cluny-Palace, 3 (354-07-76); Elysées-Lucien, 3 (359-36-14); P.M. St-Jacques, 14 (588-68-42); Paramount, 14 (320-12-06); V.F. : Lumière, 9 (246-49-07); Comédie St-Charles, 19 (579-33-00); Paramount Montparnasse, 15 (380-18-03).

SPARTACUS (A. V.) : U.G.C. Bérlioz, 2 (742-60-33); 14-Juillet Beaubourg, 3 (562-45-76); U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22); U.G.C. Gobelin, 13 (326-25-44); Gaumont Sud, 14 (397-84-50); Images, 18 (522-47-94).

LA TAVERNE DE L'ENFER (A. V.) : U.G.C. Rotonde, 6 (633-08-22); Normandie, 14 (320-12-06); Parisiens, 14 (320-12-06); V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-56-32); Muret, 16 (631-99-75); U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Fauvette, 13 (331-60-74); Images, 18 (522-47-94).

TRAQUENARD (A. V.) : Action Clichy, 18 (325-01-11).

LE TROISIÈME HOMME (A. V.) : Champ, 3 (354-51-60).

UNE FEMME A SA FENÊTRE (R. V.) : Forum Opéra, 1 (233-63-65); Ambassade, 3 (359-19-08); St-Lazare Paquebot, 3 (387-35-43); Lumière, 9 (246-49-07).

LES VALSEUSES (R. V.) : Montparnasse, 14 (320-12-06).

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A. V.) : Eclair, 13 (707-28-04).

WOODSTOCK (A. V.) : Péniche des Arts, 16 (522-77-55).

Les séances spéciales

L'AGE D'OR (M. V.) : Temples, 3 (272-94-56) mer, jeu, ven, sam, 20 h, dim, lun, mar, 22 h 30.

AMERICAN GIGOLO (A. V.) : Calvet-Victoria, 1 (508-94-14), 14 h, 16 h, ven, sam, 0 h 15.

ALIEN (A. V.) : Rivoli Beaubourg, 3 (562-45-76), 20 h 10.

APOCALYPSE NOW (A. V.) : Bérlioz, 2 (742-60-33), 21 h 45.

LE BATAARD (R. V.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), 12 h.

BLADE RUNNER (A. V.) : Rivoli Beaubourg, 3 (562-45-76), 22 h 15 + Bérlioz, 2 (742-60-33), 21 h 45.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A. V.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), mer, ven, 21 h, sam, 19 h, lun, 20 h 30.

CALIGULA (R. V.) : Calvet-Victoria, 1 (508-94-14), ven, sam, 14 h.

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VÉNISE (R. V.) : Rivoli Beaubourg, 3 (562-45-76), 16 h 15.

LES CHARIOTS DE FEU (R. V.) : Palcos, 15 (374-95-04), mer, 21 h, sam, 19 h, dim, 18 h 45.

CHEMIE JE ME SENS RAJEUNIR (A. V.) : Miroir, 1 (260-34-90), 12 h.

CLEMENTINE TANGO (R. V.) : Calvet-Victoria, 1 (508-94-14), 22 h 15.

COUP DE CŒUR (A. V.) : Studio Beaubourg, 3 (562-45-76), 16 h, 20 h 15, ven, 24 h.

DIALOGO DI ROMA (R. V.) : Olympia Beaubourg, 3 (562-45-76), 18 h.

ELEPHANT MAN (A. V.) : Temples, 3 (272-94-56), 20 h 10.

LES INDOMPTABLES (A. V.) : Studio Beaubourg, 3 (562-45-76), 18 h, 22 h, sam, 24 h.

LE JAPON DE FR. REICHENBACH (R. V.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), mer, ven, 19 h, 30, dim, 14 h, lun, 17 h 30.

LES JOCONDES (R. V.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), jeu, lun, 19 h, mer, 20 h 30 + Calvet-Victoria, 1 (508-94-14), sam, dim, lun, 11 h 45.

JOHNNY GOT HIS GUN (A. V.) : Calvet-Victoria, 1 (508-94-14), 20 h 15.

HAMMETT (A. V.) : Olympia Beaubourg, 3 (562-45-76), 12 h.

MAD MAX (R. V.) : Rivoli Beaubourg, 3 (562-45-76), 18 h 30.

MORT A VENISE (R. V.) : Temples, 3 (272-94-56), sam, dim, 17 h 45, mer, ven, dim, mer, 22 h 10.

LA NUIT DE VARENNES (R. V.) : Temples, 3 (272-94-56), mer, jeu, ven, sam, 21 h 30; dim, lun, mer, 20 h.

ORANGE MÉCANIQUE (R. V.) : Studio Beaubourg, 3 (562-45-76), 20 h 15.

PAULINE A LA PLAGE (R. V.) : Calvet-Victoria, 1 (508-94-14), sam, dim, lun, 11 h 50.

PHANTOM OF THE PARADISE (A. V.) : Calvet-Victoria, 1 (508-94-14), 22 h.

REVE DE SINGE (R. V.) : Calvet-Victoria, 1 (508-94-14), 18 h 15.

SUBWAY RIDERS (A. V.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), 24 h.

TES FOU JERRY (A. V.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), ven, sam, 14 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A. V.) : Studio Beaubourg, 3 (562-45-76), 22 h 40, 0 h 30.

TOUTE NUITÉ S'ÉCHAUFFE (R. V.) : Denfert, 14 (321-41-01), ven, dim, lun, 18 h; jeu, 22 h; sam, 20 h.

LE VOLEUR DE BAGDAD (A. V.) : A. Coréa, Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), jeu, dim, 15 h 30.

VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A. V.) : Calvet, 17 (380-30-11), mer, 14 h, mer, jeu, ven, sam, 21 h.

WILLY ET PHIL (A. V.) : Palcos, 15 (374-95-04), jeu, dim, 21 h, sam, 21 h 15, lun, 19 h.

XICA DA SILVA (R. V.) : Denfert, 14 (321-41-01), mer, sam, 18 h, jeu, 20 h, ven, 22 h.

YOKO (R. V.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16), lun, 22 h.

Z (R. V.) : Temples, 3 (272-94-56), dim, 18 h.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (R. V.) : Denfert, 14 (321-41-01), ven, dim, 14 h, jeu, sam, 16 h.

LE 20 JUILLET 83
« LES DAMES DE FER »
 de Jean-Claude Danaud
 Mise en scène
 Jacques Ardouin
 avec M. C. Dando et R. Mito
 « L'art et le métier d'être une petite fille sournoise, toujours drôle et un tantinet monstrueuse... »

LE 23 JUILLET 83
« YEN A MAR... EZ VOUS ? »
 Mise en scène
 Jacques Ardouin
 avec M. C. Dando et R. Mito
 « Ils sont 3 = 16 personnages, de l'humour, de la danse, du chant. Une revue de stonches drôles et brillantes - sérius d'aborder... »

Théâtre A. BOURVIL
 13, rue des Flandres, 75010 Paris
 Tél. : 373.47.84

Mercredi 20 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h 35 Vagabondages. Émission de R. Giquel. *Auvoir de Jean Guidon...*

21 h 35 Connaissance de la musique : Arcana. Les musiques mécaniques, émission de M. Le Ronx. *Ballade à musique, bibelots ingénieux ou chefs-d'œuvre d'orfèvrerie, les nombreux moyens d'antan pour conserver la musique.*

22 h 35 Journal.

22 h 45 Caméra fantastique : Abel Gance, hier et demain. Réal. N. Kaplan. *Un aperçu du septième art, géral, un peu mégalomane.*

23 h 15 Journal.

23 h 30 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 Téléfilm : Saison violente. Réalisation M. Mounsy, avec O. Abecassis, F. Rivera... (première partie). *L'enfance d'un garçon de quatorze ans dans les quartiers espagnols d'Oran, en Algérie, en 1927.*

21 h 40 Série : Chaplin inconnu. Réal. K. Bromberg et D. Gill. *Deuxième partie d'une fantastique série sur Chaplin. Les témoignages de Zita Grey (ancienne épouse de Chaplin), de Jackie Loogan, de Virginie Cherrill...*

22 h 35 Document : L'Amérique vue par elle-même. *Minutés musicales aux États-Unis.*

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Spectacle 3 : Intrigue et amour de F. Schiller, adaptation A. Sargens, enregistré au Théâtre national de Strasbourg, mise en scène J.-M. Simon avec M.-P. Sirey, J.-M. Bory, N. Pary... *Tragédie en cinq actes du poète allemand, représentée pour la première fois en 1784. Stratégie amoureuse, quête de la pureté, romantisme échoué au Siècle des Lumières.*

22 h 35 Journal.

22 h 55 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

22 h 55 Prélude à la nuit. *Nocturne, de C. Dittus von Dittendorf, par le quatuor de flûtes Arcadia.*

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Qu'est-ce que la sociologie des connaissances ?

20 h, Avignon : les Visites espacées, opéra de P. Hersant, par la Musique nouvelle de Liège, dir. J.-C. Malgoire.

22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

En direct d'Abbeville-Provence et de Marseille

21 h 30, Concert (en direct du Théâtre de l'Archevêché à Abbeville-Provence) : œuvres de Vivaldi, Weber, Berlioz, Boulez, Scavini, par l'Ensemble intercontemporain : dir. Pierre Boulez; sol. Jean Sulem.

22 h 30, Prélude de nuit : œuvres de Ravel, Pinguet, Liszt et Chabrier, et à 0 h 5 avec Marguerite Duras.

Jeudi 21 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

12 h Vision plus.

12 h 30 La bar de l'éthé.

13 h Journal.

14 h 45 Objectif santé : Votre pharmacien.

14 h 55 Série : Destination danger.

14 h 55 Croque vacances (et à 17 h).

15 h 30 Tour de France (et à 19 h 45).

15 h Le rendez-vous.

18 h 10 Révoir à la demande : la vie de Marianne.

18 h 15 Météorologie.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Jeu : Super défi.

20 h 35 Série : Le Boomerang noir.

De R. Bal et T. Roberts. *Un biologiste victime de chantage : une histoire sans intérêt.*

22 h 15 Caméra festival : Propre en ordre. De B. Gouley et Ch. Laperrière. *La Suisse : la quête de la propriété en toutes choses, son besoin d'ordre. Ordre ou chaos ?*

23 h 15 Journal.

23 h 30 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 ANTOPE.

12 h 10 Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 L'art de l'art.

12 h 20 Culture Club. New Edition.

12 h 25 Tour de France.

13 h 35 Série : La Virginie.

14 h 45 Aujourd'hui la vie.

15 h 45 Sports animés.

15 h 45 Sports animés.

18 h 10 Récit A2.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Bouvard.

20 h 30 Journal.

22 h 35 Série : L'ennemi. Club des télévisions du monde (A.R.D.). Sur les lieux du crime, Miriam, téfille de F. Adam. *Une jeune ethnologue de retour d'une expédition en Amazonie accuse son père d'avoir tué sa mère.*

22 h 10 Concert : Beethoven, Ravel. *Concerto pour piano n° 4, de Beethoven, et Shéhérazade, de Ravel, par l'Orchestre symphonique de la radio de Sarcelles.*

22 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

19 h 10 Journal.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 35 Pour les jeunes.

19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.

20 h Les Jeux.

20 h 35 Ciné-passion, de M.-C. Barzant.

20 h 40 Film : Bobby Deersfield, avec Al Pacino, M. Keller, A. Duprey, R. Vaili, S. Malsdog.

LE « PROGRÈS » SUPPLÉMENT DEUX DE SES ÉDITIONS

Le Progrès de Lyon a décidé de supprimer deux éditions, celle de l'après-midi et la « Z.A. » (zone Alpes) qui couvrait le Hautes-Savoie, le sud de la Savoie, le sud de l'Isère et le secteur Drôme-Ardèche. Non commentée par la direction, cette décision - annoncée en réunion du comité central d'entreprise - serait consécutive à des pertes enregistrées par le journal au cours des six premiers mois de 1983, lesquelles, de sources syndicales, s'élevaient à 25 millions de francs.

L'édition vespérale du Progrès, publiée jusqu'à son titre de Progrès-Soir et qui avait pris il y a quelques mois le titre de Lyon-Soir, avait un tirage de 5 000 exemplaires. L'édition « Z.A. », quant à elle, avait un tirage moyen de 3 500 exemplaires dans des zones où elle était très minoritaire face aux éditions du Dauphiné libéré. Le Progrès restera cependant présent dans toute la zone nord du département de l'Isère.

Ces suppressions d'éditions devaient intervenir le 1^{er} août et n'entraîneront pas de licenciements, précise-on à la direction de la rédaction du Progrès.

● **Regroupement parisien.** - Un accord vient de se réaliser entre Radio-Jet, Radio-Théâtre et Radio-Verte, associées sous le sigle unique de Radio-Jet sur la fréquence provisoire de 101,90 MHz. Radio-Théâtre s'était d'abord associée à Génération-2000, Parlerie, Mégapuce et Tension-FM, mais cette alliance n'avait pas abouti. De son côté, Radio-Verte n'avait pas eu davantage de succès avec N.R.J.

● **Les émissions de la télévision nationale espagnole (T.V.E.)** ont été interrompues dans la région de Valence par une émission « pirate ». La première émission a été diffusée le jeudi 14 juillet sous le sigle « Télé Méditerranée ». Symboliquement, les téléspectateurs ont pu voir apparaître sur leurs écrans une tête de mort et deux tibias flottant sur la mer Méditerranée, le tout sur fond musical.

● **L'équipe d'animateurs de la télévision pirate a l'intention d'émettre une heure chaque jour, sur un canal propre, à partir du mois de septembre.** - (A.F.F.)

En bref

● **Les locaux de Radio-Monde**, situés dans le vingtième arrondissement de Paris, ont été mis à sac le mardi 19 juillet. Selon un responsable de cette radio, des inconnus ont fracturé les portes, vidé les tiroirs et les armoires, fouillé les dossiers et volé des magnétophones, des tampons, une machine à écrire et plusieurs documents importants.

● **Radio-Drôme**, treizième radio locale décentralisée de Radio-France, a commencé d'émettre sur 87,9 MHz, le lundi 18 juillet. Installée provisoirement à Étiolles, près de Valence, Radio-Drôme diffuse dix heures de programmes. Ses émissions peuvent être captées dans le département de la Drôme, le nord du Vaucluse, l'est de l'Ardèche et le sud de l'Isère.

● **Claude d'Anna** expose son cinéma. Deux parties : le 20 et 27 juillet, de 18 h à 19 h. Production Ark en ciel. Diffusion. Fréquence Gaie 90 MHz.

Un nouveau « Megalosaurus » presque complet a été trouvé non loin de Londres

Un paléontologiste amateur anglais, M. William Walker, a découvert dans le Surrey (au sud-ouest de Londres) le squelette presque complet d'un grand dinosaure carnivore, vieux d'environ cent vingt-cinq millions d'années, qui semble être une nouvelle espèce du genre Megalosaurus.

La première pièce trouvée (en janvier dernier) était une gigantesque griffe, longue de 33 centimètres. Cette taille est surprenante, car le squelette presque entier, qui est maintenant au Muséum d'histoire naturelle de Londres, permet de penser que l'animal, debout sur ses pattes arrière, était haut de 3 mètres à 4,50 mètres. Ce nouveau Megalosaurus était donc sensiblement plus petit que le Tyrannosaurus rex, un autre dinosaure carnivore, qui était haut de près de 6 mètres, mais dont les griffes ne devaient pas excéder 15 à 20 centimètres.

Le Megalosaurus a été le premier dinosaure décrit par William Buckland en 1824. Il était doté de très grandes dents pointues, si bien que tous les dinosaures munis de dents analogues ont d'abord été classés parmi les Megalosaurus avant d'être répartis ensuite en différents genres. Tel qu'il est défini actuellement, le Megalosaurus est un genre de dinosaures dont les divers restes ont toujours été trouvés en Europe. Mais ces restes sont assez fragmentaires. Le nouveau squelette presque complet découvert dans le Surrey devrait donc permettre de préciser ce qu'étaient les Megalosaurus.

Les os sont en cours de rassemblement, et le Megalosaurus du Surrey, à qui pourrait être donné le nom d'espèce de Walker, en l'honneur de son « inventeur », devrait être bientôt exposé.

Y. R.

● **Le onzième congrès international d'acoustique**, organisé par le groupement des acousticiens de langue française, a lieu à la Sorbonne, à Paris, du 11 au 27 juillet. Les quelques mille participants réunis à cette occasion - parmi lesquels on compte de nombreux scientifiques étrangers - aborderont des sujets fort variés allant de l'acoustique physique (ultrasons, hypersons, acoustique marine...) à l'acoustique musicale, en passant par la physique et la psycho-acoustique, la communication parlée, les problèmes de chocs et de vibrations, l'acoustique appliquée à l'architecture ou à l'urbanisme, l'acoustique industrielle, etc.

Le Monde

Service des Abonnements
 5, rue des Italiens
 75009 PARIS CEDEX 09
 C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
 3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
 341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
 PAR VOIE NORMALE
 601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
 (par messagerie)
 L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
 381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE
 454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
 Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

O. FADEL
 EXPORTE EN ALGÉRIE
 pièces détachées, véhicules et machines industrielles
 - DÉCODEURS T.V.
 - MOTOCYCLETTES
 - TRACTEURS
 - FROID

Études de marchés pour licences d'import
 152, rue de Tolbiac, 75013 PARIS
 Tél. : 526.85-44 - 569-24-63
 Telex 646251

Le T.G.V. Atlantique à la recherche de 12 milliards de francs

Des prix comme ça, ça vous assoit!



298F

RYD Fauteuil.
Revêtement 100%
coton beige.
Amovible, lavable.
Rembourrage polyéther.
Structure en tube d'acier
chromé. Larg. 62 cm.
Prof. 78 cm. Haut. 80 cm.



BADEN Fauteuil.
Châssis rotin
verniss incolore,
revêtement sable.
290F



189F

DIANA
Assise et dossier 100% lin sable. 3 courroies
cuir. Structure en pin massif glacis brun noyer.
Vernis incolore. Larg. 64 cm. Prof. 63 cm.
Haut. 70 cm.



298F

TÄBY Fauteuil. Revêtement 100%
coton écru. Amovible. Lavable.
Structure en tube acier chromé.



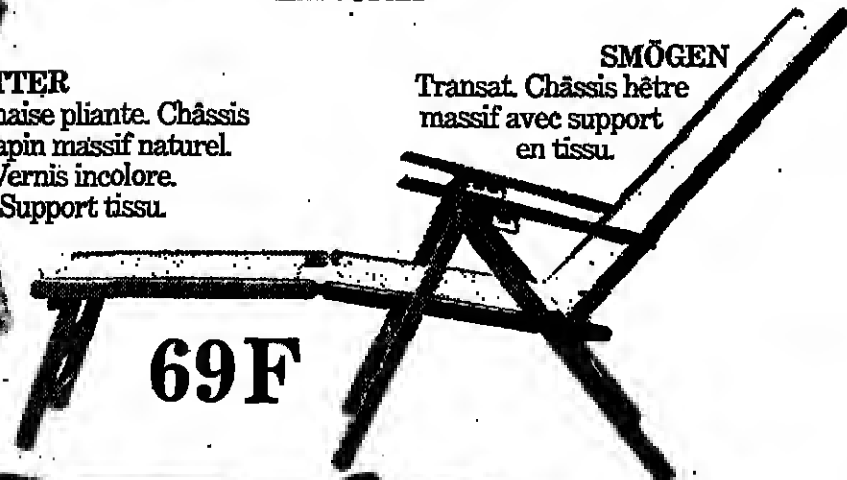
85F

RONNI
Fauteuil de régisseur.
Structure tube rouge foncé.
Assise en texture
polypropylène écru. Pliable.
Larg. 54 cm. Prof. 56 cm.
Haut. 82 cm.



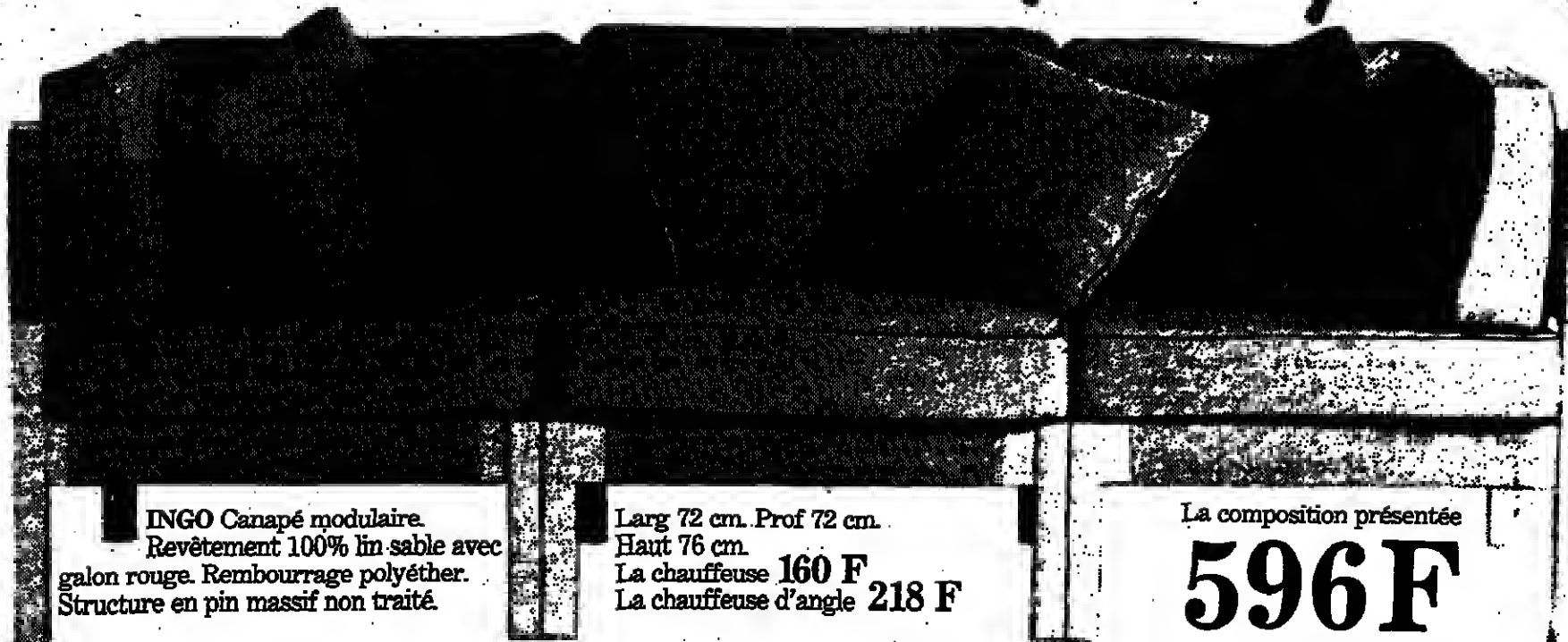
79F

YTTER
Chaise pliante. Châssis
sapin massif naturel.
Vernis incolore.
Support tissu.



SMÖGEN
Transat. Châssis hêtre
massif avec support
en tissu.

69F



INGO Canapé modulaire.
Revêtement 100% lin sable avec
galon rouge. Rembourrage polyéther.
Structure en pin massif non traité.

Larg 72 cm. Prof 72 cm.
Haut 76 cm.
La chauffeuse 160 F
La chauffeuse d'angle 218 F

La composition présentée
596F

Regardez ces prix. Vous ne les verrez plus longtemps. Même chez IKEA. Pourquoi des prix aussi bas? Parce que chez IKEA, la saison 83 se termine. Et la collection 83 aussi. Autant dire que, dès maintenant, vous, vous devriez faire place nette dans votre

voiture. Rabattre les sièges. Venir chez IKEA. Choisir tout ce dont vous avez besoin, plus tout ce dont vous avez envie. Vous rapportez tout chez vous. Vous montez vos meubles (vous savez que chez IKEA, ils sont vendus

non montés, donc beaucoup moins chers). Et ensuite, direction les vacances. La plage. Un parasol. Un verre à la main. Ce n'est pas avec les prix IKEA que vous vous retrouverez sur le sable!

Ils sont fous ces Suédois.



PARIS. CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2
Tél.: 832.92.95. Ouvert lun. au mer. 11h-20h - jeu. et
ven. 11h-22h - sam. 9h-20h (A 5 min. de la Porte de Pantin).
LYON. CENTRE COMMERCIAL DU GRAND-VIRE.
VAULX-EN-VELIN.
Tél.: 873.23.26. Ouvert lun. au ven. 11h-20h - sam. 9h-20h.

Ces prix sont valables jusqu'au 23 juillet.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Cuisine rapide

Pour simplifier, en vacances, la préparation des sempiternels repas, de nouveaux produits alimentaires sont placés sous le signe du « vite prêt ».

La soupe du pêcheur de Maggi, présentée en sachet pour trois personnes (4,60 francs environ), contient du poisson, des pâtes courtes, de la tomate, le tout relevé d'une pointe de safran. Conditionnée sous vide et vendue en rayon réfrigéré, les « Mitonnés » de Fleury-Michon se conservent trois semaines au réfrigérateur. Ces plats cuisinés (bœuf bourguignon, blanquette de veau, catanaise à l'américaine, etc.) ont - comme toutes les préparations de ce genre - une sauce un peu abondante. Mais leur présentation en barquette plastique pour une ou deux personnes (selon leur appétit) est pratique : on peut la réchauffer telle quelle au bain-marie ou dans un four à micro-ondes (de 22 à 36 francs, suivant le plat, le paquet de deux barquettes).

Autre cuisine rapide avec la gamme « Presto » Lustucru : pâtes et riz précuits, accompagnés de sauces déshydratées à base de tomates, de poisson, de viande ou de champignons. En tout, six plats de pâtes et quatre de riz qui sont vendus en paquet de deux ou trois parts, 6,60 francs environ. Deux nouvelles sauces vinaigrette toutes prêtes, à l'huile de tournesol - l'une nature et l'autre aux fines herbes - permettent d'assaisonner des salades et des crudités. Lesieur les présente en flacon de 300 g pour accommoder cinq ou six salades pour quatre personnes, 7 francs environ. Ces sauces, utiles en pique-nique, se gardent, une fois entamées, un mois au réfrigérateur.

Pour les dégourdis sur l'herbe, Culinarion, spécialiste en ustensiles et objets pour la cuisine,

propose une mallette rouge ultraplats qui renferme deux chaises en toile et deux plants. Ouverte, c'est une table de 86 x 43 centimètres (436 francs environ). Rouge également, un ensemble de pique-nique cylindrique superpose quatre plats, dont un isotherme, contenant la vaisselle pour six personnes, 420 francs.

A emporter en voyage, un appareil inédit à double fonction : c'est un sèche-cheveux compact sur lequel s'adapte une semelle ajustable qui sert de fer à repasser d'appoint. D'une surface de 14,5 x 8,5 centimètres, cette semelle chauffée par le sèche-cheveux permet de défroter les vêtements sortant de la valise (« Travel-cambi » Breun, 226 francs environ, dans les grands magasins).

Ceux qui apprécient les arômes de Provence les trouveront dans une nouvelle petite boutique, située à deux pas de la mosquée de Paris. Dans des Jardins de Grimaud, les huiles d'olive, confitures, pastilles fait à l'ancienne et divers produits du Midi voisinent avec de vrais savons de Marseille, d'autres à l'huile d'olive et des shampoings à la verveine ou au miel.

JANY ALJAME.

* Les produits alimentaires vite prêts sont vendus en grandes surfaces, dans toute la France.

Culinarion : 99, rue de Rennes ; 24, rue de Passy ; 83 bis, rue de Courcelles, à Paris. Pour la Provence, demander les adresses à Sofrex, 48, rue de Richelieu, 75001 Paris. Tél. : 296-08-02.

Les Jardins de Grimaud : 24, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, 75005 Paris.

SPORTS

TOUR DE FRANCE CYCLISTE

L'odeur de la poudre

De notre envoyé spécial

Après une journée de repos à l'Alpe d'Huez, les coureurs du Tour de France, dont le maillot jaune est porté par Laurent Fignon depuis l'arrivée de la dix-septième étape, devaient disputer ce mercredi 20 juillet, la seconde étape alpine, L'Alpe d'Huez-Morvins (247,5 kilomètres), avec cinq cols au programme, Aravis, Glondaine, Madeleine, Aravis, Colombière et Joux-Plaine.

L'Alpe d'Huez. - Ce Tour sent la poudre. En effet, un super-forti tel que Bernard Hinault, il n'a donné lieu jusqu'ici à une course explosive relancée chaque jour et ouverte à toutes les incertitudes. Avant le départ, on citait une quinzaine de vainqueurs possibles, parmi lesquels Zoeteuille Van Impe, Anderson ou Kelly, voire Agostinho. C'est aujourd'hui Laurent Fignon qui occupe la première place du classement général devant un jeune Espagnol du nom de Delgado, et, à moins d'une semaine du retour à Paris, rien n'est véritablement joué, même si le porteur du maillot jaune bénéficie d'un préjugé favorable.

Ce résultat provisoire marque l'aboutissement d'une fameuse partie de poker menteur, chacun ayant détourné l'attention sur l'adversaire pour mieux dissimuler ses propres atouts. Jusqu'aux Pyrénées, Roland Berland, directeur sportif de Peugeot, avait tenu Pascal Simon en réserve, tandis que Cyrille Guimard, directeur sportif de Renault-Gitane, préparait en hypocrisie l'offensive de Laurent Fignon et, plus en retrait, celle de Marc Madiot.

On le savait malin, Guimard. Une fois de plus, il n'a manqué que sa supériorité habile en affirmant que ses ambitions se limitaient aux succès d'étape et en avançant doucement ses pions. S'il gagne le Tour de France sans Hinault, ce sera l'une des plus grandes réussites de sa carrière. Mais maintenant qu'il s'est découvert, il ne peut pas se permettre la moindre erreur. Il lui faut localiser de façon précise le danger, qui viendra, selon lui, de Kelly et de Bernaudeau.

L'Irlandais est un formidable descendant qui peut se permettre de refaire dans les descentes la plus grande partie du retard concédé dans la montée des cols. Ainsi, à l'Alpe d'Huez, il a terminé à 5 min. 45 sec. seulement de

Wimmer alors qu'il avait été pointé plus de 12 min. au sommet du col du Glondaine.

Le Français, lui aussi, descend bien. Et, de plus, il grimpe. Il appartenait naguère à l'équipe Renault-Gitane. Depuis qu'il est passé dans l'opposition, il est devenu le point de mire de ses anciens partenaires. Il a d'ailleurs eu des mois avec Fignon, qui refusa l'autre jour de lui apporter son aide pour enrayer une échappée de Van Impe. On ne doit pas s'attendre désormais à ce qu'ils se fassent de cadeaux.

Il y a des règlements de comptes en perspective, de même qu'il existe des accords tacites nés de certaines tactiques. Van Impe deviendra l'allié occasionnel de Fignon - à moins qu'il ne le soit déjà - dans la mesure où il se désintéresse de l'élancement général pour convoiter exclusivement le Grand Prix de la montagne, sa spécialité.

Cependant, les rivalités du peloton vont rarement jusqu'à la violence et les multiples chutes qui se sont produites sur la route du Tour ne résultent pas, à notre connaissance, d'une agressivité délibérée. La maladresse ou la témérité des catastrophes au cours d'un sprint lancé à 60 à l'heure. Marc Gomez et Michel Laurent en savent quelque chose.

JACQUES AUGENDRE.

ATHLÉTISME. - Pierre Quinon a égalé le record de France du saut à la perche de Thierry Vigneron le 18 juillet lors du Nikita avec un bond de 5,80 mètres, ce qui constitue la meilleure performance mondiale de l'année, à 1 centimètre du record du monde du Soviétique Polyakov.

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant : André Laurent, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1989) Jacques Fauvet (1989-1992)

Impression : 5, rue de la Harpe PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437. ISSN : 0395 - 2037.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20-VII-83A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le mercredi 20 juillet à 0 heure et le jeudi 21 juillet à minuit.

La persistance d'un minimum en altitude au large de la Corse maintiendra le même type de temps chaud et orageux sur une grande partie du pays.

Jedil, du Bassin aquitain à la Loire, le temps sera brumeux le matin, avec des brouillards importants au sud de la Garonne. Puis des orages se produiront. Ils seront localement violents, accompagnés de rafales de vent et parfois de grêle. Ils gagneront en soirée la Bretagne et l'ouest du Bassin parisien. Du Languedoc au Massif Central, le temps sera chaud avec quelques orages. Le ciel sera caillillé de la Corse aux Alpes du Nord avec possibilité d'orages isolés seulement en montagne. Ailleurs, le temps sera nuageux et brumeux le matin, quelques éclaircies se développeront ensuite.

Les températures minimales seront de 13°C à 16°C sur la moitié nord, 20°C à 22°C sur les régions méditerranéennes, 16°C à 19°C ailleurs. Quant aux maximales, elles atteindront 22°C à 25°C près du littoral de la Manche, 27°C à 29°C sur les autres régions situées au nord de la Loire, 30°C à 33°C au sud.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 20 juillet à 8 heures : 1 022,3 millibars, soit 766,8 millimètres de mercure.

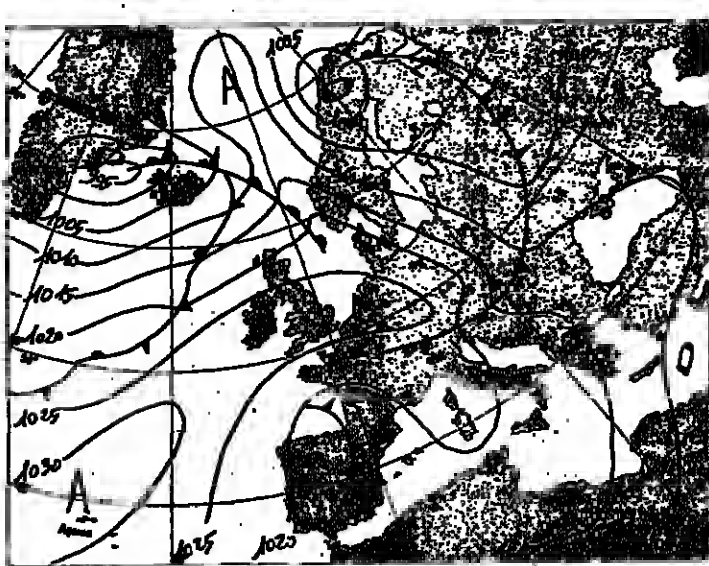
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 juillet ; le second le minimum dans la nuit du 19 juillet au 20 juillet) :

Alger, 32 degrés (max.) ; Biarritz, 24 et 19 ; Bordeaux, 28 et 18 ; Bourges, 30 et 20 ; Brest, 22 et 15 ; Caen, 26 et

PRÉVISIONS POUR LE 21.7.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 21 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)



16 ; Cherbourg, 24 et 15 ; Clermont-Ferrand, 33 et 15 ; Dijon, 33 et 19 ; Grenoble, 33 et 19 ; Lille, 27 et 15 ; Lyon, 34 et 19 ; Marseille-Marganne, 33 et 21 ; Nancy, 30 et 18 ; Nantes, 29 et 19 ; Nice-Côte d'Azur, 30 et 22 ; Paris-Le Bourget, 29 et 19 ; Pau, 26 et 20 ; Perpignan, 32 et 21 ; Rennes, 28 et 16 ; Strasbourg, 33 et 18 ; Tours, 30 et 19 ; Toulouse, 31 et 21 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 28.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 35 et 25 degrés ; Amsterdam, 21 (max.) ; Athènes, 34 et 25 ; Berlin, 25

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

BIBLIOGRAPHIE

L'ART INTERNATIONAL. - La dixième édition de l'Annuaire de l'art international vient de paraître, préfacée par Maurice Rheims, de l'Académie française. Ce tour du monde de la peinture contient la liste des galeries d'art des principaux pays, les adresses des artistes contemporains et de leurs ateliers : 1 005 pages illustrées de 800 reproductions, dont plus de 600 en couleurs. En vente chez l'éditeur, Patrick Sornedire, 11, rue Arsène-Houssoy, 75008 Paris (150 F, frais d'envoi 30 F soit 180 F).

DOCUMENTATION

LE GUIDE DE L'INTÉRIEM. - Le syndicat des professionnels du travail temporaire (PROMATT) vient de publier, pour la troisième année consécutive, le guide à l'intention des travailleurs temporaires.

Au sommaire de ce guide : la rémunération, l'indemnité de précarité d'emploi, la rémunération des jours fériés, l'indemnisation des journées non travaillées, l'accès aux équipements collectifs de l'entreprise, etc. Ce guide, gratuit, peut être obtenu auprès de PROMATT, 6, boulevard des Capucines, 75009 Paris (téléphone : 742-14-13).

FORMATION

POUR LES FUTURS JOURNALISTES. - Les inscriptions à la sélection d'entrée au Centre de formation des journalistes sont ouvertes jusqu'au 21 août (33, rue du Louvre, 75002 Paris). Aucune inscription par correspondance ne peut être acceptée. La première série d'épreuves aura lieu les 2 et 3 septembre.

Il est rappelé que les étudiants en dernière année d'études à l'Institut des sciences politiques de Paris (section PESI) ou terminant une maîtrise, un D.E.A. ou un D.E.S.S. - de droit, d'histoire ou de sciences économiques - dans une université partenaire avec lesquelles le C.F.J. est lié par convention (Paris-I, Paris-X), peuvent bénéficier au C.F.J. en première année d'un régime leur permettant de terminer leur cycle d'études universitaires.

Au cours de la seconde année, les étudiants titulaires d'une maîtrise et possédant un bon niveau d'anglais peuvent préparer le D.E.S.S. de correspondance de presse en pays anglo-saxon, dont les enseignements sont assurés

conjointement par l'université Paris-III et le C.F.J.

PHOTO

STAGES EN AVEYRON. - L'Association Vallée de l'arné organisée en Aveyron, du 3 au 15 août et du 16 au 26 août, un stage sur le thème « photo (1 630 F). Ce stage permet d'aborder plusieurs domaines, tels l'élaboration par un petit groupe d'un scénario et d'une mise en scène, la prise de vue, le laboratoire noir et blanc, le langage de l'image en rapport avec la texte.

* Vallée de l'arné, Combrailles, 12170 Riquelma. Tél. : (65) 46-24-36.

STAGES

DÉCOUVRIR LE BOIS. - L'Association de gestion pour l'aménagement et le développement de la Pesse (AGAD) - La Pesse organise pendant l'été dans le Jura différents stages d'une semaine sur le thème du travail du bois et de la restauration.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 20 juillet :

UN DÉCRET

Portant création d'une commission pour la simplification des formalités incombant aux entreprises.

UN ARRÊTÉ

Portant réévaluation du salaire de référence servant de base au calcul des allocations spéciales du Fonds national de l'emploi.

UNE LISTE

De classement au concours 1983 pour l'entrée à l'École normale supérieure de l'enseignement technique, section C.

PARIS EN VISITES

VENDEUR DU 22 JUILLET

« L'Odéon et son quartier », 15 heures, façade du Théâtre de l'Odéon (Caisse nationale des monuments historiques).
« Hôtel Lanoux », 15 heures, 17, quai d'Ajou, M^e Canut.
« Salons de l'Hôtel-de-Ville », 14 h 30, poste, M^e Hagar.
« Hôtel de Soubise », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois, M. Jalest.
« Le Marais illuminé », 21 heures, métro Rambuteau (Régénération du passé).
« Le Tif Saint-Louis », 14 h 30, 6, boulevard Henri-IV (Vieux Paris).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3497

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

1. Peut donner une belle vue ou une mauvaise vision. - II. C'est le genre d'affaire où l'on ne cherche pas à noyer le poisson. - III. Vaine, peut-être, mais pas pour tout le monde. - IV. Symbole précieux. - V. Une Belgique courtoise et souvent conquise. - VI. A la base d'un usage équitable. Espèce d'arbres toujours en mouvement. - VII. C'est un défaut de l'être pour les « barbes ». - VIII. On nous en fait voir. - IX. Sont donc prêts à nous être agréables. - X. Se sépare souvent de son solitaire mais jamais de ses broches. Noble (épilé). - XI. Bon titre de pique. Plus il est doux et plus on prend de plaisir à le carresser. - XII. On l'apprecie seulement quand c'est le nôtre. Coup de fer ou coup de feu s'il le répète. - XIII. Se voit à l'extrémité d'un arbre. Devient encombrant lorsqu'on aspire à monter au ciel.

VERTICALEMENT

1. Peut se faire d'un coup de queue ou d'un coup d'aile. - 2. Frappe des gens en les empêchant de s'exprimer. On ne les a pas des grandes largeurs. - 3. Au Vietnam, c'est la fête du premier de l'an. Sardines à l'huile. - 4. S'attache au tuteur à l'endroit où la tante. - 5. Verra donc l'avenir en rose. N'est pas à la dimension de la France. - 6. Il en est un qui « lèche » les bêtes, l'autre qui les entretient. 7. Lieu où siègent les Elus. Est propice aux réveries nocturnes. - 8. Ne sont pas du genre à s'endormir sur un banc. - 9. Tranche de vie. Est averti mais pas prévenu.

Solution du problème n° 3496

Horizontalement

I. Antimilitariste. - II. Bière. On le dit. - III. Sali. Inévitable. - IV. Têtu. Lu. - V. Espion. Braisé. - VI. Hé! Hé! Erasme. - VII. Têtu. Inévitable. - VIII. Inévitable. - IX. Ohi. Fuyez. - X. Nague. Affre. - XI. Neutralisation. - XII. Ici. Turf. - XIII. Si. Marqueterie. - XIV. Salueur. Elme. - XV. Etale. Eider. Set.

Verticalement

1. Abstentionnisme. - 2. Niais. Erreur (graphie admise). - 3. Téléphonique. Sa. - 4. Iridé. Ut. Mal. - 5. Méta. Impériale. - 6. Unités. Acre. - 7. Loin. Idylle. - 8. Inn. Feuille. Uri. - 9. T.G.V. Réaliste. - 10. All. Barbe. Autre. - 11. Réversal. Atre. - 12. Amie. Fille. - 13. Sablier. Ifo. Ifo. - 14. Talus. Es. - 15. Ere. Ex. Art. Et.

GUY BROUTY.

Lisez

Le Monde des PHILATELISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Seuls des praticiens peuvent réellement former de futurs managers.

Dirigeants, cadres ou conseils d'entreprises, "ils" sont tous d'abord des hommes et des hommes d'expérience. Des gens de métier. Des professionnels compétents et reconnus comme tels. Et non pas de simples enseignants cultivant les théories de gestion, bien à l'abri dans leurs écoles! Eux, "ils" connaissent le vie de l'entreprise, parce qu'"ils" le vivent chaque jour... "ils", ce sont les quelques cinquante chargés de cours de notre programme de formation polyvalente en gestion.

Administration de l'Entreprise.

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce programme est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, à l'aide de moyens et méthodes pratiques, réalistes et concrets. Pour que vous possédiez une vraie chance sur le marché du travail et de réelles perspectives de carrière. Il serait vraiment dommage que vous passiez à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1983, car vous pouvez être l'un des trente à quarante stagiaires qui y seront admis.

ECADE Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises

هكزان الأصيل

CONJONCTURE

EN JUIN

Le déficit du commerce extérieur a atteint 3,7 milliards de francs

Le déficit du commerce extérieur de la France, en données corrigées des variations saisonnières, s'est établi à 3 703 millions de francs au mois de juin, contre 7 657 millions en mai. Les exportations, toujours en données corrigées, ont représenté 63 974 millions et les importations 67 677 millions, ce qui porte le taux de couverture à 94,2 %, contre 98,3 % en mai.

En chiffres bruts, le déficit est de 1 719 millions (67 281 millions d'exportations et 65 562 millions d'importations), le taux de couverture étant de 97,4 %.

La comparaison avec le mois de juin 1982 est tout à fait significative, puisque l'on avait atteint ce mois-là le déficit record de 13 278 millions en données corrigées et de 11 780 millions en données brutes. Au demeurant, les résultats contrastés de ces trois derniers mois (le déficit a été de 1 538 millions en avril) ne permettent pas de tirer des conclusions définitives sur la tendance actuelle. Le chiffre de juin se rapproche cependant des prévisions de l'INSEE, pour qui le déficit devrait être ramené à 3,3 milliards par mois en fin d'année.

Ce que l'on constate, c'est une nette amélioration de la situation au deuxième trimestre, les mouvements exceptionnels de certains secteurs (notamment l'énergie) s'équilibrant entre mai et juin. Sur les six premiers mois de l'année, le déficit s'est élevé à 36,6 milliards de francs contre 43,3 milliards au premier semestre 1982. Mais la moyenne mensuelle s'élève à 4,3 milliards au deuxième trimestre contre 7,9 milliards au premier trimestre. Cette

tendance confirme les pronostics du gouvernement, qui prévoyait de ramener le déficit des échanges extérieurs aux environs de 60 milliards de francs en 1983 (contre 93,3 milliards en 1982) et à 45 milliards de mai 1983 à mai 1984.

La pression du dollar

Il apparaît en effet que ce redressement s'opère malgré la pression d'un dollar fort (il valait en moyenne au mois de juin 7,66 F), les exportateurs français profitant à la fois d'une amélioration de la compétitivité, d'une baisse de la demande intérieure et d'une très légère reprise de la demande étrangère.

En juin, les exportations ont progressé dans leur ensemble, à l'exception de l'automobile qui stagne pratiquement (-200 millions de francs par rapport au mois précédent), la plus forte hausse étant enregistrée dans le secteur des machines de bureau et du matériel électronique professionnel. En outre - c'est ce qui retient le plus l'attention - les exportations en direction des pays industrialisés se sont renforcées. Vis-à-vis des pays de la C.E.E., le déficit s'est globalement réduit de 1,8 milliard de francs, tandis qu'il est passé de 4,1 milliards de francs à 990 millions de francs pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E.

Tout en ne cachant pas sa satisfaction, on reste très prudent dans l'interprétation de ces chiffres au ministère du commerce extérieur, où l'on indique qu'il faut attendre les prochains mois pour avoir la confirmation du redressement.

SELON L'ENQUÊTE MENSUELLE DE LA BANQUE DE FRANCE

Tassement de la demande intérieure progrès de la demande étrangère

En juin, la production industrielle a très légèrement augmenté. Les chefs d'entreprise continuent néanmoins à prévoir une faible baisse d'activité au cours du dernier trimestre de l'année, note la Banque de France dans sa dernière analyse de la conjoncture.

Tandis que la demande intérieure s'est quelque peu tassée, les progrès de la demande étrangère se sont confirmés. Ils résultent « à la fois des gains de compétitivité dus à la hausse du dollar et, dans une moindre mesure, aux conséquences de la reprise aux États-Unis. (...) Cette tendance favorable devrait persister au cours des prochains mois », estime la Banque de France.

Les hausses de prix, fréquentes au début de juillet, s'inscrivent généralement dans le cadre d'accords de modulation et ne sont pas jugées suffisantes pour permettre une amélioration des marges. (...) Les chefs d'entreprise estiment que l'activité se maintiendra au rythme actuel jusqu'en septembre, mais s'affaiblira par la suite, compte tenu de l'état peu satisfaisant des carnets de commandes.

La situation de l'emploi s'est quelque peu dégradée, ajoute la Banque, et on note parfois une recrudescence des licenciements économiques, surtout dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

COPIES GEANTES

REPRODUCTION DE COPIES GEANTES DE DOCUMENTS OFFICIELS, JOURNAUX, REVUES, MANUSCRITS, CARTES, ALBUMS, PHOTOGRAPHIES, etc. - 33 Avenue de la République - PARIS 12 - Tél. 337 21 32 - Telex 20064 F

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION ET DES MOYENS
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES ET DE L'ÉQUIPEMENT
Sous-direction des marchés publics

Appel d'offres national et international

N° 6/83 - A-DGAM

Un avis d'appel d'offres national et international est lancé par le Ministère de l'Intérieur de la République algérienne démocratique et populaire en vue de l'acquisition de divers équipements radio destinés aux services de la protection civile.

Cet appel d'offres porte sur les lots suivants :

- Lot n° 1 : Appareils de mesures pour 6 stations de maintenance.
- Lot n° 2 : Chargeurs (40).
- Lot n° 3 : Accumulateurs.
- Lot n° 4 : Véhicules stroboscopiques (11).
- Lot n° 5 : Générateurs électriques photovoltaïques (20).
- Lot n° 6 : Lignes radioélectriques mono-canaux (70).

Les sociétés intéressées pourront soumissionner soit pour un seul lot, soit pour l'ensemble des lots. Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des grossistes, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant approbation de l'Etat sur le commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers sont tenus de joindre à leurs dossiers un certificat délivré par la chambre de commerce et d'industrie du lieu de leur résidence attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

En outre, conformément à la circulaire n° 021 DGCI du 4 mars 1981 du Ministère du commerce, les offres doivent être obligatoirement accompagnées des pièces et documents suivants :

- Les statuts de l'entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires et associés.
- La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social.
- La situation à l'égard des organismes de Sécurité sociale algériens pour les soumissionnaires ayant déjà eu une activité en Algérie.
- La capacité de production annuelle ainsi que l'éventail des fabrications de l'entreprise.
- La liste des principaux gestionnaires de l'entreprise ainsi que celle des principaux cadres devant intervenir au niveau de l'exécution du contrat.
- Les bilans des deux dernières années.
- Les attestations de la chambre de commerce (ou d'un organisme professionnel) du lieu du siège social portant sur les références de cette entreprise et les marchés réalisés avec des pays autres que l'Algérie.
- Les références authentifiées par les administrations et les entreprises algériennes ayant déjà eu recours à ces soumissionnaires.
- L'attestation de non-recours aux intermédiaires conformément à l'article 12 de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 sus-visée.

Les entreprises intéressées pourront retirer les dossiers d'appel d'offres au Ministère de l'Intérieur, DGAM/DIE/SDMP, Bureau 693 Palais du Gouvernement Alger.

Les offres doivent être déposées aux conditions des cahiers des charges techniques doivent obligatoirement parvenir en trois exemplaires et rédigés en langue française.

Toute indication susceptible d'identifier le soumissionnaire entraînera le rejet par et simple de l'offre.

Les offres doivent parvenir à l'adresse indiquée ci-dessus, la date limite de remise des offres est fixée à 45 jours à compter de la date de parution du présent appel d'offres.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 120 jours à compter de la date limite du dépôt des soumissions.

ÉTRANGER

LA RÉFORME DE L'EUROPE

Londres et Paris défendent des thèses contradictoires

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). - Le conseil spécial de la C.E.E. réunissant les ministres des affaires étrangères et des finances des Dix, s'est tenu, le 19 juillet à Bruxelles, ses travaux sur la réforme de l'Europe. Il est apparu très nettement que la France et la Grande-Bretagne n'ont pas la même conception de la réforme, la négociation avec des conceptions diamétralement opposées. Le 8 juillet dernier, la première réunion du conseil spécial s'était limitée à arrêter la procédure à suivre et à fixer le calendrier des réunions.

Mardi, les pourparlers ne se sont pas véritablement engagés, chaque des délégations se contentant d'exposer en termes très généraux la manière dont elle concevait la réforme de la Communauté. Seul M. Hove, le ministre britannique des affaires étrangères, s'est montré précis en rendant publiques ses idées pour réduire les dépenses agricoles et les déficits enregistrés par les États membres - c'est-à-dire le Royaume-Uni et l'Allemagne fédérale - entre ce qu'ils versent et ce qu'ils reçoivent du budget communautaire.

Le schéma de Londres repose sur un principe contraire aux règles suivies jusqu'ici par le Marché commun : les dépenses doivent être commandées par les ressources disponibles et non pas par les politiques. A partir de là, les Britanniques tirent deux conséquences : le taux d'accroissement du coût de la politique agricole commune serait inférieur au pourcentage d'augmentation des recettes et le budget agricole arrêté avant la fixation des prix. S'agissant du solde budgétaire de chaque pays, la Grande-Bretagne propose que les « pays les plus pauvres » (Grèce, Irlande) n'accusent pas de déficit. Pour les autres États membres les gains ou les pertes devraient être corrigés en fonction du produit national brut (système du « safety net »).

Même en abordant la question de manière équilibrée - à savoir les deux seuls points qui l'intéressent réellement - le Royaume-Uni peut trouver des alliés. Les Allemands de l'Ouest et les Néerlandais ont jugé « intéressantes » les propositions britanniques. Dublin et Athènes peuvent être également tentés par le projet de Londres. Il met, en effet, les Grecs et les Irlandais à l'abri d'une réduction des transferts financiers substantiels dont ils bénéficieraient actuellement.

La délégation française, qui visiblement ne veut pas à ce stade dévoiler ses cartes, a tenu tout autre discours. M. Delors, le ministre de l'économie et des finances, a centré son intervention sur la relance de la C.E.E., donc des politiques communes actuelles et futures. C'est ainsi qu'il a indiqué

que la France fera dans le courant du mois d'août des propositions sur la coopération industrielle en Europe. Le dossier sur le financement de la Communauté doit être étudié, estime M. Delors, après que les objectifs auront été fixés. De la sorte, Paris compte rallier nombre d'États membres - l'Italie s'est déjà prononcée en faveur des idées françaises - et n'obliger au bout du compte ses partenaires - notamment la R.F.A. - à faire le choix entre relancer l'Europe ou la réduire à une peau de chagrin.

Autrement dit, Paris est apparemment décidé à crever l'abcès britannique une fois pour toutes en demandant à tous de choisir entre la voie française et celle du Royaume-Uni, qui, selon M. Cheysson, le ministre des relations extérieures « est le seul État membre qui ne soit pas encore entré dans la Communauté ». Mais, c'est une difficulté de taille, plusieurs pays sont tentés de payer le prix nécessaire afin que la Grande-Bretagne adhère effectivement au Marché commun.

MARCEL SCOTTO.

LE BRÉSIL VEUT RÉDUIRE LE DÉFICIT DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

Le Brésil va signer, au cours des deux prochaines semaines, une nouvelle lettre d'intention - la troisième - adressée au Fonds monétaire international (F.M.I.), pour permettre la reprise de l'aide financière des grandes banques, au prix de la réduction de l'excédent des établissements publics. Cette lettre complète l'accord signé avec le Fonds sur la réduction du déficit budgétaire, qui devra être ramené de 6 % à 2,9 % du PIB et sur la limitation à 80 % du rattrapage des salaires par rapport à l'inflation, qui devra elle-même revenir en dessous de 100 % par an.

M. Carlos Langoni, président de la Banque centrale du Brésil, a pu partir pour Washington négocier un crédit de 3,6 milliards de dollars auprès de quatre banques, moitié aux États-Unis, payer moitié ailleurs.

Le prix à payer par les Brésiliens sera extrêmement élevé. Outre la baisse du pouvoir d'achat, l'activité industrielle diminuera de 3 % à 4 %, et beaucoup d'entreprises éprouveront des difficultés, comme le groupe Matarazzo (voir page 14).

Les syndicats ont annoncé une grève générale pour le 21 juillet.

LE GROUPE BRÉSILIEN MATARAZZO CHERCHE À ÉVITER LA FAILLITE

Le groupe industriel Matarazzo l'un des plus grands groupes privés brésiliens, éprouve actuellement de graves difficultés financières, et a demandé à ses créanciers, essentiellement les banques, le report de 120 millions de dollars d'échéances. S'il n'obtient pas le concordat demandé, il devra mettre en liquidation onze de ses quarante-trois sociétés.

Fondé en 1881 par Francisco Matarazzo, un immigrant italien, l'empire Matarazzo, constitué à partir du commerce du lard, s'est étendu, ensuite, à l'importation de farine, puis à la menuiserie, pour couvrir aujourd'hui toute une gamme d'activités allant de la chimie à l'agro-alimentaire, en passant par le textile, les mines et la banque.

Dans une lettre adressée aux journaux, les dirigeants du groupe mettent en cause la politique du pays, qualifiant le modèle économique brésilien de « suicidaire », et assurant que « l'inflation des moyens de production et l'extermination de l'économie de marché font entrer le Brésil dans une ère pré-marxiste ».

La plus grande centrale solaire à conversion photovoltaïque d'Europe a été inaugurée en Allemagne fédérale. Construite par le groupe A.E.G.-Telefunken, cette centrale est située sur la petite île de Pellworm, dans l'archipel de la Frise du Nord, où elle alimente un important centre de cure et une partie de l'île. Sur un terrain de 16 000 mètres carrés, 17 568 modules constitués de plaques de silicium transforment les rayons solaires en électricité. Chaque module produit environ 20 watts, ce qui porte la production totale à 300 kilowatts environ. Une batterie de 6 000 ampères doit permettre de fournir de l'électricité la nuit et par mauvais temps. (A.F.P.)

AGRICULTURE

Douche froide pour la SOPEXA

Plus 80 % en deux exercices. En 1982 et 1983, les pouvoirs publics prennent au sérieux les activités de promotion des ventes de produits alimentaires. La SOPEXA (Société pour l'exportation des ventes de produits agricoles et alimentaires), qui intervient tant en France que sur les marchés étrangers, voyait son budget considérablement augmenté. Cela correspondait alors aux objectifs gouvernementaux : améliorer le résultat de la balance commerciale, dans un secteur où la France est forte, l'agro-alimentaire, et reconquérir le marché intérieur.

Cette fois-ci, dans le projet de budget 1984, la dotation de l'État, qui était de 190 millions cette année, passerait à 83 millions de francs. Cela signifie la fermeture de onze bureaux à l'étranger, la suppression du programme d'accueil des stagiaires, la baisse des crédits européens de promotion, puisqu'ils ne sont accordés que dans la mesure où la SOPEXA participe à raison de 30 % aux programmes. Toujours d'après ce projet de budget, la société ne pourrait plus accorder que 27 millions de francs aux actions sur les marchés extérieurs, contre 104 millions. Au total, son activité serait réduite de 43 %, et encore à la condition que les crédits apportés par les professionnels, qui représentent environ 80 % de la dotation de l'État, soient augmentés jusqu'à 80 %.

Dans ces conditions encore, il faudrait, selon M. Hébert, directeur général de la SOPEXA, le

cancier soixante des deux cents salariés de l'entreprise, surtout dans les postes à l'étranger. Ce qu'il n'admettra pas. Dans le cadre de la politique de décentralisation, la SOPEXA venait de signer des conventions avec deux régions, Languedoc-Roussillon - où M. Rocard avait tenu à faire le déplacement - et Aquitaine. En 1984, plus de conventions régionales non plus, la SOPEXA n'aura pas assez de fonds.

Pourtant, le soutien tant du ministre du commerce extérieur, M. Cresson, que de M. Rocard lui est assuré. Pourtant, le Conseil supérieur d'orientation des productions, il y a trois semaines, n'a pas précisé la SOPEXA les voies à suivre en priorité : pour l'année à venir, vins et fromages aux États-Unis, pays du bassin méditerranéen ; Extrême-Orient.

Pourtant, le 14 septembre prochain, M. Cresson, à l'occasion d'une semaine française qu'elle lancera dans les magasins Bloomingdale, filiera les vingt ans de la SOPEXA à New-York. Elle sera accompagnée dans son séjour par une centaine de chefs de petites et moyennes entreprises éprises d'exportation. Autant de signes qui indiqueraient que les options gouvernementales n'ont pas changé : les ventes à l'étranger restent une priorité. A moins que la direction du budget n'en ait décidé autrement, ou qu'elle n'estime encore que la SOPEXA ne sert à rien. Il lui faudrait alors le dire.

JACQUES GRALL.

AFFAIRES

L.T.T.-Belgique emporte un contrat de modernisation du téléphone chinois

D'après le ministère des affaires étrangères de Belgique, la Bell Telephone, filiale belge du groupe américain L.T.T., va signer avec la Chine un contrat de modernisation de son réseau téléphonique. L'accord prévoit la livraison de cent mille téléphones de cent mille lignes et la construction par une société mixte d'une usine de matériel téléphonique à Shanghai.

Les Américains ont donc remporté ce contrat de 1,8 milliard de francs que les industriels français avaient réussi à « bloquer » grâce notamment au voyage du président Mitterrand en Chine en mai dernier.

Pour les P.T.T. françaises, la victoire américaine n'est pas vraiment surprenante. « Les négociations entre L.T.T. et les Chinois étaient très avancées ». Leurs espoirs reposent désormais sur « une suite », les pays faisant appel en général à deux fournisseurs. « Si L.T.T. a gagné pour l'usine, nous négocions pour des livraisons d'autres centraux pour un volume encore plus important. » Mais la société suédoise Ericsson et les Japonais sont également bien placés. La France avait remporté le contrat indien l'an dernier, elle n'a pas réussi en Chine.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

La C.G.T. critique le budget 1984 des P.T.T. - Le financement de la filière électronique par les P.T.T. à hauteur de 3,4 milliards de francs aura des conséquences néfastes pour le personnel, estime la C.G.T. « On ne créera aucun emploi en 1984, après une croissance zéro en 1983 », ont souligné les militants C.G.T., qui proposent « un autre financement » : augmentation d'un point du taux d'intérêt versé par la Caisse des dépôts aux P.T.T. pour les sommes collectées par les caisses d'épargne et transfert de charges comme l'aide à la presse au budget général de l'État.

Conjoncture

Les prix ont augmenté de 1,1 % au cours du mois de juin, selon l'indice publié par la C.G.T. La hausse au premier semestre 1983 a été de 6,1 %, selon la C.G.T., et de 10,7 % entre juin 1982 et juin 1983. L'estimation provisoire de l'INSEE n'aboutissait qu'à une augmentation des prix entre 0,5 % et 0,6 % pour juin 1983.

Pêche

Une conférence mondiale de la F.A.O. - L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) va organiser une conférence mondiale sur l'aménagement et le développement des pêches. La conférence aura lieu à Rome et se déroulera en deux étapes : la partie technique coïncidera avec la session régulière du comité des pêches de la F.A.O., du 10 au 19 octobre 1983 à Rome. Le comité formulera des recommandations, qu'il présentera à la session de politique générale de la conférence qui se tiendra du 27 juin au 6 juillet 1984.

Social

Fortes progrès de la formation des artisans. - Les ressources consacrées à la formation continue de plus de deux millions d'artisans vont plus que doubler en 1983. Elles passeront de 60 millions de francs à 160 millions, a annoncé mardi 19 juillet M. Jacques Grando, directeur de l'artisanat du ministère du commerce et de l'artisanat. Les dix-sept fonds nationaux d'assurance-formation mis en place cette année au niveau des branches professionnelles vont recevoir incombablement une première dotation de 20 millions de francs.

La F.A.S.T.I. dénonce les propos de M. Chirac sur l'immigration. - La Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (F.A.S.T.I.) a dénoncé mardi 19 juillet les récents propos de M. Chirac sur l'immigration. « Depuis dix ans, contrairement à ce qu'affirme le maire de Paris, la population immigrée n'a pratiquement pas augmenté », déclare la F.A.S.T.I., qui « attire l'attention sur les réactions racistes » que ne manquent pas de provoquer, selon elle, les assertions de M. Chirac.

RECTIFICATIF. - La DATAR nous précise que « les quatre mille neuf cents emplois qu'elle a contribué à créer ou maintenir sont les résultats de la dernière réunion du comité interministériel d'aide à la localisation d'activités (C.I.A.L.A.) et non le bilan d'une année de ce comité », comme nous l'indiquions par erreur dans notre première édition du 20 juillet. La DATAR nous informe également que près de quarante mille emplois ont été primés en 1982 au titre de l'aménagement du territoire.

ÉNERGIE

LA FIN DE LA CONFÉRENCE D'HELSINKI

L'OPEP sans secrétaire général

Les onze ministres du pétrole de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), réunis à Helsinki depuis le lundi 18 juillet, se sont séparés mardi soir 19 juillet sans être parvenus à se mettre d'accord sur la nomination d'un nouveau secrétaire général. Le successeur de M. Saïd al-Murad (Arabie saoudite), dont le mandat a pris fin au début du mois de juillet, doit en ef-

fect être élu à l'unanimité. Or l'Iran, dont c'est le tour de proposer un candidat, selon les règles jusqu'ici observées au sein de l'organisation, a maintenu jusqu'au bout sa candidature. Celle-ci a été repoussée, pour des raisons essentiellement politiques, par les autres membres. « La conférence a remporté la discussion sur la désignation du secrétaire général jusqu'à ce que les conditions supplémentaires aient été éliminées », a précisé l'OPEP dans un communiqué. En attendant, c'est M. Mansour al-Otaibi, ministre des Émirats arabes unis, président en exercice de l'organisation, qui supervisera le secrétariat.

De façon générale, l'OPEP a préféré remettre à plus tard les décisions délicates, afin de ne pas ternir l'image de cohésion qu'elle a réussi à afficher depuis le printemps. Ainsi les discussions sur les niveaux de production et les prix de pétrole brut ne devraient-elles reprendre qu'à l'automne, au vu de l'évolution du marché, la demande devant atteindre, selon M. Al Otaibi, 17,5 à 19 millions de barils par jour au cours du quatrième trimestre. Une réunion du comité de surveillance de l'OPEP qui se tiendra fin septembre à Abou-Dhabi pourrait déboucher sur la convocation d'une conférence extraordinaire consacrée à ces sujets. Le prix de référence de l'OPEP reste donc fixé à 29 dollars par baril, et la production plafonnée à 17,5 millions de barils par jour.

Quant à l'adoption d'une stratégie à long terme, qui devait initialement constituer le principal sujet à l'ordre du jour d'Helsinki, elle est également remise à plus tard. Les ministres ont chargé un groupe d'étude dirigé par Cheik Yamani, ministre saoudien du pétrole, de faire un rapport complet sur la question, dont les conclusions seront soumises à la prochaine conférence ordinaire de l'OPEP, prévue début décembre à Genève.

● La compagnie pétrolière américaine Occidental a élu à son conseil d'administration saoudien M. Aziz Di Syriani, représentant de deux investisseurs d'Arabie Saoudite. La compagnie a révélé que les intérêts saoudiens détenus par la société Compétrol B.V. représentaient le plus gros groupe d'actions Occidentales. Le montant de la participation saoudienne n'a pas été précisé, mais le principal actionnaire d'Occidental, jusqu'ici M. David H. Murdock, détenait 3,5 % du capital.

Pour compenser leurs pertes de recettes

LE F.M.I. POURRAIT ACCORDER DES FINANCEMENTS AUX PAYS PÉTROLIERS

Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a admis le principe d'accorder des financements compensatoires pour pertes de recettes d'exportation de pétrole à des pays membres de l'OPEP mis en situation difficile du fait de la baisse des prix et des ventes de brut, annonce la revue spécialisée *Petroleum and Gas* (P.G.A.) dans son édition du 16 juillet. Le Nigeria serait, avec le Venezuela, le premier bénéficiaire de cette décision.

Le financement compensatoire serait, selon P.G.A., d'environ 590 millions de dollars (1 dollar vaut environ 7,80 F) pour le Nigeria et de plus de 1 milliard de dollars pour le Venezuela. Ce type de financement présente habituellement l'avantage de ne pas être accompagné de conditions aussi sévères que celles imposées par le F.M.I. lors de l'octroi de crédits « stand by ». Dans le cas des pays cités toutefois, le F.M.I., selon P.G.A., s'apprêterait en fait à durcir ces conditions d'octroi. Le Nigeria, en effet, est en train de négocier, parallèlement, un crédit « stand by » de 2,67 milliards de dollars auprès du F.M.I. ainsi qu'un refinancement de 1,6 milliard de dollars de ses arriérés commerciaux. Il devrait donc, de toute manière, se conformer au plan d'austérité mis au point avec le F.M.I.

Le Venezuela, pour sa part, comptait obtenir, grâce à ces financements compensatoires, un rééchelonnement de ses dettes auprès de ses banquiers internationaux. Mais ceux-ci auraient fait savoir qu'ils refusaient cette solution tant que le F.M.I. n'aurait pas imposé un programme d'austérité rigoureux au pays.

INDUSTRIE

La réorganisation de la chimie d'Elf-Aquitaine

(Suite de la première page.)

Les entités industrielles des entreprises réunies dans ATO-CHEM seront maintenues en l'état. En revanche, pour renforcer les synergies, indispensables pour rejoindre les routes de l'expansion et du profit, des regroupements par famille de produits avec leurs marchés seront effectués, chacune d'elle devant être dirigée par un homme responsable des comptes d'exploitation et du développement.

Ainsi donc la chimie d'Elf - appelons-la provisoirement Elf-Chimie - se met en forme. Une forme singulière et pour le moins compliquée, au demeurant, dans la mesure où le remodelage - phénomène inhabituel - va se faire hors structures, par emploi des compétences humaines et par chaînes de produits sur lesquelles plusieurs sociétés seront placées souvent sans liens juridiques. Médecine douce ou démarche philosophique ? M. René Sautier, en tout cas, applique à Elf-Chimie la même thérapeutique qu'à la Sanofi, en privilégiant le couple marché-produit absolument « déterminant » à ses yeux.

Très grossièrement définie, Elf-Chimie sera composée de sept branches :

- 1) Une branche « chimie de base » ou ATO-CHEM (grands intermédiaires, pétrochimie, chlorure) avec une subdivision pour les matières plastiques (P.V.C., polyéthylène, polypropylène, plastiques techniques) placées sous l'autorité de M. Arsène Schun. Cet ensemble fera 19,5 milliards de francs de chiffre d'affaires environ ;

- 2) Une branche « chimie fine » aux contours et au chiffre d'affaires encore flous, mais dans lequel seront intégrés les produits fluorés de

P.C.U.K., passés pour l'instant dans l'orbite d'ATO-CHEM ;

- 3) Une branche « spécialités ». Elle rassemblera autour de la filiale américaine M. and T. Chemicals prise comme pivot, la CECA et Rousselot. Son chiffre d'affaires sera de 5,36 milliards de francs ;

- 4) Une branche « santé et hygiène » avec Sanofi (7,8 milliards de francs de chiffre d'affaires), dont l'indépendance sera farouchement conservée et n'aura de liens avec la branche « spécialités » que sur un plan technico-commercial dans le domaine très spécial des additifs alimentaires et des arômes ;

- 5) Une branche « engrais-soufre » avec la partie chimie de l'entreprise américaine Texas Gulf (2,85 milliards de francs de chiffre d'affaires) à laquelle sera jointe l'activité soufre d'Elf Aquitaine (1,3 milliard de francs) ;

- 6) Une branche « habitat » (1,43 milliard de francs) ;

- 7) Une branche bio-industrie avec l'ensemble bio-industrie (136 millions de francs). Toutes ces branches n'auront de tronc commun que M. R. Sautier lui-même, et comme maillons que les hommes responsables chargés des produits. Il n'y aura pas de holding inutile, qui « créerait un écran », affirme M. Sautier.

L'unité par les investissements

Simple restructuration de principe ? M. Sautier s'en défend. Le but est d'éviter la dispersion des efforts, et surtout de faire jouer à fond les effets de taille, la distinction devant être rigoureusement faite entre les marchés européens (chimie de

base) et les marchés mondiaux (spécialités). Les additifs alimentaires sont un marché mondial. M. Sautier le prend comme exemple, précisant qu'il est très important avec le développement des fast foods, surtout au Japon où il veut qu'Elf-Chimie s'implante avec une équipe locale.

Les fusions juridiques viendront beaucoup plus tard quand les mécanismes seront rodés. Le système a démontré son efficacité chez Sanofi. Chez Elf-Chimie pas plus que chez Sanofi, la recherche ne sera regroupée. M. Sautier est opposé à un tel rassemblement qui donnerait naissance à un organisme lourd et peu efficace. Au contraire, la liberté sera laissée à chaque entreprise d'exprimer sa propre innovation.

Bref, M. Sautier veut rééditer son exploit et faire, comme dans la pharmacie, de la chimie sur mesure. Les difficultés à surmonter ne sont quand même pas minces. Le patron de la chimie d'Elf va devoir se battre contre un pessimisme dangereux. Il le reconnaît aisément, mais sait qu'il devra aussi changer les mentalités. « J'ai trouvé une adhésion totale », affirme-t-il. « Beaucoup ont senti passer le vent du boulet ».

M. Sautier va devoir s'attaquer au problème de fond, c'est-à-dire restaurer la situation financière de la chimie de base, grosse de P.C.U.K. en l'ordre de perte (- 690 millions de francs rien que pour ATO et Chloé). Il a déjà pris des mesures. Son bilan éthylène est bouclé. Plus de surcapacités de ce côté-là. Autrement dit, à C.F. Chimie de faire son devoir. Mais il en va bien autrement dans les plastiques. « Une entente est possible entre Européens », assure-t-il. D'autre part, le problème des prix n'a pas trouvé encore de solution. Dans le

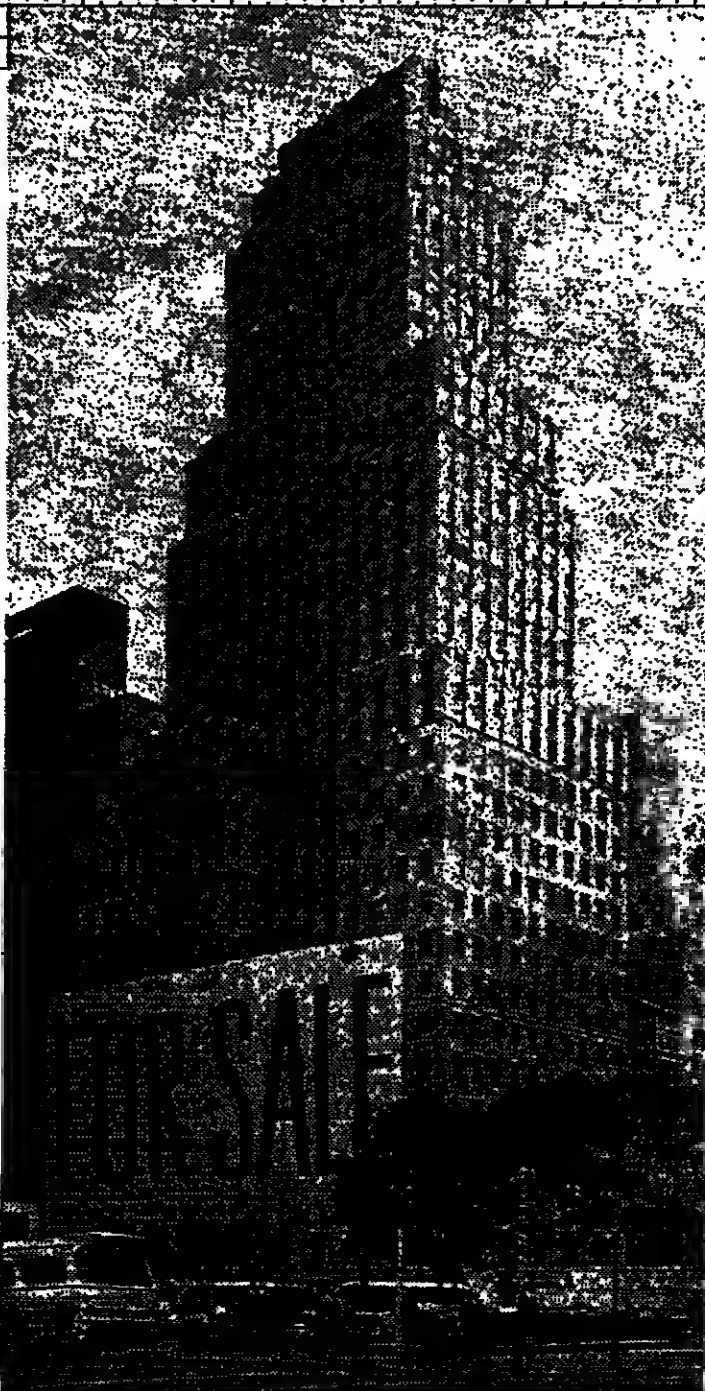
P.V.C., la perte est de 60 centimes par kilo, ce qui coûte au groupe 120 millions de francs en marge brute par an. Avant de partir en vacances, M. Sautier va écrire à M. Delors pour lui demander l'autorisation de relever ses barèmes avant l'hiver, quand l'indice des prix le permettra.

Des problèmes surgiront aussi dans la chimie « périphérique » (oxyde d'éthylène, oxyde de propylène) dont les unités sont trop petites et non rentables. Il n'y aura pas de licenciements à condition que la main-d'œuvre soit acquiescente à l'idée de la mobilité. « Il faut chercher le travail là où il se trouve ». De toute façon, M. Sautier fait du dialogue avec les élus locaux et les syndicats une priorité. Et puis, à ses yeux, la chimie n'est pas la métallurgie, et Elf contribuera à reconstruire le tissu industriel, et à créer des emplois là où des difficultés surgiront.

M. Sautier sera donc l'arbitre tout-puissant d'Elf-Chimie dans la mesure où il répartira les investissements, source d'unité de l'ensemble. Il a reçu l'assurance de M. Pecqueur, nouveau P.-D. G. d'Elf-Aquitaine, que 1 milliard à 1,5 milliard de francs seront dépensés chaque année dans la chimie comme l'avait souhaité M. Chalandon. Mais il n'y aura pas d'investissement sans ajustement de prix quand la situation l'impose comme dans le P.V.C. A quoi bon gaspiller de l'argent. Elf-Aquitaine espère ainsi équilibrer les comptes de sa chimie - en dehors de la SANOFI bien portante - en quatre ans. En attendant, 1983 verra encore ce secteur être déficitaire, de l'ordre de 1 milliard de francs, selon M. Sautier. Voilà qui donne une idée du nouveau pari lancé par le groupe pétrolier.

ANDRÉ DESSOT.

AVEC FF456- VOUS DEVEZ COPROPRIÉTAIRE DE L'IMMEUBLE DE BUREAUX 745 FIFTH AVENUE, A NEW-YORK



FF 456.- est le prix (valeur 1^{er} juillet) de l'action Rodamco coté en bourse. L'achat d'une seule action Rodamco suffit pour devenir copropriétaire d'un portefeuille immobilier international diversifié qui comprend des programmes commerciaux de première catégorie comme l'immeuble de bureaux, 745 Fifth Avenue, à New-York.

Rodamco gère un actif net de l'ordre de FF 2,4 milliards dont la moitié environ a été placée aux USA, avec des résultats très satisfaisants, aujourd'hui comme demain.

Comme il ressort du rapport annuel 1982/1983 que la société vient de publier, les investisseurs ont pu récolter les fruits de la politique de Rodamco : un placement en actions Rodamco aura enregistré une plus-value de 24,3% (hors 10,3% de distributions) sur 12 mois. Un résultat intéressant ? Pour de plus amples informations, il vous suffira d'envoyer le bon ci-dessous.

RODAMCO LE FONDS IMMOBILIER DU GROUPE ROBECO

Rodamco, Postbus 973, 3000 AZ Rotterdam, Pays-Bas.

Nom : _____

(caractères d'imprimerie s.v.p.)

Adresse : _____

Code postal et Ville : _____

123



30465

RODAMCO

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT

AVIS DE PRÉSÉLECTION

Le ministère de l'équipement envisage de lancer un appel d'offres international pour l'éclairage public de 50 km de routes à Tunis. Pour pouvoir être présélectionnées les entreprises doivent répondre aux deux conditions ci-après :

- Avoir des références et une capacité technique pour ce genre de travaux.
- Proposer un crédit fournisseur.

Le montant des travaux est évalué à 2 000 000 de dinars tunisiens (Deux millions de dinars tunisiens).

Les entreprises désirant participer à l'appel d'offres devront faire acte de candidature avant le 18 août 1983 auprès de M. le Directeur régional de l'équipement de Tunis, 1, avenue Charles-Nicolas, 1006 Tunis.

Le dossier de présélection rédigé en langue française doit contenir toutes les justifications sur les références de l'entreprise et les conditions de financement.



INSTITUT FRANCO-AMÉRICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY

une grande école internationale

- Créé en association avec une université américaine réputée : Hartford University, Connecticut, USA.
- 3 ans de formation supérieure à la gestion, (2 ans à Paris, 1 an aux États-Unis).
- 2 diplômes : Diplôme IFAM, Bachelor of Science in Business Administration.
- 4^e année optionnelle : obtention du diplôme MBA (Master in Business Administration).

admission : Baccalauréat exigé + dépenses études.

Renseignements : IFAM, 28, rue de la Trémoille, 75008 Paris. Tél. : 723-67-48

Établissement international d'Enseignement Supérieur Privé.

Nom : _____

Prénom : _____

Bac : _____

Adresse : _____

SOCIAL

EN DONNÉES CORRIGÉES

La baisse continue des offres d'emplois
(- 12,1 % en juin) reste préoccupante

La hausse du nombre des demandeurs d'emploi en juin - de +0,4 % - a finalement été plus faible qu'on ne le prévoyait généralement (1). En mai, il est vrai, l'accroissement élevé - de +1,3 % - après six mois de stabilisation du chômage, avait fait craindre le pire (le Monde du 16 juin). Albeit-on vers une inversion de la tendance ? Les données de juin, après correction des variations saisonnières, inégalement la prudence. Sur les douze derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru de 106 000, soit +0,6 % entre juin 1982 et juin 1983 (s'élevant à cette dernière date à 2 038 100). D'ailleurs, M. Jack Ralite, ministre délégué chargé de l'emploi, a, dans un communiqué, le 19 juillet, souligné que, « en données corrigées des variations saisonnières, la hausse sur un an est quasiment nulle ». En pleine crise économique, ce résultat est intéressant.

Mais les prochains mois risquent d'être plus difficiles. Selon les experts du service des études et de la statistique du ministère, le nombre des autorisations de licenciements d'ordre économique et le nombre de journées indemnisables au titre du chômage partiel sont en augmentation constante depuis plusieurs mois. Et surtout, « la baisse continue des dépôts d'offres d'emploi à l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) » remarquent ces experts, depuis le début de l'année s'est poursuivie au mois de juin. De janvier à juin, cette baisse atteint 44,6 % (fin juin, ce nombre de dépôts d'offres a été de 42 600). La diminution est due pour part égale à la détérioration de la situation de l'emploi et au ralentissement des dépôts d'offres dans le cadre des contrats de solidarité (57 000 en juin contre 21 000 en janvier). Même les dépôts d'offres d'emploi à temps partiel ou à durée déterminée sont en diminution (entre juin 1982 et juin 1983,

- 8,1 % pour les premières, - 11,7 % pour les secondes).

En fin de compte, la durée moyenne d'attente - en nombre de jours - des demandeurs en quête d'un emploi tend à s'allonger (de +6 % de fin mai à fin juin, de +4 % de fin juin 1982 à fin juin 1983, s'élevant à cette dernière date à deux cent treize jours). Si l'on en croit les récentes prévisions de l'Institut national de la statistique et des études économiques, le nombre de demandeurs d'emploi s'accroîtrait jusqu'à la fin décembre de quelque 160 000 personnes.

Ces données indiquent clairement que tout effort pour tenir le niveau du chômage devient primordial, étant données la mauvaise conjoncture économique et la baisse continue des effectifs industriels salariés. Même si les résultats de cet effort se situent à la marge, ils représentent un gain sur la détérioration prévisible de l'emploi. « Ce mois-ci, les chiffres sont bons », a déclaré M. Ralite au micro de Radio-Montecarlo le 19 juillet. Mais cela dit, il s'agit de la poursuite de la « diminution des offres d'emploi ». « Le gouvernement est attentif à cette question », a affirmé M. Ralite, annonçant qu'à chaque conseil des ministres « il y aura des décisions en faveur de l'emploi ».

D. R.

(1) Voir nos éditions du 20 juillet. Fin juin, demandes d'emploi : 1 877 700 en données brutes (-1,8 % en un mois), 2 038 100 après correction (+0,4 % en un mois) ; offres d'emploi : 80 500 en données brutes, 72 600 en données corrigées (-12,1 % en un mois) ; nombre de placements effectués par l'A.N.P.E. : 49 300 (+13,3 % par rapport à mai 1983). Fin juin, 120 800 personnes (au lieu de 121 800 en mai) recherchaient un emploi à temps partiel, 67 800 en emploi à durée déterminée (contre 67 700 fin mai).

LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CHEZ PEUGEOT ET TALBOT

Après la C.G.T., la C.F.D.T. appelle à une grève de vingt-quatre heures le 21 juillet

« L'opération Peugeot est une nouvelle phase débridée du patronat pour déstabiliser économiquement et politiquement la direction des affaires du pays », a affirmé le 14 juillet M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie C.G.T., qui conteste le caractère « conjoncturel » de ces mesures annoncées par le groupe P.S.A. pour réduire son déficit, qui serait de huit mille neuf cent quatre-vingt-sept personnes. La reconnaissance du caractère « structurel » de ces mesures aurait, il est vrai, pour effet de prolonger les délais de la consultation et de la prise de décision finale sur les suppressions d'emplois et les licenciements. « Personne à gauche ne doit se tromper sur la dimension d'une telle opération patronale », dit encore M. Sainjon, qui ajoute qu'il n'est pas question de fournir de l'argent public à Peugeot : « Les gouvernements de droite ont montré ce qu'il ne faut pas faire quand on aide à fonds perdu à la sidérurgie. Il est vrai que la C.G.T. nie les difficultés financières du groupe. « On est passé le trésor de guerre, qui s'élevait à 10,81 milliards de francs du bilan de 1980 ? », interroge la centrale syndicale, qui affirme qu'en trois ans (1980-1982) les « profits » du groupe ont été de plus de 3 milliards (quand le groupe parle de près de 6 milliards de francs de pertes). Mais il est vrai que la C.G.T. calcule ces profits sans tenir compte des remboursements d'emprunts et des frais financiers (7,5 milliards de francs en trois ans) et refuse la notion de provisions, saine dans tous les systèmes comptables.

La C.G.T., qui appelle à la grève générale le 21 juillet, refuse donc les licenciements et propose pour les éviter la réduction des délais de livraison des véhicules, la retraite à cinquante-cinq ans, les trente-cinq heures par semaine pour travaux pénibles et la formation professionnelle pour tous. La C.F.D.T., qui a appelé elle aussi à la grève générale le 21, date des comités centraux d'entreprises chez Talbot et Peugeot, a elle aussi réclamé aux pouvoirs publics un délai de « plusieurs mois » (les lettres de licenciement devraient partir dès septembre), la réduction de la durée du travail et la conclusion de contrats de solidarité.

Ces mouvements interviennent au moment où la troisième marque du groupe Citroën confirme le transfert des activités de fonderie de son usine de Nanterre en Moselle et celles d'usinage et de montage de moteurs en Espagne avant la fin du premier semestre 1984. Cinq cent cinquante personnes sur les mille sept cent quatre-vingts que comporte cette usine seront touchées par cette mesure.

Autre pièce à verser au dossier, l'association des anciens concessionnaires de Simca-Talbot affirme que la fusion des réseaux de vente de Talbot et de Peugeot est l'une des causes des suppressions d'emplois.

L'association estime également que « la chute persistante des ventes Talbot prouve l'échec des concessions binomiales » résultant de la fusion des réseaux. Elle souligne que « ce démantèlement n'a incontestablement conduit à l'implantation rapide et irréversible de réseaux étrangers en France ». L'association ajoute qu'elle entend maintenant informer le public et les responsables économiques sur « la façon éhémériste dont ont été conçus, organisés et conduits le démantèlement et l'élimination du réseau Simca-Talbot ». Les concessionnaires Simca-Talbot que représente cette association ont été les premières victimes de la fusion.

La sélection pour devenir pharmacien d'officine est donc d'abord une sélection par l'argent. Quand on

LES PHARMACIENS

A la fin 1981, le conseil national de l'ordre comptait 40 099 pharmaciens, dont la moitié exercent titulaires d'une officine. Les autres se répartissent entre 11 372 pharmaciens assistants (dont 1 389 dans l'industrie), 2 914 pharmaciens des hôpitaux et 131 dans la mutualité, 566 dans les D.O.M.-T.O.M., 5 946 dans les laboratoires d'analyses (dont 2 720 directeurs de laboratoire) et 597 dans l'industrie.

(Publicité)

AGENCE EXCLUSIVE SÉRIEUSE

A remettre pour le département du RHONE. Activité constante et de bon rendement. Idéal comme appoint pur comptabilité indépendant ou persona avec bonne formation commerciale et comptable désirant s'établir.

Capital initial nécessaire : 150 000 FF.

Écrire à Servan Fiduciaire S.A.
Case postale 887, CH-1001 LAUSANNE.

(Publicité)

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE

MAROCAINE DE MEKNES

RUE AHMED AMINE - B.P. N° 208

Tél. : 210-43 et 22-24

TELEX : 41087 M.

MEKNES (MAROC)

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Société Coopérative Agricole Marocaine (SCAM) de Meknès recevra jusqu'au 12 septembre 1983 à 12 heures, les offres pour l'étude, la fourniture, le transport et le montage de silos métalliques à réaliser dans les provinces de Meknès, Ifrane et Khénifra d'une capacité totale de 66 000 T.M.

Les offres à faire conformément aux conditions définies dans le cahier des charges devront être déposées ou transmises par voie postale à l'adresse sus-indiquée.

Retrait du cahier des charges à la même adresse, caution provisoire 100 000 DH.

Le Directeur de la SCAM
signé R. DAOUDI

La pharmacie n'est plus ce qu'elle était

(Suite de la première page.)

Commerçants malgré eux, ils ne sont pas libres de s'installer où ils veulent, ne sont pas maîtres de la composition de leur stock - déterminé par la puissante industrie pharmaceutique - et n'influent que peu sur son écoulement, le prescripteur restant le médecin. Ils jouissent certes du monopole de la vente des médicaments, mais c'est un monopole captif, aux frontières étroitement encadrées.

Plus frustrés encore sont les pharmaciens assistants, dotés des mêmes diplômes, mais qui doivent se contenter d'un salaire de 7 000 à 10 000 F par mois, sans grand espoir d'achat d'une officine si aucune bonne fée ne les aide à constituer une mise de départ qui devient de plus en plus importante. *Grosso modo*, un sur trois des pharmaciens diplômés, mais qui doivent se contenter d'un salaire de 7 000 à 10 000 F par mois, sans grand espoir d'achat d'une officine si aucune bonne fée ne les aide à constituer une mise de départ qui devient de plus en plus importante.

On ne devient propriétaire de son officine que vers la trentaine, ce qui explique que moins de tiers des pharmaciens ayant vitrine sur rue ont moins de trente-cinq ans, tandis que près des trois quarts des pharmaciens assistants sont dans cette classe d'âge.

Acheter une pharmacie, tel est le cap à franchir. L'obligation tout à fait légale qu'il faut remplir pour devenir « potard ». Ce n'est pas pour rien que 71,2 % des étudiants en pharmacie en 1980-1981 étaient fils et filles de « patrons de l'industrie et du commerce », de « professions libérales et cadres supérieurs », de « cadres moyens », selon la nomenclature de l'INSEE. Chez les étudiants en médecine, cette proportion est un peu plus importante (72,5 %), comme chez les futurs dentistes (75,1 %).

Sélection par l'argent

Acheter une pharmacie, certes, mais quelle pharmacie ? Le prix de vente d'un fonds (sans les murs) est fonction directe de son chiffre d'affaires annuel : 80 % (de 60 à 80 %) dans les petites villes et à la campagne) du chiffre d'affaires du dernier exercice. Il faut y ajouter le montant du stock, dont l'inventaire est fait par une entreprise spécialisée, et qui équivaut souvent à deux mois de vente. Or le chiffre d'affaires d'une pharmacie varie aux extrêmes de 500 000 francs à 10 millions de francs, plus des trois quarts se situant entre 1982 et 1 et 3 millions de francs, et 5 % au-delà de 4 millions de francs.

La sélection pour devenir pharmacien d'officine est donc d'abord une sélection par l'argent. Quand on

n'a pas de fortune personnelle, acheter une pharmacie moyenne, c'est s'endetter pour dix ans et se constituer un patrimoine, mais en acceptant de vivre rigoureusement et de façon spartiate. Malheur à celui qui n'a pas complété sa formation scientifique et son expérience professionnelle (souvent comme pharmacien assistant) par une formation minimale mais solide à la gestion ! Même avec cet atout supplémentaire, il faudra vivre difficilement les dernières années de remboursement de la dette, les années où la déduction avant impôt des intérêts de celle-ci s'annulera, tandis que les remboursements du capital s'imputent normalement sur le bénéfice et diminuent le revenu.

La situation de Jacques C., quarante et un ans, installé depuis mai 1975 dans une rue calme du douzième arrondissement de Paris, est, à cet égard, exemplaire. Avec 120 000 francs d'apport personnel, il a acheté une pharmacie à une concessionnaire d'un personnel pléthorique et qui était pressée : 480 000 francs - qui représentent 75 % d'un chiffre d'affaires de 600 000 francs - et 100 000 francs de stock. Dans la pharmacie, on ne dépense que très rarement son bilan. On vend. Le plus vite possible.

L'épargne forcée

Pour ce faire, en réglant les frais divers qui accompagnent toute transaction, il a emprunté 525 000 francs sur dix ans à 13,20 %. En 1982, son chiffre d'affaires s'est élevé à 1 575 000 francs hors taxes (dont 16 à 17 % sont dus à la dermo-pharmacie, à la diététique infantile, à tout ce qui n'est pas médical). La marge brute s'élève à 559 000 francs (35,5 % du chiffre d'affaires, mais la marge de la parpharmacie est plus forte que celle des médicaments). Une fois déduites les charges de l'entreprise (loyer, ébaufrage, salaires et charges de son assistant et de son apprenti - 44 500 francs - soit en tout 75 % environ du total), il lui reste un revenu imposable de 142 000 francs : un revenu théorique de 11 800 francs par mois pour cinquante heures d'ouverture par semaine. Il faut, en déduire 69 500 francs de remboursement du capital et il lui reste pour vivre, avant impôt, environ 6 000 francs.

La baisse de 1 point du taux de marge sur les médicaments remboursables, appliquée en 1982, lui aurait coûté 770 francs par mois. Il est furieux.

Un pharmacien sur deux est endetté, peu ou prou, et l'endettement moyen est dans ce cas de 550 000 francs, qu'il s'agit d'acheter ou de modernisation de l'affaire. Pour tous ceux qui ne sont pas lourdement endettés, l'effet de la ré-

A Gennevilliers

DÉSACCORD ENTRE DES IMMIGRÉS ET LA SONACOTRA

Les résidents du foyer Sonacotra situé 115 avenue des Grévilions à Gennevilliers (Hauts-de-Seine), qui ont suspendu le paiement de leurs loyers depuis le mois d'avril « en raison de l'augmentation de 28,53 % imposée pour l'année, soit un loyer de 740 F pour une chambre de 13 mètres carrés au lieu de 572 F en décembre 1982 », ont annoncé mardi 19 juillet, qu'ils allaient poursuivre leur lutte. Ils se déclarent « soutenus par M. Jacques Brunhes, député (P.C.), la municipalité de Gennevilliers, les unions locales C.F.D.T. et C.G.T. » et par plusieurs associations. Selon eux, M. Cassinijana, président de la Sonacotra (et ancien secrétaire de la commission nationale des travailleurs immigrés du P.S.), n'aurait proposé qu'un étalement des hausses dans le temps.

● Fermeture de la dernière usine d'Europe produisant de la dioxine. - La ville de Linz (Autriche) a finalement obtenu la fermeture, le 19 juillet, d'une unité de production de trichlorophénol appartenant au groupe chimique d'Etat Chemie Linz A.G. Cette usine, qui employait cent cinquante personnes, était la dernière en Europe à produire le trichlorophénol, utilisé pour la fabrication de désinfectants chimiques. Les autorités de la ville de Linz ne voulaient plus d'une usine dont la production entraîne inévitablement la formation de dioxine, gaz hautement toxique. L'évacuation des déchets contaminés était devenue difficile depuis que l'Allemagne fédérale n'autorisait plus leur transit sur son territoire (pour leur incinération en mer du Nord), après les derniers rebondissements de l'affaire des déchets de Seveso. - (A.F.P., Reuters, A.P., U.P.I.)

cente décision gouvernementale, pour désagréable qu'il soit, est tout à fait supportable.

Il y a un côté épargne forcée dans cette obligation d'achat de l'outil de travail, le pharmacien se constituant, de gré ou de force, un patrimoine négociable. Quel cadre, en quinze ans de travail, parvient à mettre de côté de 1 à 3 millions de francs ?

Malgré tout, la profession reste attrayante, à la fois par le statut social qu'elle confère, mais aussi par sa réputation de secteur économiquement protégé, où la concurrence n'existe pas, grâce au fameux monopole de vente du médicament.

Au 31 décembre 1982, il y avait 20 282 officines, et le chiffre d'affaires global de la branche était d'environ 45 milliards. Il s'était ouvert, dans l'année, 346 pharmacies, dont 276, soit 80 %, grâce à des dérogations aux règles administratives d'octroi d'une licence (1). Les fermetures définitives sont au nombre de 3. En fin 1981, on avait autorisé la création de 241 pharmacies, dont les deux tiers (160) par dérogation, et enregistré 7 fermetures.

Même si l'on ne freine que très imparfaitement l'évolution de la consommation médicale, la capacité du territoire français d'accueillir de nouvelles pharmacies n'est pas illimitée. Si, comme le disent les professionnels, le seuil de rentabilité d'une officine (13 % de bénéfice net avant impôt) est de 2 millions de chiffre d'affaires annuel, on peut imaginer que, dans quelques années, malgré l'apport très rentable des produits diététiques ou d'hygiène, les pharmaciens n'auront pas besoin du secteur mutualiste pour leur faire concurrence. Ils s'en chargeront eux-mêmes, leur seule chance de réussir financièrement résidant dans des gains de productivité.

Le barrage créé par la limitation à 2 800 des étudiants admis à poursuivre leurs études au-delà de la deuxième année a eu un effet relatif : en 1978, selon M. Pierre Pocke, président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques, près de 7 000 pharmaciens étaient sans emploi. Ils s'élevaient plus que 13 12 inscrits à l'A.N.P.E. le 31 mai 1983.

On se trouve la solution ? Dans le recours à l'informatique ? Un pharmacien sur deux enregistre les commandes qu'il passe quotidiennement au grossiste sur un terminal d'ordinateur, et 1 500 environ ont adopté la micro-informatique de gestion. En

revanche, la création d'une banque unique de données scientifiques en est à son tout-début et l'initiative vient pour l'instant de l'industrie pharmaceutique.

On pourrait imaginer aussi que la profession choisisse volontairement le risque de l'économie libérale. Le rapport Rueff-Armand en 1959 recommandait « d'éliminer les réglementations qui n'ont pas pour objet exclusif la protection des malades » : il s'agissait d'ôter aux pharmaciens le monopole de vente de « médicaments courants sans danger », ainsi que la plupart des « objets pharmaceutiques » (pansements), et de dissocier la propriété de l'exercice de la profession. « Le rapport Rueff-Armand est en preuve que la pharmacie n'a eu des ennemis à droite », a-t-on pu entendre au congrès de la Fédération en mai 1981.

A vrai dire, le plus grand ennemi du pharmacien, c'est sans doute le pharmacien lui-même. Individuiste forcé, il ne parvient pas à imaginer, avec ses homologues, l'avenir et le devenir de sa profession. C'est pourquoi ses actions collectives sont toujours de protestation, par attachement profond à une économie libérale très administrée. Ils se sont ainsi mobilisés, successivement, contre la vente des petits pots pour bébés dans les magasins de grande surface, contre les médicaments génériques (ces médicaments tombés dans le domaine public), contre l'ouverture de pharmacies mutualistes, contre les interventions sur les prix des médicaments.

Au reste, toute une partie de la profession a des raisons tout à fait objectives de souhaiter le maintien du statu quo : 16 % des officines, en 1980, réalisaient près du tiers du chiffre d'affaires global de la profession. Pour certains, la pharmacie reste une activité hautement rentable.

JOSÉE DOYÈRE.

Prochain article :

LA MENACE MUTUALISTE

(1) Une pharmacie pour 2 000 habitants dans les villes de moins de 5 000 habitants, une pour 2 500 habitants dans les villes jusqu'à 30 000 habitants, une pour 3 000 habitants au-delà. Une exception : l'Alsace, avec une officine pour 5 000 habitants.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base	+ base	Rep. + ou Dég.	Rep. + ou Dég.
SE-U	7,765	7,762	+ 140	+ 290
Sam.	6,296	6,303	+ 132	+ 280
Yen (100)	3,232	3,239	+ 142	+ 296
DM	3,807	3,805	+ 179	+ 362
Mark	2,680	2,686	+ 143	+ 292
F.R. (100)	15,816	15,822	+ 421	+ 843
ES	3,679	3,675	+ 238	+ 457
L (1 000)	5,815	5,838	+ 166	+ 331
Euro	11,953	11,913	+ 298	+ 576

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/12	3/6	3/12	3/6	3/12	3/6	3/12	3/6	3/12	3/6
SE-U	9 3/8	9 3/4	9 1/2	9 5/8	9 11/16	10 1/16	10 3/16	10 5/16	10 7/16	10 9/16
DM	4 7/16	4 13/16	4 1/2	4 5/8	4 7/8	4 9/8	4 11/8	4 13/8	4 15/8	4 17/8
Yen	5 1/2	5 1/8	5 3/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4
DM (100)	8 1/2	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4
ES	13 1/2	13 1/8	13 1/4	13 1/8	13 1/4	13 1/8	13 1/4	13 1/8	13 1/4	13 1/8
L (1 000)	13 1/2	13 1/8	13 1/4	13 1/8	13 1/4	13 1/8	13 1/4	13 1/8	13 1/4	13 1/8
Euro	9 1/2	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8
F. franc	12 1/8	12 3/4	12 1/2	12 1/2	12 1/8	12 3/4	12 1/2	12 1/2	12 1/8	12 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EUROPE 1 COMMUNICATION

A l'issue des neuf premiers mois de l'exercice pour la période du 1^{er} octobre 1982 au 30 juin 1983, le chiffre d'affaires radiodiffusion du groupe Europe 1 s'élève à 455 781 000 F contre 397 775 000 F pour la même

période de l'exercice précédent, soit une progression de 14,6 %. Le chiffre d'affaires du troisième trimestre de l'exercice (du 1^{er} avril au 30 juin) a été de 164 691 000 F contre 150 138 000 F lors de l'exercice précédent, soit un accroissement de 9,7 %.

atesma e.t.t.

La société ATEMA, au capital de 5 060 000 F, dont le siège social est sis à Paris, 86, rue Michel-Ange, 75016 Paris, société de location de personnel spécialisée dans l'aéronautique, informe son aimable clientèle qu'une caution de 5 450 000 F, délivrée par la Caisse franco-allemande de cautionnements, 82, rue Saint-Lazare à Paris 9^e, lui a été fournie pour garantir les organismes sociaux et les utilisateurs de son personnel au regard des dispositions du décret du 28 décembre 1979. La caution est délivrée à compter du 1^{er} juillet 1983 pour une année entière et consecutive jusqu'au 30 juin 1984.

Paris, le 12 juillet 1983

Le Conseil d'Administration.

DAT.e.t.t.

La société DELTA AERO TECHNIQUE S.A., au capital de 303 000 F, dont le siège social est sis à Paris-9^e, 16, place du Havre, Société de Location de Personnel spécialisée dans l'énergie atomique et l'off-shore, informe son aimable clientèle qu'une caution de 6 050 000 F délivrée par la COFINCAU, 11, rue Portais - 75008 Paris, lui a été fournie pour garantir les organismes sociaux et les utilisateurs de son personnel au regard des dispositions du décret du 28 décembre 1979.

La caution est délivrée à compter du 1^{er} juillet 1983 pour une année entière et consecutive jusqu'au 30 juin 1984.

Paris, le 12 juillet 1983.

Le Conseil d'Administration.

مكتبة الأمل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

19 juillet

Le point d'équilibre

Après avoir tribué en début de semaine, la Bourse de Paris a retrouvé son équilibre mardi. Hautes et basses, généralement de faible ampleur, ont alterné dans tous les compartiments et, à la clôture, l'indice instantané s'inscrivait à un peu plus de 0,2 % au-dessus de son niveau précédent.

Déjà faibles la veille, les cours d'échanges n'ont guère été plus élevés. Dans une ambiance de vacances, les professionnels spéculaient les affaires courantes plus alléguées au rafraîchir au café d'un face. Rien n'a troublé cette saine estime, pas même la nouvelle performance établie par la devise-titre parvenue à 10,40 F dans une fourchette s'élevant vers le bas à 10,35 F (contre 10,29 F-10,33 F). Autour de la corbeille, l'on se bornait à constater ce phénomène amplifié par la reprise du dollar observée après vingt-quatre heures d'accalmie.

Murs et piliers, il est vrai, exhalent encore la chaleur accumulée les jours précédents, et pour une fois il faut se méfier des dehors d'intérieur du Palais.

Le nouvel effacement de Wall Street n'a produit aucun effet. L'anticipation peut-être. « Un marché sans affaires qui ne baisse pas est un marché haussier », affirmait le responsable boursier d'un grand établissement de la place. Retenons le commentaire comme l'on retiendrait la participation de Debyser-War Defeb dans le capital de Fréssinet-Transair à franchir le seuil de 10 %.

Sur les indications venues des États-Unis, l'on est un peu remonté à Londres : 422,45 dollars la livre contre 422,40 dollars la veille au soir. A Paris, le lingot a valu 106 450 F (après 106 050 F) contre 106 000 F et le napoléon 679 F (après 673 F) sans changement. Le volume des transactions a continué d'augmenter : 9,44 millions de francs contre 6,32 millions.

NEW-YORK

Redressement

Sérieusement malmené ces derniers jours, Wall Street s'est sensiblement redressé mardi. La reprise a cependant pas été spontanée. A l'ouverture, le marché perdait encore un peu de terrain, et ce n'est qu'après une heure de cotations que le mouvement de hausse s'amorçait. Un moment même la barre des 1 200 fut franchie, mais l'indice des industrielles ne parvint quand même pas à se maintenir au-dessus de 1 197,11 (+7,21 points), après être tombé à 1 185,40, puis remonté jusqu'à 1 205,13. Le bilan de la séance n'a pas été vraiment révélateur du retournement de tendance.

Sur 1 956 valeurs traitées, 949 ont monté, 645 ont baissé et 362 n'ont pas varié. En fait, ce sont surtout les « Blue Chips » qui ont retenu l'attention, les valeurs d'entreprises placées sur le créneau des hautes technologies, en particulier à la suite de la publication de très bons résultats trimestriels. Ce fut un des deux facteurs de hausse.

Mais l'influence exercée par le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, a été déterminante. Ses prévisions faites devant le Congrès, le matin même, sur une baisse des taux d'intérêt d'ici la fin de l'année, ont atténué les craintes éprouvées par les investisseurs. Néanmoins, elles ne les ont pas entièrement dissipées, comme en témoignent les valeurs d'entreprises placées sur le créneau des hautes technologies, en particulier à la suite de la publication de très bons résultats trimestriels. Ce fut un des deux facteurs de hausse.

VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 20 juil.
Alcoa	27 1/8	27 1/8
A.T.T.	42 3/4	42 3/4
Boeing	39 3/4	39 3/4
Chrysler	28 1/2	28 1/2
Du Pont de Nemours	46 3/4	46 3/4
Eastman Kodak	39 3/4	39 3/4
Exxon	39 3/4	39 3/4
Ford	27 1/8	27 1/8
General Electric	30 1/8	30 1/8
General Motors	27 1/8	27 1/8
IBM	119 5/8	119 5/8
ITT	44 1/8	44 1/8
U.S. Steel	40 3/4	40 3/4
Union Carbide	36 1/4	36 1/4
Westinghouse	45 1/8	45 1/8
Xerox Corp.	48	48

LA VIE DES SOCIÉTÉS

I.C.I. - Comme Elf-Chimie (voir autre part), mais avec une longueur d'avance, le groupe chimique britannique va se doter d'une branche chimie fine sous l'appellation I.C.I. Specialty Chemicals, où seront regroupées toutes activités du groupe dans ce secteur pointu.

L'objectif est d'atteindre un chiffre d'affaires de 500 millions de livres (près de 6 milliards de francs), contre 130 millions (1,79 milliard de francs) actuellement et un bénéfice avant impôts représentant entre 10 % et 14 % du montant des ventes.

INDICES QUOTIDIENS	
(base 100 = 31 déc. 1982)	19 juil.
Indice C.A.T.	125,2
Indice C.A.T. 1983	125,3
Indice C.A.T. 1984	147,9
Cours des AGENTS DE CHANGE	
(base 100 = 31 déc. 1982)	19 juil.
Indice général	125,2
Indice C.A.T.	125,3
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Effets privés du 20 juillet	12,3/4 %
COURS DU DOLLAR A TOKYO	
1 dollar (en francs)	19 juil. 20 juil.
	246,70 239,98

FIVES-LILLE. - Le résultat consolidé (part du groupe) pour 1982 (hors plus-values) atteint 99,03 millions de francs (+41,9 %), pour un chiffre d'affaires accrus de 6,1 % à 4,14 milliards de francs.

Réforme de la Bourse

FERMETURES EXCEPTIONNELLES POUR TRAVAUX

La réforme boursière, dont la mise en œuvre, le 24 octobre prochain, sera traduite par l'annulation des cotations (suppression du comptant du terme, remplacement du terme par un comptant différé), oblige la chambre syndicale à commander des travaux.

Pour les faire exécuter, la Bourse de Paris sera exceptionnellement fermée les vendredi 12 août, mardi 16 août et vendredi 21 octobre. Ce dernier jour, toutefois, les reports effectués après la liquidation générale auront lieu normalement et les droits déductibles seront cotés.

BOURSE DE PARIS Comptant

19 JUILLET

VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 20 juil.	VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 20 juil.	VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 20 juil.	VALEURS	Cours de 19 juil.	Cours de 20 juil.
3 %	29	2400	De-Lamotte	230 50	230 50	Pacher	189	189 50	Francoeur d'Aug.	74	74
5 %	41 10	2 318	Dunlop	4 45	4 45	Profil Tubes Est	7 70	7 70	Francoeur	248	248
5 % amort. 45-54	2 801	2 801	Electricité de France	952	952	Profil Tubes Est	36 25	36 25	Francoeur	20 50	20 50
4 1/4 % 1983	108	3 800	Electricité de France	2080	2080	Publicis	830	816	Gla. Belgique	363 80	365
5 % 1983	9485	92	Electricité de France	442	442	Publicis	159 30	159	Gla. Belgique	400	400
5 % 1984	109 80	80	Electricité de France	195 20	195 20	Publicis	80	81	Gla. Belgique	134 50	135
5 % 1985	89 18	80 214	Electricité de France	400	418	Publicis	138	140	Gla. Belgique	310	310
5 % 1986	80 75	80 75	Electricité de France	188	188	Publicis	40	45	Gla. Belgique	481	482
5 % 1987	80 75	80 75	Electricité de France	801	801	Publicis	10 70	10 70	Gla. Belgique	54 55	54 55
5 % 1988	80 75	80 75	Electricité de France	255 25	255 25	Publicis	66	66	Gla. Belgique	187	187
5 % 1989	80 75	80 75	Electricité de France	1200	1200	Publicis	18 25	18 25	Gla. Belgique	870	870
5 % 1990	80 75	80 75	Electricité de France	250 20	250 20	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 1991	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 1992	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 1993	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 1994	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 1995	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 1996	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 1997	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 1998	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 1999	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2000	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2001	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2002	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2003	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2004	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2005	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2006	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2007	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2008	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2009	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2010	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2011	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2012	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2013	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2014	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2015	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2016	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2017	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2018	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2019	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2020	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2021	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2022	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2023	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2024	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2025	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2026	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2027	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2028	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2029	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2030	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2031	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2032	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2033	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2034	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2035	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2036	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2037	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2038	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2039	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2040	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2041	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2042	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2043	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2044	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2045	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2046	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2047	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2048	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2049	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2050	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2051	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2052	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2053	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2054	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2055	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2056	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2057	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2058	80 75	80 75	Electricité de France	230	230	Publicis	82	82	Gla. Belgique	1139	1140
5 % 2059	80 75	80 75	Electricité de France	1150	1150	Publicis	55	55	Gla. Belgique	115	115
5 % 2060	80 75	80 75	Electricité de France	300 50	312 80	Publicis	375	381	Gla. Belgique	308	308
5 % 2061	80 75	80 75	Electricité de France	480	480	Publicis	255	255	Gla. Belgique	870	870
5 % 2062	80 75	80 75	Electricité de France	230	230</						

